



Un Peuple Un But Une Foi

Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie



Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel  
(ERI-ESI)

Sénégal, 2017

# RAPPORT DE SYNTHÈSE



Juillet 2019

Ce rapport présente la synthèse des résultats de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) réalisée par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). Le financement de l'ERI-ESI a été assuré par la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à travers le Programme Statistique Régional (PSR) 2015-2020 qui comporte les volets « Comptabilité Nationale », « Statistiques d'entreprise » et « Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel ». L'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) a fourni l'assistance technique à l'ensemble de ces trois volets.

Pour tout renseignement concernant l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI), contacter l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) BP 116, Dakar, Sénégal, Tel : (+221) 33 869 21 39 Fax : (+221) 33 824 36 15, e-mail : statsenegal@ansd.sn, site web : www.ansd.sn

Pour obtenir des informations sur le Programme de Statistique Régionale 2015-2020, contacter L'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) sis à Bamako (quartier Niarela, rue 499, Porte 23, BP E 1600, Télécopie 00223 20 21 11 40, courrier électronique : afristat@afristat.org, site web : www.afristat.org

**Citation recommandée :**

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie et AFRISTAT. 2019. *Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel*, 2017. Dakar, Sénégal et Bamako, Mali : ANSD et AFRISTAT.

## Tableau récapitulatif des résultats

Indicateurs sur les objectifs de développement durable, ERI-ESI, Sénégal 2017

N°	Indicateurs	Homme	Femme	Sénégal
<b>4. Education de qualité</b>				
4.6.1	Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	64,1	42,3	52,1
<b>6. Accès à l'eau potable et assainissement</b>		<b>Urbain</b>	<b>Rural</b>	<b>Sénégal</b>
6.1.1	Proportion de la population ayant accès à l'eau potable	95,5	81,5	88,0
6.2.1	Proportion de la population ayant accès à des latrines	91,6	77,0	83,8
<b>7. Accès à l'énergie propre et à coût abordable</b>				
7.1.1	Proportion de la population ayant accès à l'électricité	92,8	49,9	69,9
7.1.2	Proportion de la population ayant accès à des combustibles propres pour la cuisson	53,6	4,5	27,3
<b>8. Plein emploi productif et travail décent pour tous</b>		<b>Homme</b>	<b>Femme</b>	<b>Sénégal</b>
8.3.1	Proportion de l'emploi informel dans les secteurs non agricoles	93,3	97,7	95,4
8.5.1	Rémunération horaire moyenne des salariés	833,6	797,5	821,9
8.5.2	Taux de chômage (au sens strict du BIT)	2,7	3,2	2,9
8.6.1	Jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi	32,4	47,4	40,6
8.8.1	Fréquence des accidents de travail ou de trajet [1]	2,1	1,0	1,6
8.9.2	Nombre d'emplois dans les secteurs du tourisme, en proportion du nombre total d'emplois [2]	7,7	5,6	6,8
<b>9. Bâtir une infrastructure résiliente et promouvoir une industrialisation durable</b>				
9.2.2	Emploi dans l'industrie manufacturière, en proportion de l'emploi total	11,1	13,0	11,9
<b>10. Réduire les inégalités</b>				
10.3.1	Proportion des individus de 18 ans et plus ayant déclaré avoir personnellement fait objet de discrimination ou de harcèlement pour des motifs interdits par le droit international des droits de l'homme	11,2	10,4	10,8
<b>11. Villes et établissements humains sûrs, résilients et durables</b>				
11.7.2	Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de harcèlement physique ou sexuel	1,7	1,2	1,4
<b>16. Assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place des institutions efficaces</b>				
16.1.3	Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents	12,5	11,0	11,7
16.1.4	Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence	50,7	47,0	48,7
16.3.1	Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences ayant signalé les faits aux autorités compétentes ou recouru à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus	40,0	36,9	38,4
16.5.1	Individus de 18 ans et plus ayant eu, au moins une fois, affaire à un agent public auquel ils ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents	6,8	2,7	4,6
16.7.2	Proportion de la population qui estime que la prise de décision est ouverte et réactive [2]	25,6	26,5	26,1

[1] Non mortel

[2] Indicateur proxy

## Principaux indicateurs de l'emploi, ERI-ESI, Sénégal 2017

Indicateurs	Dakar urbain	Autres urbains	Urbain	Rural	Sénégal
Répartition de la population selon le profil migratoire					
Non migrant	65,8	86,8	76,2	86,6	81,2
Migration interne	33,7	12,7	23,4	12,7	18,2
Migration internationale	0,5	0,4	0,5	0,7	0,6
Ensemble migrants	34,2	13,2	23,8	13,4	18,8
Taux net de scolarisation au primaire ajusté					
Ensemble	74,5	67,7	70,6	44,3	54,5
Homme	72,6	64,9	68,2	42,1	52,4
Femme	76,6	70,6	73,1	46,6	56,7
Pourcentage des enfants en âge d'être au primaire qui sont hors du système					
Ensemble	25,5	32,3	29,4	55,6	45,4
Homme	27,4	35,1	31,8	57,8	47,6
Femme	23,4	29,4	26,9	53,4	43,2
Taux net de scolarisation au secondaire					
Ensemble	36,6	35,5	36,0	19,6	26,8
Homme	33,4	33,6	33,5	20,5	26,2
Femme	39,6	37,3	38,3	18,6	27,3
Taux de chômage (au sens strict du BIT)					
Ensemble	4,7	3,0	4,0	1,6	2,9
Homme	4,1	3,1	3,7	1,5	2,7
Femme	5,5	3,0	4,4	1,8	3,2
Taux de chômage (au sens strict du BIT)					
15 - 34 ans	7,4	4,7	6,2	2,5	4,6
35 ans et plus	2,5	1,8	2,2	,9	1,6
Taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage					
Ensemble	12,7	13,8	13,2	11,8	12,6
Homme	10,4	12,4	11,3	10,7	11,0
Femme	15,8	15,5	15,7	13,1	14,5
Taux de sous-utilisation de la main œuvre					
Ensemble	25,9	27,1	26,5	30,7	28,4
Homme	16,1	20,0	17,8	21,6	19,5
Femme	36,1	34,4	35,3	39,7	37,4
Taux de sous-utilisation de la main œuvre					
15 - 34 ans	32,1	32,9	32,4	38,1	35,1
35 ans et plus	20,3	22,2	21,1	23,5	22,2
Durée moyenne de chômage (en années)					
Ensemble	4,3	5,8	4,9	6,4	5,5
Primo demandeur	4,9	6,8	5,6	7,5	6,5
Ancien actif	3,3	4,2	3,7	3,3	3,6
Pourcentage d'emplois formels dans le secteur non agricole					
Ensemble	6,3	5,3	5,9	1,8	4,6
Homme	8,4	7,7	8,1	3,1	6,7
Femme	3,7	2,8	3,3	,6	2,3
Taux d'emplois vulnérables ou part des travailleurs propre compte et travailleurs familiaux					
Ensemble	47,6	59,5	53,0	82,1	66,1
Homme	38,6	50,0	43,6	76,3	58,3
Femme	59,3	70,6	64,6	89,3	75,7
Taux de pluriactivité					
Ensemble	5,0	6,3	5,6	12,5	8,7
Homme	4,9	6,1	5,4	14,1	9,3
Femme	5,1	6,5	5,8	10,4	7,9
Taux de salarisation dans le secteur non agricole					
Ensemble	50,8	37,5	45,0	24,5	38,6
Homme	59,8	47,3	54,6	37,6	49,8
Femme	39,3	27,0	33,7	12,8	26,5
Revenu mensuel imputé des valeurs nulles					
Ensemble	133 844	132 421	133 201	116 039	125 485
Homme	140 285	137 844	139 208	117 223	129 330
Femme	125 457	126 011	125 714	114 567	120 699
Taux de salaire inférieur au SMIG (%)					

Indicateurs	Dakar urbain	Autres urbains	Urbain	Rural	Sénégal
Ensemble	6,1	4,5	5,4	1,8	3,8
Homme	,5	,4	,5	,3	,4
Femme	13,3	9,4	11,5	3,8	8,0
Durée du travail excessive (plus de 48 heures par semaine)					
Ensemble	43,8	43,9	43,9	40,5	42,3
Homme	47,3	49,0	48,0	47,0	47,6
Femme	39,3	37,9	38,6	32,3	35,8
Pourcentage des chômeurs BIT et de la main d'œuvre potentielle désirant travailler comme indépendant					
Ensemble	41,7	59,9	48,9	84,2	65,9
Homme	27,0	45,1	34,6	73,7	52,6
Femme	47,1	66,1	54,5	87,8	70,8

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

Principaux indicateurs du secteur informel, ERI-ESI, Sénégal 2017

Indicateurs	Dakar urbain	Autres urbains	Urbain	Rural	Sénégal
Effectif moyen des UPI au démarrage des activités	1,3	1,2	1,3	1,2	1,2
Pourcentage d'UPI ayant de l'électricité	45,4	35,1	39,5	19,0	30,4
Pourcentage d'UPI ayant un wc ou des latrines	31,9	24,8	27,8	16,5	22,8
Pourcentage d'UPI ayant accès à un système d'évacuation des déchets	44,3	26,2	33,9	15,3	25,7
Pourcentage d'UPI travaillant à domicile	31,4	34,3	33,1	39,7	36,0
Pourcentage d'UPI dirigées par des femmes	54,3	61,4	58,5	66,3	61,9
Pourcentage d'UPI dans le secteur Industrie	26,0	24,7	25,2	27,9	26,4
Pourcentage d'UPI dans le secteur commerce	50,7	57,2	54,5	58,1	56,1
Pourcentage d'UPI dans le secteur service	23,3	18,1	20,2	14,0	17,5
Deux principales sources du capital au démarrage des activités de l'UPI					
Epargne Propre/tonline	59,6	55,1	56,9	58,4	57,6
Prêts informels (des amis ou des parents)	11,5	23,7	18,7	21,2	19,8
Pourcentage de la main des UPI non apparenté au chef d'UPI	31,1	17,5	23,9	11,7	19,1
Pourcentage de jeunes de moins de 15 ans dans la main d'œuvre des UPI	2,2	2,9	2,6	1,7	2,2
Pourcentage de femmes dans la main d'œuvre des UPI	41,5	52,0	47,0	58,0	51,3
Durée moyenne d'année d'études réussies par la main d'œuvre des UPI	4,1	2,9	3,5	1,5	2,7
Pourcentage de la main d'œuvre des UPI formée dans un cadre formel	25,6	36,0	30,4	38,4	32,3
Valeur d'acquisition FCFA	114 164,5	241 180,0	163 651,0	136 883,6	154 532,0
Montant du capital investi en 2017	71 570,0	65 382,6	69 687,6	152 872,9	96 048,0
Deux principales origines des matières premières					
Petite entreprise commerciale	71,1	51,8	63,5	53,5	59,9
Ménage / Particulier	16,6	37,8	24,9	37,7	29,5
Valeur ajoutée totale du secteur informel en million de FCFA					
Ensemble	1 199 701,4	1 294 755,0	2 494 456,4	1 254 962,5	3 749 419,0
Industrie	559 162,2	468 375,1	1 027 537,3	500 699,4	1 528 236,7
Commerce	320 397,8	473 159,0	793 556,7	497 898,1	1 291 454,8
Service	320 141,5	353 221,0	673 362,4	256 365,0	929 727,4
Valeur ajoutée moyenne par main d'œuvre (En FCFA/Mois)					
Ensemble	154 470,2	148 439,1	150 938,7	106 248,7	131 205,0
Industrie	261 372,3	184 802,4	217 516,4	115 921,9	170 095,6
Commerce	93 929,7	104 160,6	100 216,3	84 441,2	93 003,9
Service	166 916,9	238 861,4	204 585,9	177 542,3	195 032,9
Valeur ajoutée moyenne par capital (En FCFA/ unité de capital)					
Ensemble	0,3	6,8	3,3	3,9	3,5
Industrie	0,3	16,4	8,0	6,6	7,4
Commerce	0,3	1,1	0,6	2,5	1,4
Service	0,4	2,5	1,3	1,8	1,5
Deux principales raisons du non enregistrement des UPI aux impôts au niveau national					
Non obligatoire	50,6	22,1	33,7	29,3	31,7
Ne sait pas s'il faut s'inscrire	30,1	49,9	41,9	55,3	47,9
Deux principales raisons pour se faire enregistrer selon les CUPI au niveau national					
Accès au crédit	22,3	15,1	18,1	15,1	16,8
Ne sait pas	48,8	56,1	53,1	63,6	57,7
Pourcentage d'UPI qui paie les impôts sur leurs activités	17,7	14,5	15,8	11,4	13,9
Pourcentage d'UPI prêt à payer les impôts sur leurs activités	18,2	21,2	19,9	22,1	20,9
Deux principales utilisations d'un crédit potentiel par les CUPI au niveau national					
Accroître votre stock de matières premières	35,0	55,1	46,8	58,6	52,0
Améliorer le local, emplacement	19,1	16,3	17,4	11,6	14,9

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

Principaux indicateurs de la gouvernance, paix et sécurité, ERI-ESI, Sénégal 2017

Indicateurs	Dakar urbain	Autres urbains	Urbain	Rural	Sénégal
Pourcentage des individus de 18 ans et plus satisfait du fonctionnement de la démocratie					
Ensemble	69,8	67,2	68,6	67,5	68,1
Homme	67,3	65,9	66,7	67,0	66,8
Femme	72,0	68,3	70,2	67,8	69,0
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les 9 principes démocratiques sont respectés [1]					
Ensemble	47,3	56,2	51,6	58,7	54,9
Homme	46,0	54,0	49,7	58,0	53,4
Femme	48,6	58,0	53,3	59,3	56,2
Proportion des individus de 18 ans et plus ayant déclaré avoir personnellement fait objet de discrimination ou de harcèlement pour des motifs interdits par le droit international des droits de l'homme					
Ensemble	7,2	12,7	9,9	11,8	10,8
Homme	7,3	13,1	10,0	12,7	11,2
Femme	7,1	12,4	9,7	11,2	10,4
Indice de perception					
Droits civils et politiques	0,791	0,792	0,791	0,811	0,800
Participation	0,679	0,695	0,687	0,690	0,688
Absence de discrimination et d'inégalités de sexe	0,839	0,812	0,826	0,772	0,801
Droits de l'homme et participation	0,734	0,740	0,737	0,738	0,737
Degré de confiance des individus ayant été en contact avec les institutions					
L'administration (en général)	80,7	86,4	83,4	87,3	85,1
La justice	73,7	75,0	74,4	73,9	74,2
La police	70,2	78,1	73,9	77,6	75,3
Le système public de santé	84,8	86,5	85,4	87,1	86,1
Le système public d'éducation	83,6	85,3	84,3	85,7	84,9
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays					
Ensemble	76,0	64,4	70,4	55,0	63,3
Homme	78,5	66,0	72,7	56,0	65,3
Femme	73,7	63,1	68,4	54,3	61,6
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les citoyens sont consultés dans la prise de décision					
Ensemble	20,6	27,1	23,8	28,8	26,1
Homme	19,8	27,1	23,2	28,6	25,6
Femme	21,3	27,1	24,2	29,0	26,5
Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant voté aux dernières élections					
Ensemble	60,4	61,9	61,1	58,7	60,0
Homme	63,5	62,2	62,9	63,0	63,0
Femme	57,5	61,7	59,6	55,5	57,6
Pourcentage des individus de 18 ans et plus appartenant à un parti politique					
Ensemble	6,4	7,2	6,8	7,1	6,9
Homme	6,4	7,3	6,8	8,7	7,6
Femme	6,3	7,1	6,7	5,8	6,3
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les autorités centrales prennent en compte les préoccupations :					
Population	26,8	30,2	28,4	33,4	30,8
Les groupes minoritaires	22,9	27,0	24,9	29,5	27,0
Les partis politiques d'opposition	26,8	30,2	28,4	33,4	30,8
Indice de perception					
Système judiciaire	0,662	0,693	0,677	0,726	0,700
Absence de corruption	0,564	0,616	0,589	0,648	0,616
Etat de droit	0,580	0,629	0,603	0,661	0,630
Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seuls à pied dans leur zone de résidence					
Ensemble	48,8	46,5	47,7	35,6	32,3

Indicateurs	Dakar urbain	Autres urbains	Urbain	Rural	Sénégal
Homme	52,4	48,6	50,6	36,8	33,1
Femme	45,5	44,8	45,2	49,0	47,0
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacés avec une arme au cours des 12 derniers mois	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacés avec un autre type d'arme (ex, couteau, machette,) au cours des 12 derniers mois	0,8	0,5	0,6	0,4	0,5
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents					
Ensemble	15,7	11,2	13,5	9,6	11,7
Homme	16,4	12,0	14,4	10,2	12,5
Femme	15,0	10,6	12,8	9,0	11,0
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant qu'il est probable qu'ils soient victimes de criminalité					
Ensemble	24,0	10,8	17,6	12,6	15,3
Homme	24,3	11,5	18,4	12,9	16,0
Femme	23,9	10,1	17,0	12,4	14,8
Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant confiance à l'Etat pour assurer la sécurité	77,8	72,9	75,4	67,6	71,8
Indice de perception					
Sécurité nationale	0,717	0,675	0,697	0,680	0,689
Sécurité publique	0,794	0,810	0,802	0,810	0,806
Paix et sécurité	0,788	0,800	0,794	0,801	0,797

[1] Liste des principes démocratiques : 1. Liberté d'expression 2. Liberté de la presse (média) 3. Egalité devant la loi 4. Liberté politique (choix de son parti) 5. Elections libres et transparentes 6. Liberté de voyager 7. Liberté de religion 8. Liberté d'association 9. Absence de discrimination

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD



## Table des matières

Tableau récapitulatif des résultats .....	3
Liste des tableaux.....	11
Liste des graphiques .....	12
Liste des cartes .....	13
Méthodologie de l'échantillonnage et de l'enquête .....	14
Chapitre 1: Caractéristiques de la population et situation d'activité.....	15
1.1 Caractéristiques sociodémographiques de la population et des habitants .....	15
1.1.1. Dynamique migratoire .....	15
1.1.2. Principales caractéristiques des migrants .....	16
1.1.3. Motifs de migration et principales destinations des migrants.....	18
1.1.4. Eléments Confort du logement.....	18
1.2. Scolarisation et alphabétisation.....	21
1.2.1. La scolarisation et l'éducation .....	21
1.2.2. Taux de scolarisation.....	22
1.2.3. L'alphabétisation des adultes .....	26
1.3. Caractéristiques socioéconomique de la population .....	27
1.3.1. Sous-utilisation de la main d'œuvre .....	27
1.3.2. Bilan de l'emploi .....	28
1.3.3. Possibilités d'emplois et gains adéquats sur le marché du travail .....	30
1.4. Qualité de l'insertion sur le marché du travail .....	35
1.4.1. Raisons de mutation et de non exercice du métier .....	35
1.4.2. Mobilité dans l'emploi .....	36
1.5. Trajectoire et perspectives .....	37
1.5.1. Mobilité sociale .....	37
Chapitre 2: Caractéristique et poids du secteur informel .....	40
2.1. Conditions d'activités dans le secteur informel .....	40
2.1.1. Précarité des conditions d'activité dans le secteur informel.....	42
2.2. Main d'œuvre et emploi dans le secteur informel.....	44
2.2.1. Organisation du travail dans le secteur informel .....	44
2.2.2. Caractéristiques des emplois dans le secteur informel .....	45
2.2.3. Rémunération et horaire de travail dans le secteur informel.....	46
2.3. Capital, investissement et financement dans le secteur informel .....	47
2.3.1. Dotation et structure du capital.....	47
2.3.2. Investissement dans le secteur informel .....	48
2.4. Production, insertion et concurrence dans le secteur informel .....	50
2.4.1. Performance économique .....	50
2.4.2. Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne et leur inégalité .....	51
2.4.3. Décomposition de la valeur ajoutée .....	52
2.5. Secteur informel et l'Etat .....	54
2.5.1. Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs .....	54
2.5.2. Principal intérêt de se faire enregistrer.....	55
2.5.3. Opinions générales par rapport à l'impôt .....	57
2.6. Problèmes et perspectives .....	57
2.6.1. Principaux problèmes rencontrés par les UPI .....	57
Chapitre 3: Perception de la population sur la Gouvernance, paix et sécurité .....	59
3.1. Démocratie et droit de l'homme .....	59
3.1.1. Adhésion à la démocratie et ses principes fondateurs.....	59
3.1.2. Droit de l'homme .....	60
3.1.3. Indice des droits de l'homme et participation .....	61

3.2. Qualité des institutions et corruption .....	62
3.2.1. Accès et confiance dans les institutions.....	62
3.2.2. Situation de la corruption.....	63
3.3. Etat de la gouvernance.....	64
3.3.1. Gouvernance administrative.....	64
3.3.2. Participation citoyenne et politisation .....	65
3.3.3. Indice de perception de l'état de droit .....	67
3.4. Paix et sécurité .....	67
3.4.1. Menace générale et sentiment d'insécurité.....	67
3.4.2. Criminalité.....	70
3.4.3. Conflits et mode de résolution.....	71
3.4.4. Indice de perception de la paix et de la sécurité .....	72
3.5. Indice de perception de la population sur la Gouvernance, Paix et Sécurité.....	73

## Liste des tableaux

Tableau 1.1 : Répartition en pourcentage de la population de 15 ans et plus selon la région, le milieu de résidence, le sexe, et le niveau d'instruction par le statut migratoire, Sénégal, 2017 .....	16
Tableau 1.2 : Principales caractéristiques des émigrants de 15 ans et plus par la strate de résidence selon les caractéristiques sociodémographiques, Sénégal, 2017 .....	18
Tableau 1.3 : Répartition des émigrants internationaux par caractéristique sociodémographique selon les principaux motifs de la migration internationale, Sénégal, 2017 .....	18
Tableau 1.4 : Pourcentage de la population ayant accès aux services de base selon la région et le milieu de résidence, Sénégal, 2017 .....	20
Tableau 1.5 : Répartition de la population par caractéristique démographique selon le niveau d'instruction, Sénégal 2017 .....	22
Tableau 1.6 : Taux de scolarisation du primaire et du secondaire par sexe selon la région et le milieu de résidence, Sénégal 2017 .....	23
Tableau 1.7 : Taux d'alphabétisation des adultes des adultes par milieu de résidence et par sexe selon la région, .....	26
Tableau 1.8 : Principales caractéristiques de la sous-utilisation de la main d'œuvre selon les caractéristiques sociodémographiques, Sénégal, 2017 .....	28
Tableau 1.9 : Bilan de l'emploi par secteur institutionnel selon l'activité principale, Sénégal 2017 .....	29
Tableau 1.10 : Aperçu de quelques indicateurs des possibilités d'emploi et des gains adéquats sur le marché du travail selon les caractéristiques sociodémographiques, Sénégal, 2017 .....	32
Tableau 1.11 : Propension à changer d'activité suivant la formation reçue, Sénégal, 2017 .....	36
Tableau 1.12 : Mobilité dans l'emploi et dans l'activité selon les caractéristiques sociodémographiques .....	37
Tableau 1.13 : Table de mobilité scolaire, Sénégal, 2017 .....	38
Tableau 1.14 : Mobilité intergénérationnelle des secteurs d'activité entre le père/la mère et l'enfant de 15 ans et plus actifs occupés, Sénégal, 2017 .....	39
Tableau 2.1 : Effectif et structure des CUI et de la main d'œuvre dans le secteur informel non agricole, Sénégal, 2017 .....	41
Tableau 2.2 : Disponibilité des services de base dans les UPI, Sénégal, 2017 .....	43
Tableau 2.3 : Organisation du travail suivant le milieu de résidence et le secteur d'activité, Sénégal, 2017 .....	44
Tableau 2.4 : Caractéristiques des actifs occupés dans le secteur informel selon la zone et le secteur d'activité, Sénégal, 2017 .....	45
Tableau 2.5 : Rémunérations et horaires de travail dans le secteur informel par milieu de résidence et secteur d'activité, Sénégal, 2017 .....	46
Tableau 2.6 : Montant (en millions de FCFA) et structure(en %) du capital du secteur informel selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Sénégal, 2017 .....	48
Tableau 2.7 : Montant (en millions de F CFA) et structure (en %) du capital investi par les UPI en 2017, Sénégal .....	49
Tableau 2.8 : Principaux agrégats du secteur informel (en million fcfa) suivant la zone et le secteur d'activité, Sénégal, 2017 .....	51
Tableau 2.9 : Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne, Sénégal, 2017 .....	52
Tableau 2.10 : Structure par secteur et branche d'activité de la production et des coûts du secteur informel, Sénégal, 2017 .....	53
Tableau 2.11 : Indicateurs de la productivité des facteurs de production dans le secteur informel, Sénégal, 2017 .....	54

Tableau 2.12 : Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs, Sénégal, 2017 .....	55
Tableau 2.13 : Principal intérêt selon les UPI de se faire enregistrer selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Sénégal, 2017 .....	56
Tableau 2.14 : Disposition générale des CUPI à payer l'impôt sur leurs activités selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Sénégal, 2017 .....	57
Tableau 2.15 : Difficultés par rapport aux considérations d'ordre technique et légal selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Sénégal, 2017 .....	58
Tableau 3.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le respect des droits de l'homme selon les caractéristiques sociodémographiques, Sénégal, 2017 .....	60
Tableau 3.2 : Niveau d'appréciation de l'état des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Sénégal, 2017 .....	61
Tableau 3.3 : Degré de confiance des individus de 18 ans et plus ayant été en contact avec les institutions de la république par type d'institutions selon les caractéristiques sociodémographiques .....	63
Tableau 3.4 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays et incidence de la petite corruption selon les caractéristiques sociodémographiques, Sénégal, 2017 .....	64
Tableau 3.5 : Opinion des individus de 18 ans et plus sur la gouvernance des autorités locales et communales selon les caractéristiques sociodémographiques, Sénégal, 2017 .....	65
Tableau 3.6 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population et des groupes minoritaires selon les caractéristiques sociodémographiques, Sénégal, 2017 .....	66
Tableau 3.7 : Niveau d'appréciation de l'état de l'Etat de droit par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Sénégal, 2017 .....	67
Tableau 3.8 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus se sentant en sécurité par type de situation selon les caractéristiques sociodémographiques, Sénégal, 2017 .....	69
Tableau 3.9 : Incidence de la criminalité par type d'incident selon les caractéristiques sociodémographiques, Sénégal, 2017 .....	70
Tableau 3.10 : Niveau d'appréciation de l'état de la paix et sécurité par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Sénégal, 2017 .....	72
Tableau 3.11 : Profils régionaux de l'indice GPS et ses composantes, Sénégal, 2017 .....	76

## Liste des graphiques

Graphique 1.1 : Répartition en pourcentage de la population selon le milieu de résidence et le sexe, par le statut migratoire, Sénégal, 2017 .....	15
Graphique 1.2 : Distribution en pourcentage de la population des habitants par sexe et par région selon l'indicateur de niveau de vie non monétaire, Sénégal, 2017 .....	21
Graphique 1.3: Structure de la population active par situation dans l'activité selon le sexe et l'âge (en années révolues), Sénégal, 2017 .....	30
Graphique 1.4 : Nombre moyen d'années d'études et revenu mensuel moyen selon les caractéristiques des actifs occupés, Sénégal, 2017 .....	34
Graphique 1.5 : Taux de bas salaire selon la CSP, Sénégal, 2017 .....	35
Graphique 2.1 : Proportion es UPI et proportion de la main d'œuvre selon le secteur d'activité, Sénégal, 2017 .....	40
Graphique 2.2 : Répartition (en %) de la main d'œuvre occupée de 15 ans et plus sur le marché du travail, Sénégal, 2017 .....	42

Graphique 2.3 : Disponibilité des locaux pour les activités des UPI, Sénégal, 2017 .....	43
Graphique 2.4 : Structure du capital du secteur informel selon le milieu de résidence, Sénégal, 2017 ....	47
Graphique 2.5 : Origine des matières premières consommées par le secteur informel (En valeur du montant total des matières premières achetées en F CFA), Sénégal, 2017 .....	50
Graphique 2.6 : Les raisons du non enregistrement au NIF des UPI selon le secteur d'activité, Sénégal, 2017 .....	55
Graphique 2.7 : Intentions générales des CUPI par rapport à l'enregistrement administratif, Sénégal, 2017 .....	56
Graphique 2.8 : Perspectives d'utilisation d'un crédit potentiel par les UPI en 2017, Sénégal .....	58
Graphique 3.1 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le fonctionnement de la démocratie, Sénégal, 2018 .....	59
Graphique 3.2 : Incidence de la criminalité par région, Sénégal, 2017 .....	71
Graphique 3.3 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le degré de tension entre les différents groupes au cours des 12 derniers mois , Sénégal, 2017 .....	72

## Liste des cartes

Carte 1.1 : Proportion de la population ayant accès à l'eau potable, Sénégal, 2017 .....	19
Carte 1.2 : Taux net de scolarisation au primaire et taux net de scolarisation au secondaire, Sénégal 2017 .....	24
Carte 1.3 : Proportion des jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi, Sénégal, 2017 .....	33
Carte 3.2 : Indice de perception de la composante Paix et Sécurité et Indice de perception de la Gouvernance, Paix et Sécurité, Sénégal, 2017 .....	74

## Méthodologie de l'échantillonnage et de l'enquête

L'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) a été réalisée à partir d'un sondage probabiliste aréolaire à deux degrés avec stratification au premier degré. L'objectif de l'enquête est de fournir la situation de référence pour le suivi de l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, au niveau national, pour les milieux urbain et rural, et pour chacun des régions du pays. Plus spécifiquement, elle permet (i) de connaître les revenus de l'activité et leur distribution, le niveau du chômage et le profil des chômeurs, l'ampleur du sous-emploi, (ii) d'établir les comptes des unités de production informelles, de déterminer le poids du secteur informel dans l'économie nationale, d'analyser les contraintes et les opportunités du secteur informel et (iii) de fournir des informations sur la perception des individus sur la démocratie et la gouvernance, paix et sécurité, la qualité des institutions et la corruption.

Les unités primaires (UP) sont les zones de dénombrement (ZD) définies lors des travaux cartographiques censitaires réalisés dans le cadre du RGPH (Recensement général de la population et de l'habitat) de 2013.

Au premier degré, 743 ZD ont été tirées avec une probabilité proportionnelle au nombre de ménages. Au deuxième degré, un nombre fixé de vingt-un (21) ménages a été sélectionné dans chacune des ZD retenues au premier degré avec trois (3) ménages de remplacement. La taille de l'échantillon de l'ERI-ESI est de 13 374 ménages.

L'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI) est une opération statistique d'envergure nationale et couvre deux volets : le premier volet collecte des données sur les caractéristiques socio démographiques et sur l'emploi de la population et le second volet est relatif à la collecte des données auprès des unités de production informelles non agricoles identifiées lors du premier volet.

Afin d'atteindre les objectifs fixés à l'enquête, quatre types de questionnaires ont été utilisés :

- un questionnaire ménage qui a servi à recueillir des informations sur tous les membres du ménage, le ménage et l'habitation ;
- un questionnaire emploi administré dans chaque ménage à tous les individus âgés de 10 ans et plus ;
- un module gouvernance, paix et sécurité greffé au questionnaire emploi et administré aux individus de 18 ans et plus dans tous les ménages ;
- un questionnaire secteur informel administré aux chefs d'unités de production informelles (UPI) non agricoles identifiés pendant l'administration du questionnaire emploi.

La collecte des données s'est faite par deux catégories d'équipes sur le terrain : la première équipe chargée du volet emploi et la seconde, du volet secteur informel. Elle a été réalisée par CAPI (Computer Assisted Personal Interview) au moyen de smartphones. Les questionnaires ont été programmés en CSPro et saisis en temps réel sur le terrain sur les smartphones au cours des entretiens.

Le présent rapport de synthèse, fruit des différents travaux au niveau national et régional, présente la synthèse des résultats de l'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel au Sénégal.

## Chapitre 1: Caractéristiques de la population et situation d'activité

### 1.1 Caractéristiques sociodémographiques de la population et des habitants

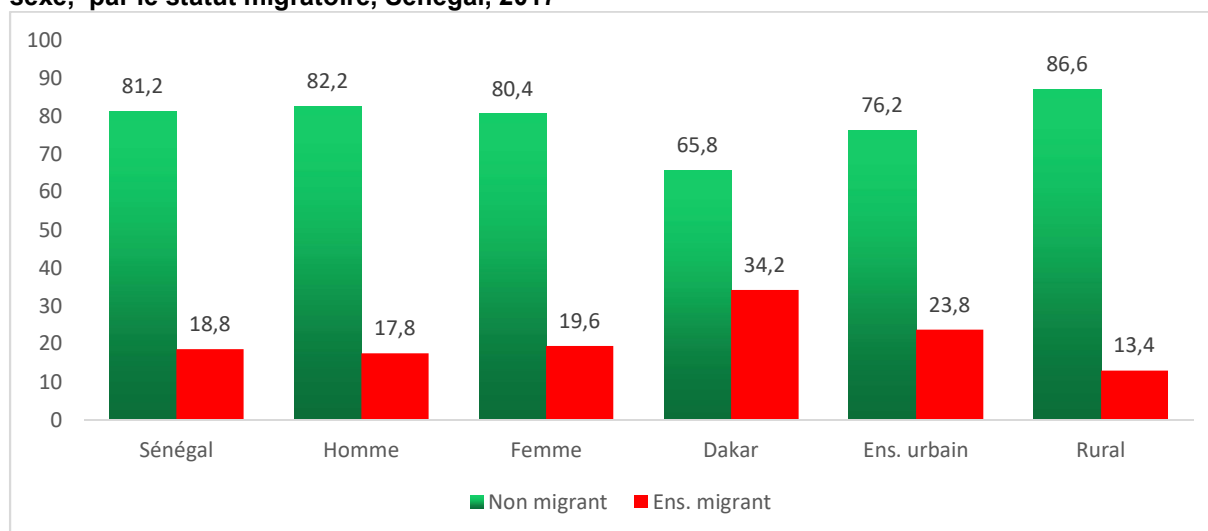
#### 1.1.1. Dynamique migratoire

Élément important de la dynamique démographique, la migration est un facteur de répartition géographique de la population à travers la migration interne. Les données de migration font partie des statistiques émergentes ce qui justifie son choix dans cette étude.

Les données du graphique et du Tableau 1.1 montre que la population non migrante au Sénégal représente 81,2%% de la population de 15 ans ou plus et c'est dans le milieu rural

(86,6%) qu'elle est la plus importante et la moins présente dans la ville de Dakar (65,8%). On observe un écart de deux points entre les hommes (82,2%) et les femmes (80,4%).

**Graphique 1.1 : Répartition en pourcentage de la population selon le milieu de résidence et le sexe, par le statut migratoire, Sénégal, 2017**



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

L'étude des caractéristiques des migrants de 15 ans ou plus met en évidence qu'au Sénégal, 18,6% de la population sont des migrants, parmi lesquels les migrants internes restent plus importants avec 18,2% contre 0,6% de migrants internationaux.

L'analyse selon la région de résidence montre que les pourcentages de migrants sont plus importants dans les régions de Dakar, de Diourbel et de Fatick (respectivement de 34,2%, de 25,9% et de 21,9%). Les régions de Kolda et de Sédhiou sont moins touchées par la migration avec respectivement 4,5% et 5,6%.

En outre, il est important de signaler que la migration est majoritairement interne dans toutes les régions, avec des faibles pourcentages de migrants internationaux inférieurs à 2%.

Cependant, la région de Matam et de Sédhiou se distinguent des autres régions avec 1,5% et 1,9% respectivement de la population résidente venant d'autres pays. Cette faiblesse de la migration internationale est constatée pour les autres caractéristiques sociodémographiques telles que le sexe, le milieu de résidence, et le niveau d'instruction.

L'analyse de la migration interne, selon le milieu de résidence laisse apparaître qu'en milieu urbain, 23,4% de la population urbaine n'ont pas toujours vécu dans leur région de résidence actuelle, alors qu'en milieu rural, cette proportion est de 12,7%. Cette prédominance de la migration interne en milieu urbain est plus accentuée à Dakar urbain (33,7%).

L'étude de la population résidente par rapport au sexe montre que 19,1% des femmes proviennent

d'autres régions contre 17,1% Chez les hommes. Parmi ces migrants ceux qui vivaient dans des pays étrangers sont de 0,5% chez les femmes contre 0,7% chez les hommes.

Par rapport au niveau d'instruction, 30,6% de la population résidente âgée de 15 ans et plus ayant un niveau supérieur, vivent actuellement dans une région autre que la région de naissance. Ce pourcentage est de 19,4% pour ceux qui ne sont pas instruits.

**Tableau 1.1 : Répartition en pourcentage de la population de 15 ans et plus selon la région, le milieu de résidence, le sexe, et le niveau d'instruction par le statut migratoire, Sénégal, 2017**

Caractéristiques sociodémographiques	Non migrant	Migration interne	Migration internationale	Ens. migrant	Total	Effectif
<b>Sexe</b>						
Homme	82,2	17,1	0,7	17,8	100,0	3 898 922
Femme	80,4	19,1	0,5	19,6	100,0	4 782 909
<b>Niveau d'instruction</b>						
Aucun	80,6	18,7	0,7	19,4	100,0	4 646 458
Primaire	81,9	17,5	0,5	18,1	100,0	1 790 535
Secondaire	83,3	16,2	0,5	16,7	100,0	1 978 799
Supérieur	69,4	29,8	0,9	30,6	100,0	266 039
<b>Milieu de résidence</b>						
Dakar urbain	65,8	33,7	0,5	34,2	100,0	2 290 155
Autres urbains	86,8	12,7	0,4	13,2	100,0	2 231 273
Ens. urbain	76,2	23,4	0,5	23,8	100,0	4 521 428
Rural	86,6	12,7	0,7	13,4	100,0	4 160 403
<b>Sénégal</b>	<b>81,2</b>	<b>18,2</b>	<b>0,6</b>	<b>18,8</b>	<b>100,0</b>	<b>8 681 831</b>

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

### 1.1.2. Principales caractéristiques des migrants

Parmi la population de 15 ans ou plus ayant quitté le Sénégal au cours des cinq dernières années précédant l'enquête, plus de la moitié proviennent du milieu urbain.....

Par ailleurs, lors de cette enquête, il a été demandé dans chaque ménage, s'il y a au moins une personne âgée de 15 ans ou plus qui a quitté le ménage au cours des 5 dernières années pour s'installer à l'extérieur six mois au moins selon certaines caractéristiques socio-démographiques (Tableau 1.2).

La majorité des personnes de 15 ans ou plus qui sont sorties du Sénégal au cours des cinq dernières années précédant l'enquête, proviennent plus du milieu du milieu urbain (52,3%) dont 25,4% proviennent de la ville de Dakar contre 47,7% des émigrants proviennent du milieu rural.

Les émigrants du sexe féminin proviennent plus du milieu urbain (75,6%) et ceux du sexe masculin (52,0%) proviennent plus du milieu rural et quel que soit le niveau d'instruction la majorité des émigrants proviennent du milieu urbain allant de 57,7% pour les émigrants du niveau de primaire à 76,4% pour les émigrants du niveau du supérieur pendant que ceux d'aucun niveau d'instructions sont de 62,2%

Les mêmes observations sur le niveau d'instruction restent valables pour la variable âge.



**Tableau 1.2 : Principales caractéristiques des émigrants de 15 ans et plus par la strate de résidence selon les caractéristiques sociodémographiques, Sénégal, 2017**

Caractéristiques sociodémographiques	Strates de résidence					Effectif
	Dakar	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Total	
<b>Sexe</b>						
Masculin	21,8	26,2	48,0	52,0	100,0	134 636
Féminin	45,0	30,7	75,6	24,4	100,0	24 817
<b>Groupes d'âges</b>						
15-24 ans	24,9	24,2	49,2	50,8	100,0	46 194
25-34 ans	29,4	27,0	56,4	43,6	100,0	63 065
35-64 ans	26,0	30,4	56,4	43,6	100,0	36 030
65 ans et Plus	0,0	59,5	59,5	40,5	100,0	910
<b>Niveau d'instruction</b>						
Aucun	44,8	17,4	62,2	37,8	100,0	1 368
Primaire	25,6	32,2	57,7	42,3	100,0	27 255
Secondaire	42,2	31,7	73,9	26,1	100,0	32 406
Supérieur	38,8	37,6	76,4	23,6	100,0	8 659
Ne sait pas	17,7	22,7	40,4	59,6	100,0	89 765
<b>Sénégal</b>	<b>25,4</b>	<b>26,9</b>	<b>52,3</b>	<b>47,7</b>	<b>100,0</b>	<b>159 453</b>

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

### 1.1.3. Motifs de migration et principales destinations des migrants

La migration internationale s'effectue pour diverses raisons avec des ampleurs variables (Tableau 1.3).

L'analyse des motifs montre que le travail reste la principale raison de migration internationale. En effet, pour 69,4% des Sénégalais ayant quitté le Sénégal, au cours des cinq dernières années, les chefs de ménage ont déclaré que la recherche d'emploi est la principale raison de leur déplacement. Cette proportion est de 76,1% pour les hommes et de 32,7% pour les femmes. A ce niveau, il est crucial de constater que les hommes partent vers d'autres pays essentiellement pour le travail. Alors que les femmes, en plus de la recherche d'emploi, elles sont aussi motivées par d'autres raisons telles que le regroupement familial (26,8%) et les études (15,6%).

Au regard des groupes d'âges, il ressort que la recherche de l'emploi est la principale raison de migration des sénégalais âgés de 15 à 64 ans

alors que pour les 65 ans et plus, pour 11,3%, les raisons de santé sont la cause de leur migration. Pour les migrants âgés de 15 à 24 ans, les études constituent la deuxième raison de déplacement (19,1%).

Le niveau d'instruction montre que les émigrants de niveau primaires sont ceux qui partent plus pour la recherche d'emploi. Ils représentent 76,3%. Par contre les émigrants du niveau supérieur sont ceux qui partent plus pour des raisons d'études avec 60,2%.

La situation matrimoniale des émigrants met à jour qu'une bonne partie d'entre eux partent à l'étranger pour un emploi. Les mariés constituent le lot le plus important avec 69,0%.

**Tableau 1.3 : Répartition des émigrants internationaux par caractéristique sociodémographique selon les principaux motifs de la migration internationale, Sénégal, 2017**

Caractéristiques sociodémographiques	Etudes	Regroupement familial	Affectation de travail	Recherche d'emploi	Problème de santé	Autre raison	Ne sait pas	Total	Effectif
<b>Sexe</b>									
Homme	7,4	2,2	3,2	76,1	0,3	6,2	4,5	100,0	134 636
Femme	15,6	26,8	2,7	32,7	3,8	15,3	3,1	100,0	24 817
<b>Groupe d'âges</b>									
15-24 ans	19,1	3,4	4,0	61,2	0,0	7,8	4,4	100,0	46 194
25-34 ans	7,2	7,0	2,9	74,0	0,2	6,2	2,4	100,0	63 065
35-64 ans	1,3	8,9	3,4	68,2	2,7	9,9	5,6	100,0	36 030
65 ans et Plus	0,0	7,5	0,0	28,1	11,3	36,4	16,7	100,0	910
<b>Niveau d'instruction</b>									
Aucun	0,0	0,0	12,5	42,9	4,9	32,4	7,3	100,0	1 368
Primaire	1,1	11,9	4,7	76,3	0,1	5,9	0,0	100,0	27 255
Secondaire	23,9	11,0	2,2	56,5	1,0	5,5	0,0	100,0	32 406
Supérieur	60,2	2,3	5,1	25,9	0,0	0,9	5,6	100,0	8 659
Ne sais pas	0,6	2,9	2,7	76,5	1,1	9,2	6,9	100,0	89 765
<b>Situation matrimoniale</b>									
Célibataire	19,7	1,7	1,7	65,4	0,0	7,2	4,2	100,0	54 639
Marié	3,3	9,6	3,8	69,0	1,0	8,5	4,9	100,0	89 147
Séparé ou veuf	0,0	3,5	23,9	34,4	16,3	17,4	4,6	100,0	3 076
Ne sait pas	0,8	0,0	0,0	97,7	0,0	1,5	0,0	100,0	12 591
<b>Total</b>	<b>8,7</b>	<b>6,0</b>	<b>3,2</b>	<b>69,4</b>	<b>0,9</b>	<b>7,6</b>	<b>4,3</b>	<b>100,0</b>	<b>159 453</b>

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

#### 1.1.4. Eléments Confort du logement

L'évaluation du bien-être non monétaire repose essentiellement sur l'identification de certaines caractéristiques de l'habitat à savoir la source d'approvisionnement en eau, le mode d'éclairage, le type d'aisance et de bien d'autres. La combinaison de toutes ces variables permettent de calculer un indice de bien-être. Comme l'indique les résultats du Tableau 1.4:

Au Sénégal, 88,0% de la population ont accès à l'eau potable. Dans les régions de Diourbel et de Dakar, la quasi-totalité des habitants ont accès à l'eau potable avec des proportions respectives de 99,3% et de 99,2%. Le taux d'accès à l'eau potable est plus faible dans les régions de de Kolda et de Sédhiou où respectivement 29,2% et 48,6% des habitants ont accès à l'eau potable Au regard des milieux de résidence, le taux d'accès à l'eau potable est plus élevé en milieu urbain (95,5%) qu'en milieu rural (81,5%) soit un écart de 14 points.

Quant aux types d'aisance, 83,8% de la population sénégalaise ont accès à des toilettes avec chasse ou avec une fosse étanche. Ce taux d'accès à des toilettes est plus élevé dans les régions de Sédhiou, de Thiès et de Ziguinchor où plus de neuf individus sur dix accèdent y ont accès. Dans les régions de Kolda et de Fatick, respectivement, 53,4% et 64,1% des habitants accèdent à ce type d'aisance. Il est plus élevé

dans les autres milieux urbains (94,2%) qu'à Dakar (88,7%) et en milieu rural (77%).

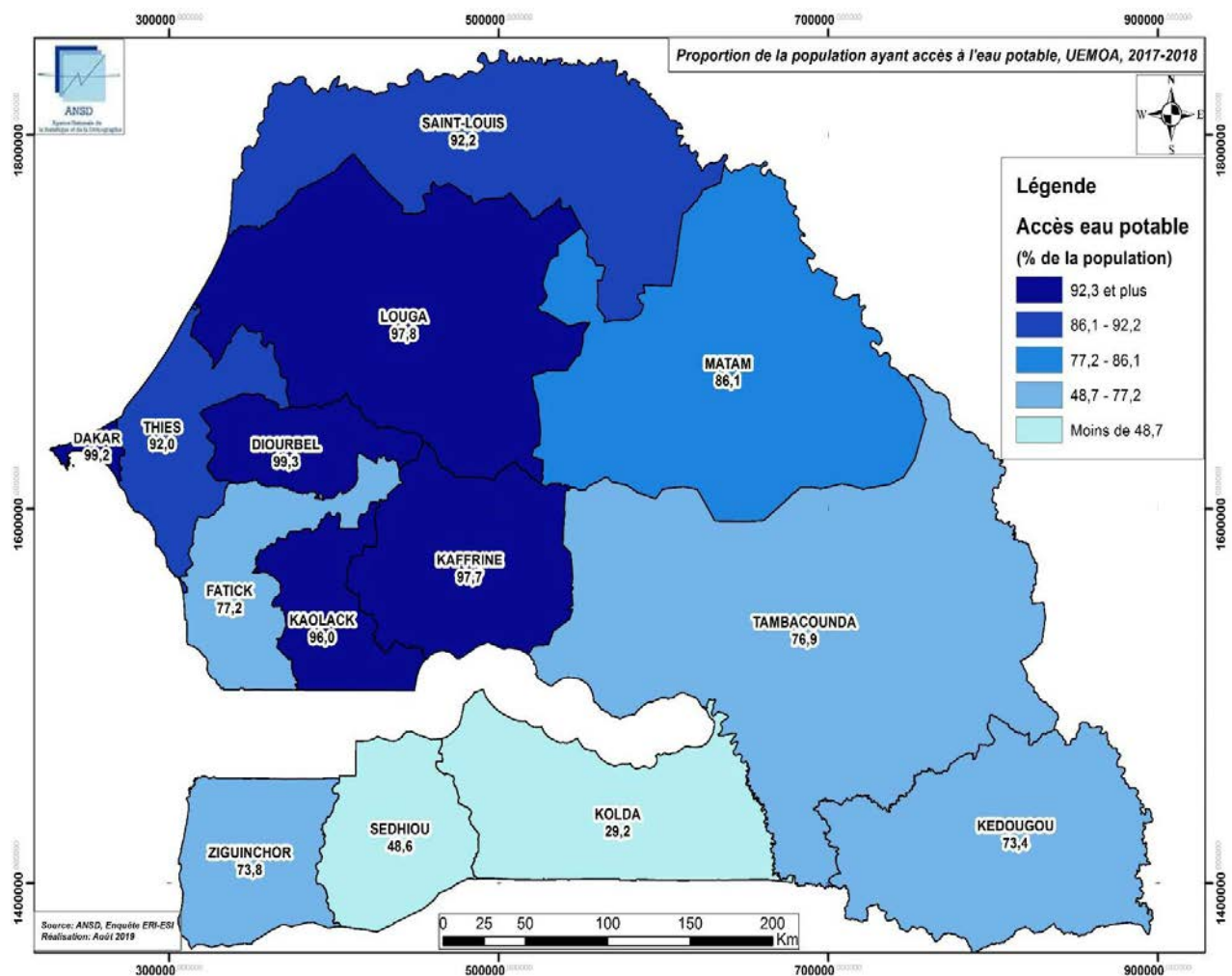
S'agissant de l'électricité, près de sept habitants sur dix accèdent à l'électricité<sup>1</sup>. Une nette différence est constatée entre les régions. En effet, dans la région de Dakar, 98,1% des habitants accèdent à l'électricité. Dans les régions de Kolda (35,0%), de Tambacounda (39,3%), de Kaffrine (39,9%), de Kédougou (40,9%), de Matam (49,5%), moins de la moitié des habitants accèdent à l'électricité. Alors que dans les autres régions ce taux d'accès varie entre 52,3% et 81,1%. L'examen du milieu de résidence révèle qu'à Dakar urbain, 98,3% des individus accèdent à l'électricité contre 87,8% dans les autres milieux urbains et 49,9% en milieu rural.

<sup>1</sup> L'accès à l'électricité implique d'en disposer à partir du réseau électrique national, d'un groupe électrogènes, du solaire ou en utilisant le gaz.

Par ailleurs, moins du tiers des habitants (27,3%) accèdent à des combustibles propres à la cuisson. Cette proportion est plus élevée dans les régions de Dakar (78,3%) et de Thiès (28,9%). Cependant, une importante différence est constatée entre ces deux régions. Dans les régions de Sédhiou (0,7%) et de Matam (1,1),

environ, un habitant sur dix accède à des combustibles propres pour la cuisson. A Dakar urbain, 79,6% des individus accèdent à des combustibles propres pour la cuisson contre 29,6% dans les autres milieux urbains et 4,5% en milieu rural.

**Carte 1.1 : Proportion de la population ayant accès à l'eau potable, Sénégal, 2017**



**Tableau 1.4 : Pourcentage de la population ayant accès aux services de base selon la région et le milieu de résidence, Sénégal, 2017**

Caractéristiques du logement	Proportion de la population ayant accès à l'eau potable [1]	Proportion de la population ayant accès à des latrines [2]	Proportion de la population ayant accès à l'électricité [3]	Proportion de la population ayant accès à des combustibles propres pour la cuisson [4]
<b>Région</b>				
DAKAR	99,2	89,1	98,1	78,3
DIOURBEL	99,3	89,9	68,4	7,5
FATICK	77,2	75,6	67,6	10,6
KAFFRINE	97,7	64,1	39,9	1,7
KAOLACK	96,0	80,7	64,1	15,6
KEDOUGOU	73,4	81,7	40,9	1,7
KOLDA	29,2	53,4	35,0	2,2
LOUGA	97,8	81,0	58,6	14,0
MATAM	86,1	81,0	49,5	1,1
SAINT-LOUIS	92,2	83,9	62,3	19,2
SEDHIOU	48,6	93,2	52,3	0,7
TAMBACOUNDA	76,9	75,8	39,3	1,9
THIES	92,0	92,6	81,1	28,9
ZIGUINCHOR	73,8	91,8	76,7	8,9
<b>Milieu rural</b>				
Dakar	99,3	88,7	98,3	79,6
Autres urbains	92,1	94,2	87,8	29,6
Ens. urbain	95,5	91,6	92,8	53,6
Rural	81,5	77,0	49,9	4,5
<b>Sénégal</b>	<b>88,0</b>	<b>83,8</b>	<b>69,9</b>	<b>27,3</b>

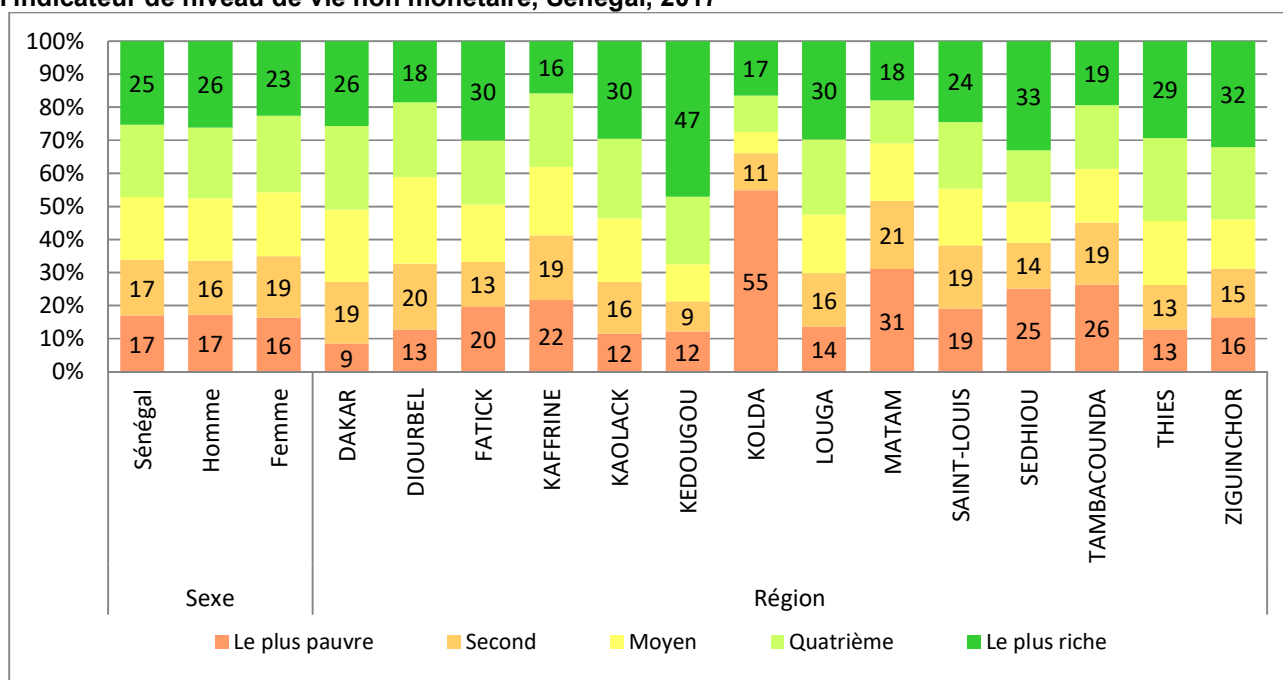
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

L'indicateur de niveau de vie non monétaire construit entre autre à partir de ces caractéristiques montre une distribution (Graphique 1.2) plus étalée vers la classe moyenne et les quintiles les plus riches.

Notons que 17,0 % des habitants appartiennent au quintile le plus pauvre et 25,3 % des individus font partie du quintile le plus riche. Cependant, cette situation au plan national ne reflète pas la disparité constatée au niveau régional. En effet, si 54,8 % des habitants de la région de Kolda appartiennent au quintile le plus pauvre, ce n'est que 8,5 % des habitants de la région de Dakar que l'on retrouve dans ce quintile du niveau de vie le plus faible.

En outre, 26,1 % des habitants dirigés par des hommes appartiennent au quintile le plus riche, contre 22,5 % pour les habitants dirigés par des femmes. D'autre part, la proportion de la population appartenant au quintile le plus pauvre est plus importante chez les habitants ayant à leur tête un homme (17,2 %) que chez les habitants dont le chef est une femme (16,3 %).

**Graphique 1.2 : Distribution en pourcentage de la population des habitants par sexe et par région selon l'indicateur de niveau de vie non monétaire, Sénégal, 2017**



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

## 1.2. Scolarisation et alphabétisation

L'objectif 4 des ODD qui est celui d'obtenir une éducation de qualité est le fondement pour améliorer la vie des gens et le développement durable. Outre l'amélioration de leur qualité de vie, l'accès à une éducation inclusive et équitable peut aider à doter les populations locales des outils nécessaires pour développer des solutions innovantes aux plus grands problèmes du monde. Cette section traite de la fréquentation scolaire, de la scolarisation des enfants, de la progression scolaire, de la déperdition scolaire et de l'alphabétisation des adultes.

### 1.2.1. La scolarisation et l'éducation

Au Sénégal, 53,6% des membres du ménage ont déclaré n'avoir aucun niveau d'instruction, 29,8% ont le niveau primaire, 14,6% ont atteint le secondaire et 1,9% sont allés jusqu'au supérieur. Ces pourcentages varient en fonction de la région, du milieu de résidence et du sexe de la personne enquêtée.

Ainsi, les régions de Diourbel (78,4%), Kafrine (76,3%), Tambacounda (73,6%) et Matam (71,5%) se caractérisent par les plus fortes proportions de membres du ménage non instruits.

Pour le primaire les différences entre les régions sont légèrement moins accentuées. Toutefois, c'est dans les régions de Diourbel (15,6%), Tambacounda (18,3%), Kafrine (18,1%) et Matam (20,7%) où l'on observe les plus faibles pourcentages de membres du ménage ayant le niveau primaire.

Les régions de Ziguinchor (27,8%) et Dakar (23,1%) se distinguent par des proportions plus élevées de membres du ménage avec un niveau d'instruction secondaire, mais aussi celles de Kaolack (15,8%) et Fatick (15,7%) dans une moindre mesure. Par ailleurs, la région de Dakar enregistre la proportion la plus élevée (5,0%) d'individus membres du ménage ayant un niveau d'instruction supérieur. Elle est suivie des régions de Ziguinchor (2,1%) et de Thiès (1,9%) qui ont des proportions inférieures à 5%.

En milieu rural, plus de deux tiers des membres du ménage n'ont aucun niveau d'instruction, contre un peu plus du tiers dans la capitale et 41,7% dans les autres centres urbains. Pour le niveau d'instruction au primaire, les variations ne sont pas énormes entre les différents milieux. Dans les centres urbains (Dakar urbain et autres milieux urbains), deux (2) membres du ménage sur dix (10) ont un niveau d'instruction

secondaire. Tandis que dans le milieu rural la proportion est de 8,1%. Dans le supérieur, le niveau d'instruction est plus élevé à Dakar urbain (5%), dans les autres milieux urbains on a les mêmes tendances observées au secondaire (2%), alors qu'en zone rurale c'est moins de 1% qui a atteint ce niveau de scolarisation.

La différence de niveau d'instruction entre les hommes et les femmes n'est pas très nette. Si pour

les personnes sans instruction, la différence est nette (6 points de pourcentage plus que les hommes), les écarts ne sont pas si importants selon les autres niveaux, mais cette fois en faveur des hommes. La même tendance s'observe en faveur des hommes pour le niveau primaire, secondaire et supérieur, avec des écarts qui se situent respectivement à 2 points, 2,6 points et 1,4 point de pourcentage.

**Tableau 1.5 : Répartition de la population par caractéristique démographique selon le niveau d'instruction, Sénégal 2017**

Caractéristiques sociodémographiques	Niveau instruction				Total	Effectif
	Aucun	Primaire	Secondaire	Supérieur		
<b>Région</b>						
DAKAR	35,7	36,1	23,1	5,0	100,0	3 529 300
DIOURBEL	78,4	15,6	5,6	0,4	100,0	1 692 966
FATICK	46,1	37,5	15,7	0,7	100,0	813 543
KAFFRINE	76,3	18,1	5,3	0,3	100,0	655 120
KAOLACK	46,5	36,2	15,8	1,4	100,0	1 086 464
KEDOUGOU	48,2	38,0	13,5	0,4	100,0	172 482
KOLDA	59,2	29,5	10,6	0,7	100,0	748 451
LOUGA	64,5	25,8	9,3	0,4	100,0	976 885
MATAM	71,5	20,7	7,6	0,2	100,0	654 981
SAINT-LOUIS	56,2	29,7	13,2	0,8	100,0	1 009 170
SEDHIOU	53,5	31,7	14,3	0,4	100,0	517 016
TAMBACOUNDA	73,6	18,3	7,7	0,4	100,0	783 777
THIES	49,6	33,7	14,8	1,9	100,0	1 995 037
ZIGUINCHOR	31,8	38,3	27,8	2,1	100,0	621 168
<b>Milieu de résidence</b>						
Dakar	35,1	36,1	23,6	5,2	100,0	3 402 246
Autres urbains	41,7	35,8	20,4	2,0	100,0	3 687 534
Rural	67,1	24,4	8,1	0,4	100,0	8 166 580
<b>Sexe</b>						
Homme	50,5	30,9	16,0	2,6	100,0	7 240 016
Femme	56,5	28,9	13,4	1,2	100,0	8 016 344
<b>Sénégal</b>	<b>53,6</b>	<b>29,8</b>	<b>14,6</b>	<b>1,9</b>	<b>100,0</b>	<b>15 256 360</b>

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

### 1.2.2. Taux de scolarisation

L'universalité de la scolarisation telle que préconisée dans le primaire est loin d'être atteinte. Aussi, des efforts restent à fournir pour maintenir les élèves au secondaire.

Le Sénégal s'est lancé dans une politique hardie de scolarisation universelle depuis près de deux (2) décennies, avec d'importants résultats en termes d'accès à l'école et de résorption des inégalités filles/garçons dans les cycles d'enseignement obligatoire. Toutefois malgré les efforts consentis et les progrès enregistrés, un bon nombre d'enfants sont encore hors du système éducatif formel.

Au niveau du primaire, nous avons à l'échelle nationale, plus de la moitié des enfants de 6-11 ans (54,5%) qui fréquentent ce cycle. Selon, les régions de résidence, on a quatre régions ont un niveau de scolarisation largement en dessous du niveau national : Diourbel (27,1%), Louga (38,0%), Matam (42,5%) et Tambacounda (33,1%). Les filles sont plus scolarisées que les

garçons car il existe un écart de points variant de 2 points à Ziguinchor à 19,2 points à Matam au profit des filles. Enfin, la scolarisation au primaire est plus importante en milieu urbain (76,6% à Dakar urbain et 70,6% dans autres urbains qu'au milieu rural (46,6%).

Dans le cycle secondaire, le taux net de scolarisation est de 26,8% dont 26,2% pour les garçons et 27,3% pour les filles (les filles sont légèrement plus scolarisées au secondaire aussi). La scolarisation du secondaire est aussi plus importante en milieu urbain (39,6% à Dakar urbain et 37,3% en autres urbains). Par rapport

aux régions, en dehors des quatre régions précitées au niveau de la scolarisation au primaire qui ont toujours le taux de scolarisation les plus faibles par rapport au niveau national, la région de Kaffrine (21,4%) s'y ajoute.

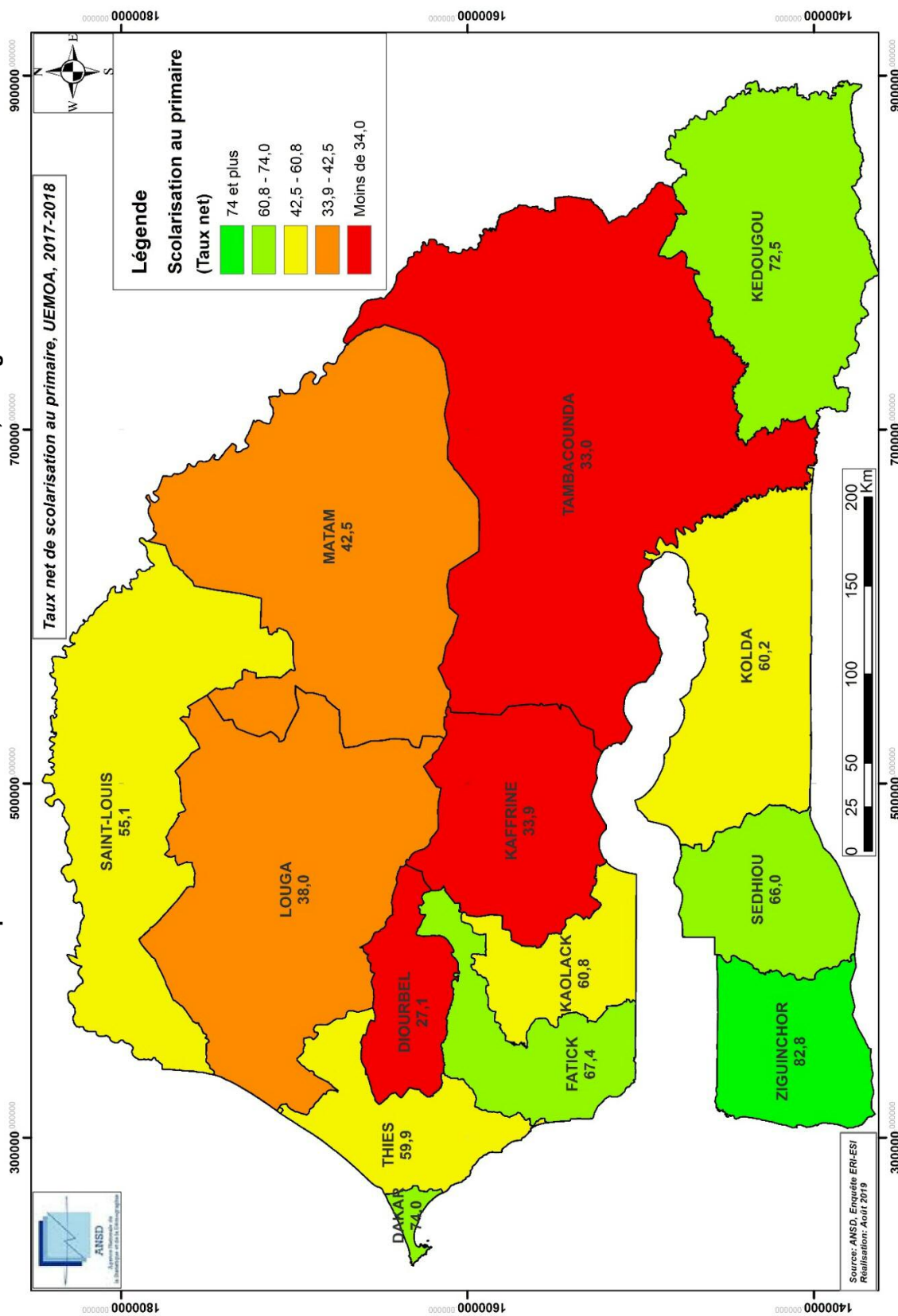
**Tableau 1.6 : Taux de scolarisation du primaire et du secondaire par sexe selon la région et le milieu de résidence, Sénégal 2017**

Caractéristiques sociodémographiques	Taux net de scolarisation au primaire			Taux net de scolarisation au secondaire		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
<b>Région</b>						
DAKAR	72,1	76,1	74,0	32,6	39,0	35,9
DIOURBEL	24,2	30,0	27,1	14,7	13,3	13,9
FATICK	66,9	68,0	67,4	33,3	36,1	34,6
KAFFRINE	33,5	34,2	33,9	13,4	12,9	13,1
KAOLACK	58,5	63,2	60,8	32,0	30,8	31,4
KEDOUGOU	72,4	72,5	72,5	32,0	23,9	28,3
KOLDA	60,0	60,3	60,2	21,7	21,0	21,4
LOUGA	35,1	41,2	38,0	17,0	19,8	18,5
MATAM	32,9	52,1	42,5	14,4	24,8	20,0
SAINT-LOUIS	48,3	62,0	55,1	24,0	24,8	24,4
SEDHIOU	66,4	65,6	66,0	32,7	25,4	29,2
TAMBACOUNDA	30,8	35,3	33,1	18,3	19,1	18,7
THIES	58,2	61,8	59,9	28,7	29,3	29,0
ZIGUINCHOR	81,8	83,8	82,8	48,1	49,6	48,9
<b>Milieu de résidence</b>						
Dakar	72,6	76,6	74,5	33,4	39,6	36,6
Autres urbains	64,9	70,6	67,7	33,6	37,3	35,5
Rural	42,2	46,6	44,3	20,5	18,6	19,6
<b>Sénégal</b>	<b>52,4</b>	<b>56,8</b>	<b>54,5</b>	<b>26,2</b>	<b>27,3</b>	<b>26,8</b>

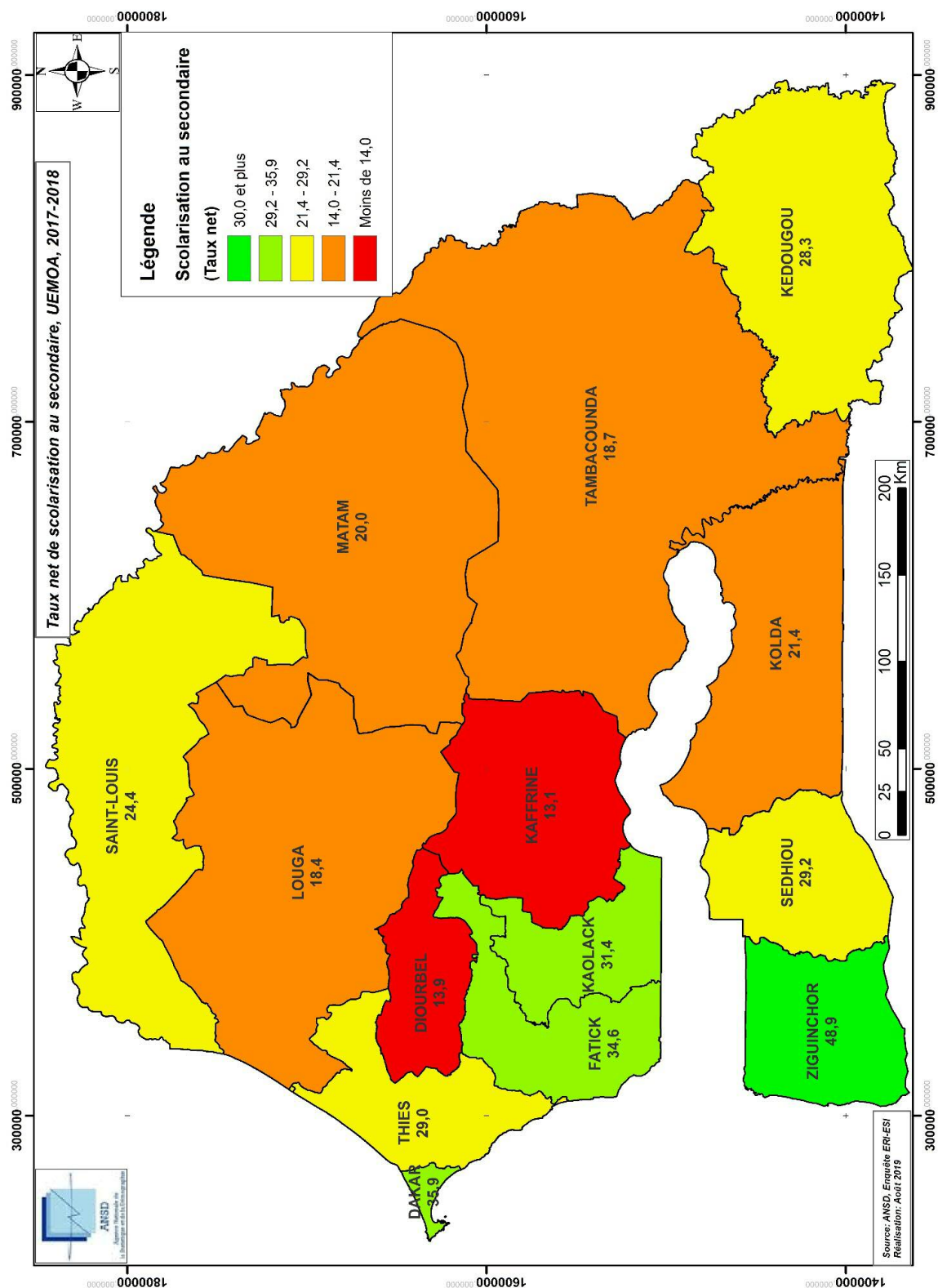
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD



Carte 1.2 : Taux net de scolarisation au primaire et taux net de scolarisation au secondaire, Sénégal 2017







### 1.2.3. L'alphabétisation des adultes

L'alphabétisation a été appréhendée par le fait de savoir lire et écrire dans une langue quelconque. L'alphabétisation est une étape importante dans le processus d'acquisition de compétences de base pour chaque personne. Est considérée comme alphabétisée, toute personne sachant lire et écrire dans une langue. L'alphabétisation a été étudiée pour les personnes âgées de 15 ans et plus et est appréhendée à l'aide du taux d'alphabétisation.

La population de 15 ans ou plus est alphabétisée à 52,1% dont 41,9% alphabétisées en français et 9,5% en langues nationales. Selon le sexe, les hommes (64,1%) sont plus alphabétisés que les femmes (42,3%) et le milieu urbain (62,6%) est aussi plus alphabétisé que le milieu rural (40,6%). L'analyse régional du niveau d'alphabétisation montre que Ziguinchor présente le plus fort taux d'alphabétisation (68,9%) suivie de la région de Dakar avec 64,6% puis de Kaolack avec 57,8%

d'alphabétisés. Les régions de Matam (30,5%) et de Tambacounda (38,8%) sont celles qui présentent le plus d'analphabètes. Des disparités du taux d'alphabétisation apparaissent selon le sexe. En effet, dans chacune des régions, les hommes sont plus alphabétisés que les femmes. Même si c'est à Ziguinchor où il y a le plus fort taux d'alphabétisation, la région de Dakar concentre le plus grand nombre de femmes qui savent lire et écrire en français.

**Tableau 1.7 : Taux d'alphabétisation des adultes des adultes par milieu de résidence et par sexe selon la région,**

REGION	Alphabétisation	Homme	Femme	Urbain	Rural	Total
DAKAR	Taux alphabétisation en langue nationale	10,0	6,9	8,5	3,9	8,4
	taux alphabétisation en français	67,2	51,5	59,3	50,8	59,0
	Taux alphabétisation global	75,4	54,8	64,9	55,7	64,6
DIOURBEL	Taux alphabétisation en langue nationale	3,9	3,2	7,3	2,6	3,5
	taux alphabétisation en français	22,1	13,2	38,9	11,9	16,6
	Taux alphabétisation global	39,5	19,4	48,6	22,5	27,1
FATICK	Taux alphabétisation en langue nationale	11,0	7,4	13,9	7,9	9,0
	taux alphabétisation en français	50,6	36,2	63,5	37,6	42,6
	Taux alphabétisation global	65,0	47,4	70,5	51,6	55,3
KAFFRINE	Taux alphabétisation en langue nationale	4,4	3,9	9,4	2,9	4,1
	taux alphabétisation en français	20,6	16,0	39,9	12,8	18,0
	Taux alphabétisation global	57,7	33,8	51,8	42,5	44,3
KAOLACK	Taux alphabétisation en langue nationale	8,2	6,8	12,5	3,6	7,4
	taux alphabétisation en français	54,2	37,7	57,6	35,1	44,7
	Taux alphabétisation global	72,2	47,2	64,0	53,3	57,8
KEDOUGOU	Taux alphabétisation en langue nationale	4,6	1,7	4,9	2,3	3,1
	taux alphabétisation en français	47,4	26,7	50,1	31,1	36,7
	Taux alphabétisation global	51,7	27,5	52,6	33,6	39,2
KOLDA	Taux alphabétisation en langue nationale	11,1	6,8	14,4	6,3	8,8
	taux alphabétisation en français	44,8	27,5	54,4	27,1	35,6
	Taux alphabétisation global	51,8	30,9	58,5	32,6	40,6
LOUGA	Taux alphabétisation en langue nationale	27,8	23,8	32,3	23,0	25,4
	taux alphabétisation en français	39,9	26,2	54,3	23,8	31,7
	Taux alphabétisation global	66,6	46,9	63,8	51,7	54,9
MATAM	Taux alphabétisation en langue nationale	3,3	3,2	4,3	2,9	3,2
	taux alphabétisation en français	22,1	20,0	28,5	18,2	20,8
	Taux alphabétisation global	36,6	26,1	36,7	28,3	30,5
SAINT-LOUIS	Taux alphabétisation en langue nationale	14,1	11,8	17,2	8,1	12,9
	taux alphabétisation en français	44,8	32,3	52,2	22,3	38,0
	Taux alphabétisation global	57,4	37,4	59,0	32,9	46,6
SEDHIOU	Taux alphabétisation en langue nationale	15,5	11,5	21,3	10,8	13,4
	taux alphabétisation en français	52,7	30,4	53,4	37,0	41,0
	Taux alphabétisation global	62,7	37,9	61,2	46,0	49,6

REGION	Alphabétisation	Homme	Femme	Urbain	Rural	Total
TAMBA	Taux alphabétisation en langue nationale	4,8	2,7	8,8	1,6	3,7
	taux alphabétisation en français	44,7	25,1	43,5	30,5	34,3
	Taux alphabétisation global	51,4	27,6	48,1	34,9	38,8
THIES	Taux alphabétisation en langue nationale	17,6	12,6	18,9	9,9	14,9
	taux alphabétisation en français	48,6	36,6	51,6	30,2	42,1
	Taux alphabétisation global	66,7	46,5	63,1	46,5	55,7
ZIGUINCHOR	Taux alphabétisation en langue nationale	6,8	3,9	6,0	4,6	5,3
	taux alphabétisation en français	76,6	55,3	69,6	61,4	65,5
	Taux alphabétisation global	81,9	56,9	72,9	64,8	68,9
Sénégal	Taux alphabétisation en langue nationale	11,0	8,2	11,7	7,0	9,5
	taux alphabétisation en français	50,5	35,0	55,8	26,9	41,9
	<b>Taux alphabétisation global</b>	<b>64,1</b>	<b>42,3</b>	<b>62,6</b>	<b>40,6</b>	<b>52,1</b>
	Effectif	3 898 922	4 782 909	4 521 428	4 160 403	8 681 831

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

### 1.3. Caractéristiques socioéconomique de la population

Cette session est consacrée à la présentation des résultats concernant la sous-utilisation de la main d'œuvre, le marché du travail, la structure et la dynamique des emplois.

#### 1.3.1. Sous-utilisation de la main d'œuvre

Les effets des dernières crises économiques récentes sur le marché du travail, ont révélé la nécessité de compléter le taux de chômage par des mesures indiquant les situations d'absorption insuffisante de la main-d'œuvre (BIT, 2013). Ainsi, pour une surveillance plus approfondie des cycles du marché du travail, au-delà du chômage, on trouve, parmi les mesures reflétant les problèmes d'absorption insuffisante de la main-d'œuvre, le sous-emploi lié au temps de travail et la main-d'œuvre potentielle.

- **Le chômage**

Les résultats de l'enquête ERI-ESI montrent qu'au Sénégal, le taux chômage au Norme strict du BIT est estimé à 2,9% en 2017. Le chômage affecte davantage les femmes (3,2%) que les hommes (2,7%). Les taux les plus élevés sont obtenus avec la tranche d'âge 15-24 ans (4,8%), les personnes ayant le niveau secondaire (6,8%) et supérieur (8,9%). Au niveau régional, le taux le plus élevé est noté dans la région de Kolda (5,9%).

- **Sous-emploi lié au temps de travail**

Au Sénégal, le chômage et le sous-emploi lié au temps de travail a affecté 12,6% de la population active en 2017. Ils ont touché plus les femmes (14,5%) que les hommes (11,0%). La tranche d'âges 15-34 ans est aussi la plus affectée avec un taux de 14,2%. Par rapport au niveau d'instruction, ils concernent plus les personnes ayant le niveau secondaire (15,9%) et le niveau

supérieur (22,6%). Pour les personnes qui n'ont aucun niveau et ceux qui ont atteint le primaire, le taux est estimé à 11,5% respectivement. S'agissant du milieu de résidence le taux est plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural avec des taux respectifs de 13,2% et 11,8%. Au niveau régional, les taux combinés du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage les plus élevés sont notés au Nord dans les régions de Saint-Louis (22,9%) et Matam (29,6%) où les taux sont supérieurs à 20%. Les plus faibles taux sont enregistrés dans les régions de Tambacounda (2,9%), Ziguinchor (4,1%), Kolda (6,6%) et Kaolack (9,7%). Dans les autres régions les taux combinés du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage sont compris entre 10,7% et 15,2%.

- **Main-d'œuvre potentielle**

En 2017, le taux des individus de 15 ans et plus en situation de sous-emploi est estimé à 28,4%. Le besoin d'emploi concerne davantage les

femmes que les hommes avec des taux respectifs de 37,4% et 19,6%. Le besoin d'emploi est plus important chez les jeunes. En effet, le taux de sous-emploi de la main d'œuvre des tranches d'âges 15-24 ans et 25-34 ans sont estimés respectivement à 40,0% et 31,5% contre 16,7% et 12,6% respectivement pour les tranches d'âges

35-44 ans et 45-54 ans. Le besoin d'emploi augmente avec le niveau d'instruction. Les taux les plus importants sont notés chez les personnes ayant les niveaux supérieur et secondaire avec des taux respectifs de 33,4% et 31,7% alors que pour les personnes qui n'ont aucun niveau d'instruction ce taux est estimé à 27,7%.

**Tableau 1.8 : Principales caractéristiques de la sous-utilisation de la main d'œuvre selon les caractéristiques sociodémographiques, Sénégal, 2017**

Caractéristiques sociodémographiques	Taux de chômage BIT	Taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage	Effectif de la main d'œuvre	Taux combiné du chômage et de la main d'œuvre potentielle	Taux de sous-utilisation de la main d'œuvre	Main d'œuvre élargi
<b>Sexe</b>						
Homme	2,7	11,0	2 226 606	12,0	19,5	2 462 559
Femme	3,2	14,5	1 798 072	29,1	37,4	2 452 793
<b>Groupe d'âges</b>						
15 - 24 ans	4,8	13,8	697 718	33,7	40,0	1 002 505
25 - 34 ans	4,5	14,5	1 099 959	23,5	31,5	1 373 000
15 - 34 ans	4,6	14,2	1 797 677	27,8	35,1	2 375 505
35 - 44 ans	2,3	11,6	973 734	16,7	24,7	1 142 434
45 - 54 ans	1,2	11,3	679 412	12,6	21,5	767 373
55 - 64 ans	1,1	11,1	398 387	10,4	19,5	439 813
65 ans et plus	0,7	9,3	175 468	8,4	16,3	190 227
<b>Niveau d'instruction</b>						
Aucun	1,5	11,5	2 276 517	19,6	27,7	2 789 424
Primaire	2,8	11,5	938 119	19,9	27,0	1 137 392
Secondaire	6,8	15,9	678 647	24,3	31,7	835 710
Supérieur	8,9	22,6	131 395	21,6	33,4	152 825
<b>Milieu de résidence</b>						
Dakar urbain	4,7	12,7	1 237 152	19,1	25,9	1 457 063
Autres urbains	3,0	13,8	1 002 117	18,0	27,1	1 185 198
Ens. urbain	4,0	13,2	2 239 269	18,6	26,5	2 642 261
Rural	1,6	11,8	1 785 409	22,7	30,7	2 273 090
<b>Sénégal</b>	<b>2,9</b>	<b>12,6</b>	<b>4 024 678</b>	<b>20,5</b>	<b>28,4</b>	<b>4 915 351</b>

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

### 1.3.2. Bilan de l'emploi

En Afrique et plus spécifiquement au Sénégal, le secteur informel est le grand pourvoyeur de l'emploi. Le bilan de l'emploi (Tableau 1.9) se présente comme suit :

Le marché de l'emploi est principalement dominé par l'emploi informel (c'est-à-dire l'employeur ne verse pas de cotisation au titre de la protection sociale de l'employé ou bien le chef d'unité de production détient une unité informelle). En effet 96,4% des emplois de l'économie sénégalaise sont informels. En outre si près de 5% des emplois du secteur non agricole sont formels, dans le secteur agricole tous les emplois sont quasiment informels.

En 2017, quel que soit le secteur institutionnel, hormis le secteur public, plus de 97% des emplois sont informels. L'emploi informel est plus important dans le secteur privé et le dans le secteur des ménages particulièrement dans les activités agricoles. En effet, plus de 99% des emplois agricoles du secteur privé ou de celui des ménages sont informels. L'emploi formel est principalement noté dans le secteur public. Dans ce secteur, 33,2% des emplois sont formels contre 66,8% informels.

**Tableau 1.9 : Bilan de l'emploi par secteur institutionnel selon l'activité principale, Sénégal 2017**

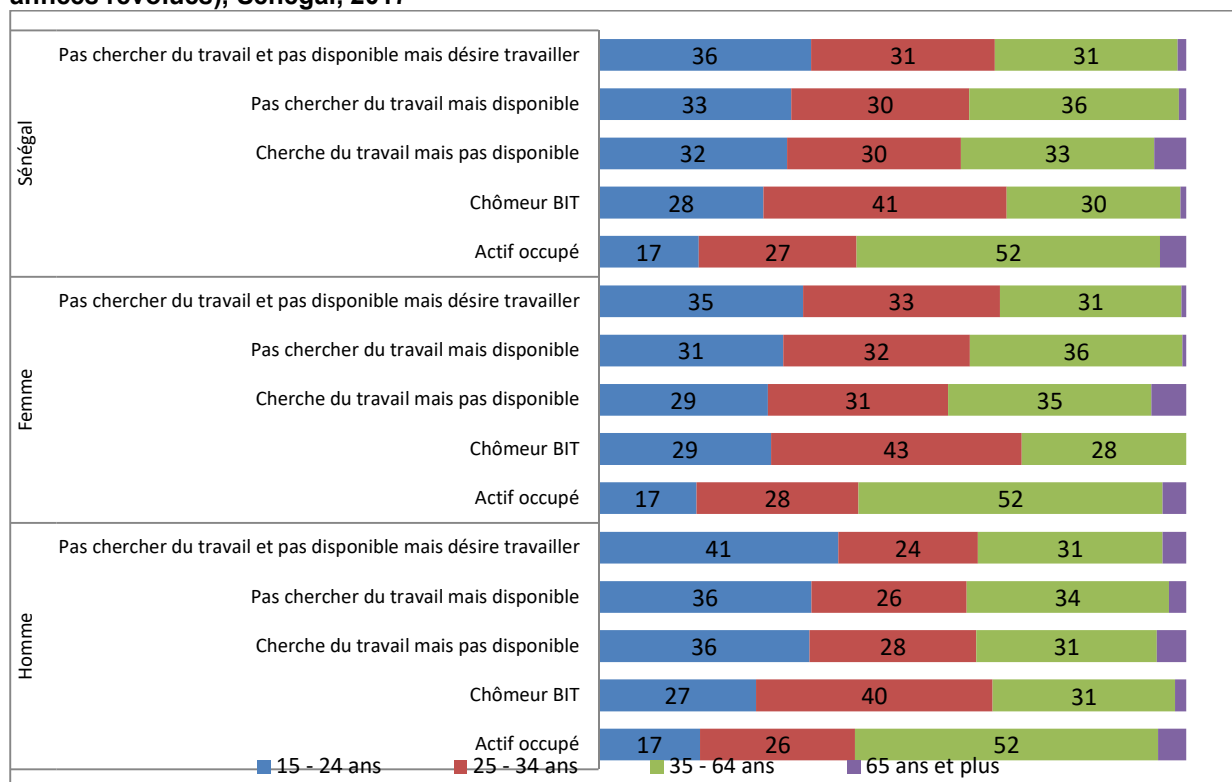
		Activité principale		Total	Effectif
Secteur institutionnel		Emplois formels	Emplois informels		
Secteur institutionnel non agricole	Secteur public	33,2	66,8	100	186 786
	Secteur privé	2,7	97,3	100	2 561 048
	Ménages	0,4	99,6	100	191 625
	Organisation internationale	100,0	0,0	100	2 919
	<b>Ensemble</b>	<b>4,6</b>	<b>95,4</b>		<b>2 942 378</b>
Secteur institutionnel agricole	Secteur privé	0,3	99,7	100	963 144
	Ménage	0,0	100,0	100	463
	Organisation internationale	100,0	0,0	100	85
	<b>Ensemble</b>	<b>0,3</b>	<b>99,7</b>		<b>963 692</b>
Total	Secteur public	33,2	66,8	100	186 786
	Secteur privé	2,1	97,9	100	3 524 192
	Ménages	0,4	99,6	100	192 088
	Organisation internationale	100,0	0,0	100	3 004
	<b>Ensemble</b>	<b>3,6</b>	<b>96,4</b>	<b>100</b>	<b>3 906 070</b>

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

Pour une meilleure analyse du marché de l'emploi, la main d'œuvre potentielle a été ajoutée dans la population active (actifs occupés et chômeurs). Ainsi, la population active est composée des actifs occupés, des chômeurs et de la main d'œuvre potentielle. Pour des raisons de comparabilité des données, le calcul des indicateurs classiques du marché du travail sera effectué pour la classe d'âge de 15 ans et plus et des sous-classes de 15-24 ans, 25-34 ans, 35-64 ans et de 65 ans ou plus. La situation dans l'emploi au Sénégal (Graphique 1.3) montre que :

- ◆ les personnes de 35-64 ans constituent celles qui sont les plus actives occupées (52%), tant chez les femmes (52%) que chez les hommes (52%). Elles sont suivies de celles de 25-34 ans (27%), dont 28% des femmes et 26% des hommes ;
- ◆ Le chômage au sens du BIT frappe plus les jeunes et encore plus les femmes, notamment les personnes de 25-34 ans qui constituent 41% des chômeurs, dont 43% des femmes et 40% des hommes, les personnes de 35-64 ans forment 30% des chômeurs avec 28% pour les femmes et 31% des hommes;
- ◆ Parmi les personnes qui déclarent être à la recherche du travail mais ne sont pas disponibles pour l'exercer, on retrouve 33% des adultes de 35-64 ans (28% des hommes et 35% des femmes) et 32% des jeunes de 15-24 ans (29% des femmes et 36% des hommes);
- ◆ Parmi les personnes se déclarant ne pas être à la recherche de travail mais sont disponibles à l'exercer si l'occasion se présente, ce sont les personnes de 35-64 ans qui sont les plus concernées avec 36% (femmes à 36% et hommes à 34%), suivies des 15-24 ans (33% avec 31% pour les femmes et 36% pour les hommes) ;
- ◆ Enfin, ce sont les jeunes qui ne recherche de travail et qui ne sont pas disponibles pour l'exercer lorsque l'occasion va se présenter, notamment les jeunes de 15-24 ans à 36% avec les hommes (41%) plus concernés que les femmes (35%) et des jeunes de 25-34 ans et les adultes de 35-64 ans viennent respectivement avec 31%.

**Graphique 1.3: Structure de la population active par situation dans l'activité selon le sexe et l'âge (en années révolues), Sénégal, 2017**



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

### 1.3.3. Possibilités d'emplois et gains adéquats sur le marché du travail

Le marché de travail au Sénégal est caractérisé par une vulnérabilité non négligeable de l'emploi et une frange des jeunes de 15-34 ans ni dans l'emploi ni dans l'éducation. Le Tableau 1.10 nous permet d'avoir une idée sur les possibilités d'emploi sur le marché du travail sénégalais. Sa lecture nous montre que :

- ◆ L'analyse de la situation par rapport à l'emploi montre que seuls 45,0% des Sénégalais âgés de 15 ans ou plus ont un emploi. Parmi les personnes en emploi, 66,1% ont un emploi vulnérable, 27,8% sont dans la précarité et 8,7% ont au moins deux emplois. L'analyse selon le sexe montre que comparativement aux femmes (36,4%), le niveau d'emploi des hommes (55,6%) est plus élevé. Par rapport au niveau d'instruction, le taux d'emploi est plus important chez les personnes qui ont au plus le niveau primaire. En effet, 48,3% des personnes qui n'ont aucun niveau et 50,9% des gens qui ont le niveau primaire sont dans l'emploi. Pour les personnes qui ont les niveaux secondaire et supérieur, les taux d'emploi sont estimés respectivement à 31,9% et 44,9%. Le niveau de l'emploi augmente aussi avec la tranche d'âges.

Les taux d'emploi les plus élevés sont notés dans les tranches d'âges 35-64 ans (63,7%) et 25-34 ans (52,6%). Pour les jeunes (15-24 ans), le taux d'emploi est de 23,0%. Selon le milieu de résidence, le niveau de l'emploi est plus élevé en zone urbaine avec des taux de 51,6% et 43,5% respectivement à Dakar urbain et dans les autres milieux urbains. En milieu rural, l'emploi concerne 42,2% des personnes âgées de 15 ans et plus.

- ◆ Avec un taux de 75,7%, l'emploi vulnérable affecte plus les femmes que les hommes (58,4%). Contrairement à l'emploi vulnérable, l'emploi précaire est plus présent chez les hommes avec un taux de 30,2% contre 24,3% pour les femmes. Les taux de pluriactivité sont de 9,3% et 7,9% respectivement pour les hommes et les femmes. Globalement, la vulnérabilité et la précarité dans l'emploi



diminuent avec le niveau d'instruction. En effet, 78,0% et 23,5% des personnes en emploi qui n'ont aucun niveau d'instruction sont respectivement dans la vulnérabilité et la précarité. Pour les personnes en emploi qui ont le niveau supérieur, les taux d'emploi vulnérable et précaire sont estimés respectivement à 17,9% et 16,9%. Cependant, l'emploi précaire affecte davantage ceux qui ont les niveaux primaire (35,5%) et secondaire (32,6%) que les personnes qui n'ont aucun niveau d'instruction (23,5%). On note aussi que la vulnérabilité dans l'emploi diminue avec l'urbanisation, alors que la précarité augmente avec l'urbanisation. Les taux d'emplois vulnérable et précaire sont estimés respectivement à 82,1% et 18,0% en milieu rural, 59,5% et 33,0% dans les autres milieux urbains et 47,6% et 37,3% à Dakar urbain.

- ◆ Les taux d'emplois les plus élevés sont notés dans les régions de Kédougou (67,6%), Dakar (51,6%), Thiès (51,5%) et Louga (50,0%) où plus de la moitié des personnes en âge de travailler est en emploi. Les niveaux d'emploi les plus faibles sont obtenus dans les régions de Ziguinchor (34,8%), Matam (25,1%), Sédhiou (25,4%). Excepté les régions de Dakar (48,1%) et Ziguinchor (58,8%), dans les autres régions, plus de 66% des personnes en emploi sont dans la vulnérabilité. Concernant l'emploi précaire, il est plus accentué dans les régions de Dakar (37,3%) et Ziguinchor (30,9%) où plus de trois emplois sur dix sont précaires.
- ◆ Les résultats de l'ERI-ESI montrent aussi une problématique très inquiétante. En effet, 41,4% des personnes de la tranche d'âges de 15-34 ans ne sont ni dans l'emploi ni dans le système éducatif. Cette situation affecte 51,0% des femmes et 29,0% des hommes de la même tranche d'âges. Elle concerne davantage les personnes qui n'ont aucun niveau d'instruction. Pour ces dernières, 57,0% de la tranche d'âges 15-34 ans ne sont ni dans l'emploi ni dans le système éducatif. Pour les personnes qui ont les niveaux primaire, secondaire et supérieur, ce problème concerne respectivement 39,7%, 22,0% et 18,1%. Par rapport au milieu de résidence, les ruraux sont plus touchés avec une proportion de 49,0% contre 31,9% et 36,9% respectivement dans le milieu urbain de Dakar et dans les autres urbains. Au niveau régional, le problème est plus présent à Matam (63,4%), Tambacounda (55,8%), Kolda (55,6%), Sédhiou (53,8%), Diourbel (52,6%) et Saint-Louis (50,8%) où plus de la moitié des personnes de la tranche d'âges 15-34 ans ne sont ni dans l'emploi ni dans le système éducatif. Enfin, pour les actifs occupés, seulement 31,1% d'entre eux ont un salaire. Le taux de salarisation est plus important chez les hommes (51,0%) que chez les femmes (29,0%). Selon le niveau d'instruction, les salariés sont plus importants parmi ceux ayant atteint le niveau secondaire (56,3%) ou le supérieur (80,5%), chez les jeunes de 15-24 ans (40,6%) et de 25-34 ans (43,1%) et parmi les personnes résidant à Dakar (49,9%), Ziguinchor (39,1%) ou Saint-Louis (30,1%).

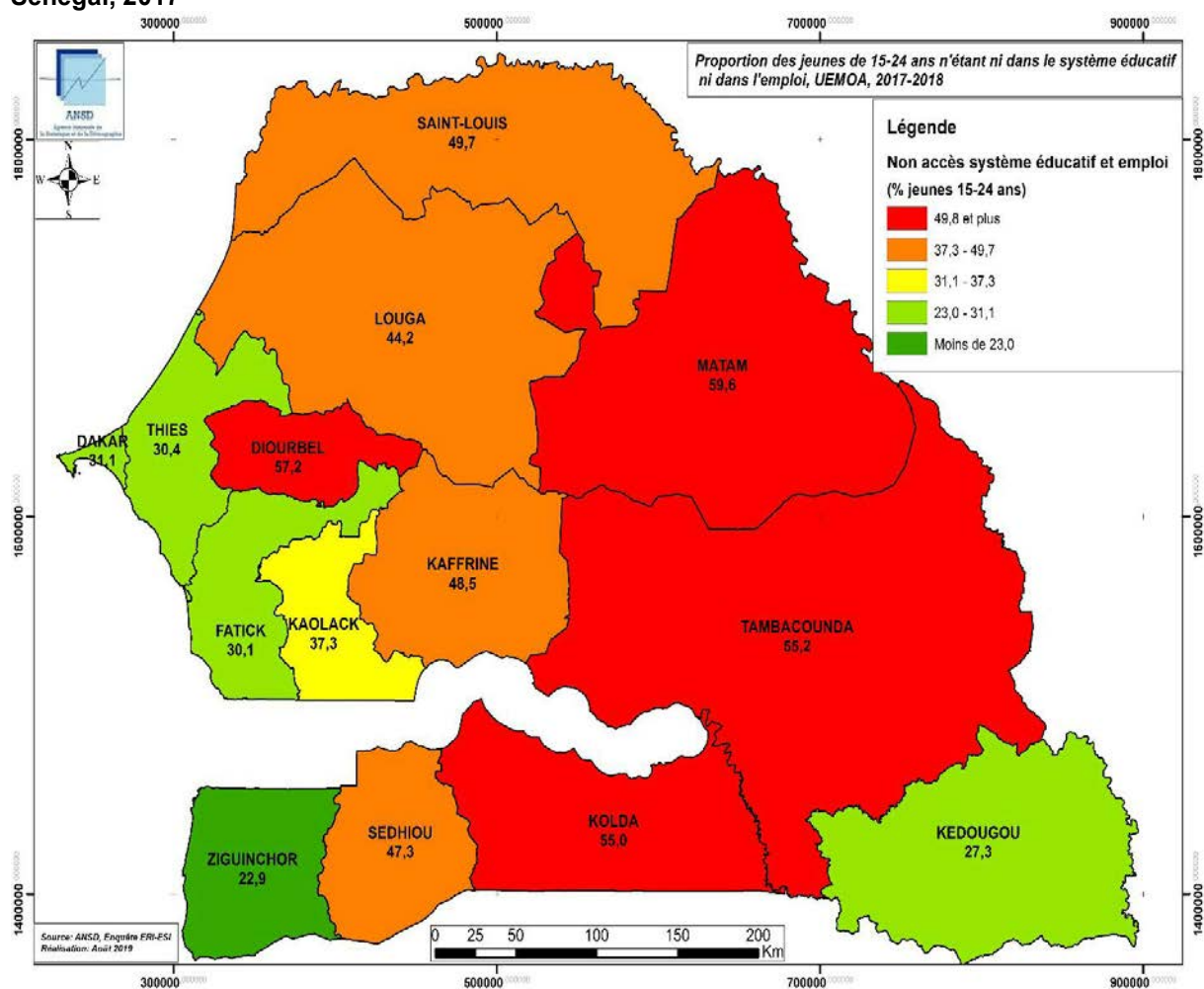
**Tableau 1.10 : Aperçu de quelques indicateurs des possibilités d'emploi et des gains adéquats sur le marché du travail selon les caractéristiques sociodémographiques, Sénégal, 2017**

Caractéristiques sociodémographiques	Ratio emploi/population des 15 ans et plus	Taux d'emplois vulnérables ou part des travailleurs propre compte et travailleurs familiaux	Taux emplois précaires	Taux de pluriactivité	Jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi	Taux de salarisation dans le secteur non agricole
<b>Sexe</b>						
Homme	55,6	58,4	39,9	9,4	32,4	49,7
Femme	36,4	76,7	35,8	7,9	47,4	25,5
<b>Niveau d'instruction</b>						
Aucun	48,3	78,6	36,6	9,3	67,8	25,3
Primaire	50,9	61,0	43,0	8,7	40,8	39,5
Secondaire	31,9	41,0	40,0	7,0	16,4	62,2
Supérieur	44,9	18,3	17,5	6,8	17,2	81,6
<b>Groupe d'âges</b>						
15 - 24 ans	23,0	59,1	66,4	4,5	40,6	48,2
25 - 34 ans	52,6	60,3	43,3	7,4		44,5
35 - 64 ans	63,6	70,5	27,6	10,6		33,5
65 ans et plus	27,8	88,1	20,2	10,3		14,3
<b>Milieu de résidence</b>						
Dakar	51,5	47,7	39,7	5,0	30,9	50,7
Autres urbains	43,5	60,4	37,7	6,3	33,0	36,6
Rural	42,2	82,6	37,1	12,5	48,9	23,7
<b>Région</b>						
DAKAR	51,6	48,3	39,9	5,0	31,0	50,4
DIOURBEL	45,0	79,3	31,4	4,3	57,2	21,9
FATICK	44,8	75,6	32,6	13,6	30,1	28,2
KAFFRINE	49,3	87,4	36,5	13,3	48,5	24,3
KAOLACK	41,7	68,8	31,9	13,2	37,3	31,1
KEDOUGOU	67,6	87,8	35,4	20,0	27,3	29,5
KOLDA	34,6	81,6	29,8	2,5	55,0	28,1
LOUGA	50,0	81,3	36,3	20,3	44,2	24,7
MATAM	25,1	81,5	39,7	5,7	59,7	19,6
SAINT-LOUIS	37,0	67,7	33,7	8,6	49,7	33,0
SEDHIOU	25,4	72,5	55,5	1,9	47,3	46,1
TAMBACOUNDA	35,8	86,3	53,0	5,0	55,2	33,8
THIES	51,5	67,7	42,2	11,2	30,4	33,4
ZIGUINCHOR	34,8	59,3	38,0	10,1	22,8	45,9
<b>Sénégal</b>	<b>45,0</b>	<b>66,6</b>	<b>38,1</b>	<b>8,7</b>	<b>40,6</b>	<b>38,1</b>

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD



**Carte 1.3 : Proportion des jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi, Sénégal, 2017**

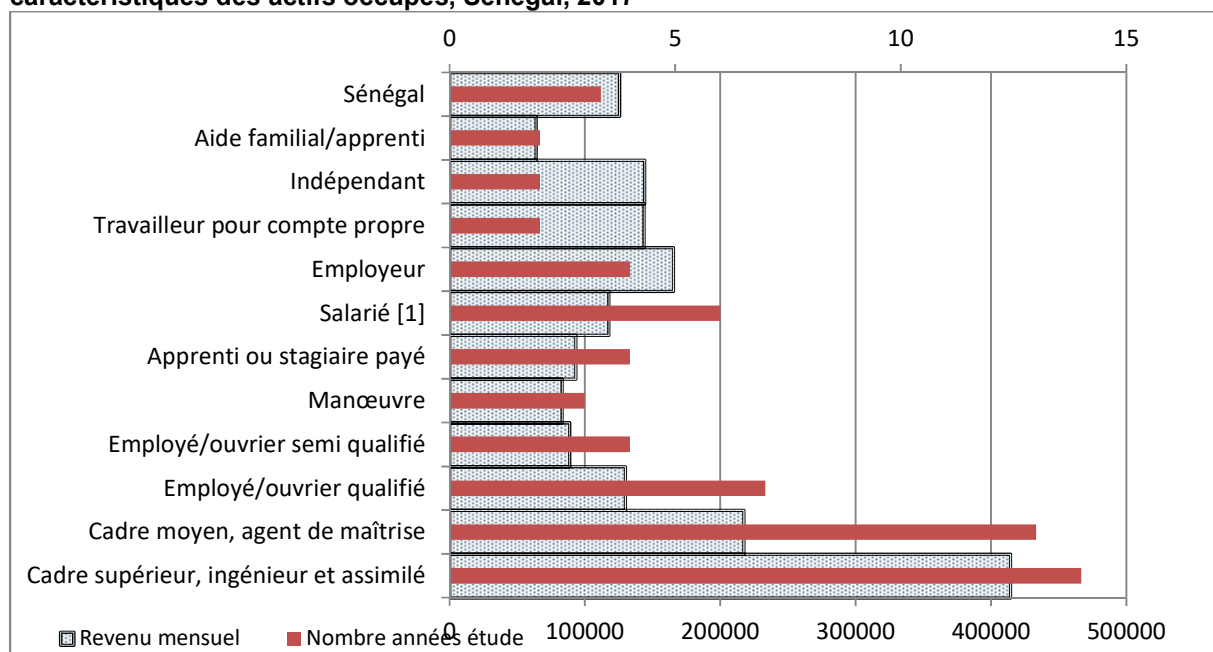


Il est généralement admis qu'il existe une forte corrélation entre le niveau d'études et celui du salaire perçu. L'analyse des données issue de cette enquête ne déroge pas à la règle. Il ressort du Graphique 1.4 que le niveau du revenu mensuel reste globalement lié au nombre d'années d'études.

Notons d'abord qu'au Sénégal, le nombre moyen d'étude réalisée est de 3 ans chez les personnes en emploi. Ce nombre d'année varie avec le statut dans l'emploi et la catégorie socioprofessionnelle (**CSP**) des travailleurs. Elle passe de 2 ans chez les aides familiaux ou apprentis à 6 ans chez les salariés et avec les employeurs qui sont à 4 ans d'études. Par ailleurs, le nombre d'années d'études réalisées passe de 3 ans chez les manœuvres pour atteindre 13 ans chez les cadres moyens et agents de maîtrise et à 14 ans chez les cadres supérieurs, ingénieurs et assimilés. Quand on met en relation le niveau d'études et le salaire perçu, selon le statut dans l'activité et le

statut dans la profession, on constate qu'au Sénégal le salaire moyen d'un actif occupé est de 125 485 FCFA pour 3 ans d'étude. Selon le statut dans l'activité, ce salaire varie de 63 687 F.CFA pour aide familial/apprenti payé avec 2 ans d'étude à 165 219 FCFA pour un employeur avec 4 ans d'études tandis qu'un salarié touche 117 527 FCFA avec 6 ans d'études. Selon le statut socioprofessionnel, il varie de 93 284 FCFA pour un manœuvre avec 3 ans d'étude à 217 362 FCFA pour un cadre moyen avec 13 ans d'étude et 414 167 FCFA pour un cadre supérieur avec 14 ans d'étude.

**Graphique 1.4 : Nombre moyen d'années d'études et revenu mensuel moyen selon les caractéristiques des actifs occupés, Sénégal, 2017**



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

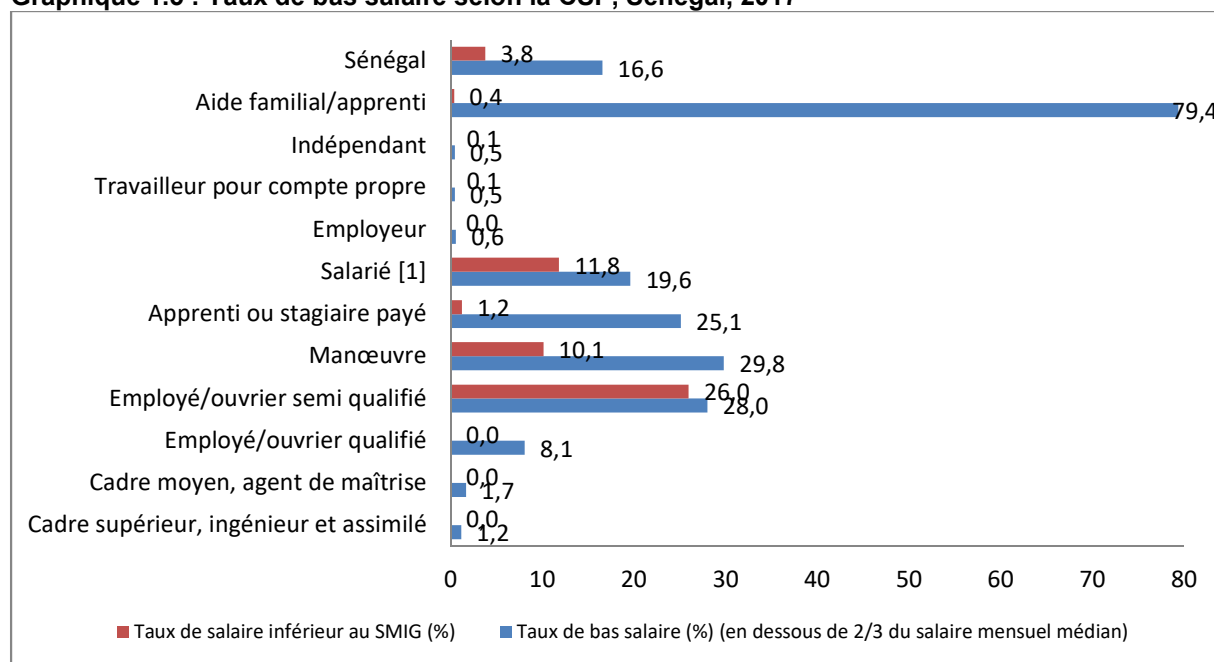
Dans les États membres de l'UEMOA, les lois existantes sur l'emploi instituent un salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) aux travailleurs et en général, elle n'est toujours pas respectée. Le SMIG ou le Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti, est le revenu minimum de travail pour un salarié afin s'assurer un minimum vital. Depuis 1996, au Sénégal, le SMIG mensuel en vigueur est de 36.243 F.CFA (soit 55,25 euros) et son révision est envisageable pour prendre en compte de l'évolution du coût de la vie.

Le taux de bas revenu est relativement élevé : plus du sixième (16,6%) des actifs occupés gagnent moins des 2/3 du revenu médian. Ce taux varie sensiblement selon le sexe. En effet, moins de deux actifs occupés hommes (12,5%) gagnent moins des deux tiers du revenu médian contre plus de deux actifs occupés sur dix (21,6%) pour les femmes. Par rapport au secteur d'activité, le taux de bas revenu est relativement plus important dans le secteur primaire (36,5%) et les services autres que le commerce (22,6%) que dans le secteur de l'industrie (3,6%) et dans le commerce (1,3%). L'analyse selon le secteur institutionnel montre nettement que les travailleurs du secteur privé (12,7%) et davantage ceux des ménages (99,1%) sont plus touchés par les bas revenus que ceux de l'administration publique (3,6%). La proportion d'actifs occupés touchant moins des deux tiers du revenu médian varie

sensiblement avec la CSP. Chez les salariés, les «Cadre supérieur, ingénieur et assimilé» (1,2%), les «Cadre moyen, agent de maîtrise» (1,7%) et les «Employé/ouvrier qualifié» (8,1%) sont moins affectés par les bas revenus en activité principale que les «Employé/ouvrier semi qualifié» (28,0%), «Manœuvre» (29,8%) et «Apprenti ou stagiaire payé» (25,1%). Chez les non-salariés, moins de 1% des «travailleurs pour compte propre» (0,5%), moins de 1% des «employeurs» (0,6%) et plus de 80% des «Aides familiaux/apprentis» (80,8%) perçoivent un revenu inférieur au deux tiers du revenu médian.

Par rapport au salaire moyen médian, on constate que 16,6% des travailleurs touchent moins de deux tiers, particulièrement les Manœuvre (29,8%), les Employé/ouvrier semi qualifié (28,0%), et les ouvriers qualifiés (8,1%).

**Graphique 1.5 : Taux de bas salaire selon la CSP, Sénégal, 2017**



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

## 1.4. Qualité de l'insertion sur le marché du travail

### 1.4.1. Raisons de mutation et de non exercice du métier

L'insertion professionnelle est le processus qui conduit une personne de rentrer en contact avec le milieu de travail ou réadapter au marché de travail. Plus spécifiquement se réadapter au marché signifie qu'à un moment donné, le travailleur se trouve confronter à des difficultés qui l'amènent à procéder à une mutation professionnelle et plusieurs raisons peuvent conduire le travailleur à changer de travail.

Dans l'ensemble, 14,0% des actifs occupés ayant changé de métier de base l'ont fait parce que les débouchés sur le marché du travail sont faibles, notamment les personnes ayant eu un enseignement non formel (16%) ou un apprentissage informel (18%). Dans 10,0% des cas, les raisons avancées sont liées à la faible

rémunération du métier de base sur le marché du travail, notamment les personnes ayant eu un enseignement non formel (19,5%) ou un apprentissage informel (18,7%) alors que pour seulement 2,4% des actifs, le métier de base est déclassé à cause du progrès technique.

**Tableau 1.11 : Propension à changer d'activité suivant la formation reçue, Sénégal, 2017**

Type de formation	FP8. Pourquoi avez-vous changé de métier ?			
	Faible débouché pour le métier de base	Métier de base déclassé à cause du progrès technique	Métier de base à faible rémunération ou aux conditions de travail pénible	Autre raison
Enseignement formel	12,9	1,6	6,3	79,1
Enseignement non formel	16,0	5,1	19,5	59,4
Apprentissage informel	18,0	3,6	18,7	59,7
Apprentissage fortuit ou aléatoire	0,0	0,0	0,0	100,0
Sénégal	14,0	2,4	10,0	73,6

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

#### 1.4.2. Mobilité dans l'emploi

L'essentiel des personnes ayant vécu une mobilité dans l'emploi, 89,1% des personnes ont changé de métier et 83,3% ont changé d'activité. Le changement d'activité est plus important chez les femmes (86,4% contre 81,3%), alors que les hommes ont plus tendance à changer de métier (90,9% contre 86,5%). Par rapport au niveau d'instruction, les changements d'activité et de métier sont plus fréquents chez les personnes ayant au minimum le niveau secondaire.

Selon le milieu de résidence, c'est en milieu rural qu'on note plus de mobilité. En effet, 94,5% et

86,0% des personnes qui avaient un emploi antérieur ont changé respectivement de métier et d'activité. En milieu urbain, ces proportions sont estimées respectivement à 86,2% et 82,9%. Au niveau régional, Kolda, Kédougou, Louga, Kaffrine, Saint-Louis et Thiès se distinguent par les proportions les plus fortes de personnes ayant changé de métier (95%) et/ou d'activité (80%) parmi ceux qui avaient un emploi antérieur. Le niveau de changement de métier le plus faible est noté dans la région de Dakar (82,2%) et celui d'activité à Tambacounda (62,8%).

**Tableau 1.12 : Mobilité dans l'emploi et dans l'activité selon les caractéristiques sociodémographiques**

Caractéristiques sociodémographiques	Personnes âgées de 15 ans plus ayant eu un emploi antérieur (%)	Pourcentage d'actifs occupés ayant changé de métier	Pourcentage d'actifs occupés ayant changé d'activité
<b>Sexe</b>			
Homme	11,1	90,9	82,6
Femme	9,2	86,5	86,4
<b>Niveau d'instruction</b>			
Aucun	9,7	89,2	83,6
Primaire	12,9	87,1	82,3
Secondaire	8,1	91,2	88,9
Supérieur	11,7	93,7	81,6
<b>Milieu de résidence</b>			
Dakar	15,2	83,0	81,3
Autres urbains	8,5	92,6	86,0
Ens.urbain	11,9	86,2	82,9
Rural	8,0	94,5	86,3
<b>Région</b>			
DAKAR	15,0	82,2	81,4
DIOURBEL	5,6	94,7	74,4
FATICK	13,8	91,5	82,6
KAFFRINE	6,2	97,2	81,6
KAOLACK	15,9	90,9	90,2
KEDOUGOU	11,1	99,0	82,2
KOLDA	1,7	100,0	94,0
LOUGA	13,4	97,6	89,6
MATAM	2,8	88,9	82,3
SAINT-LOUIS	6,1	96,6	87,4
SEDHIOU	1,4	83,7	80,5
TAMBACOUNDA	2,4	89,8	62,8
THIES	10,8	95,7	87,7
ZIGUINCHOR	6,8	92,7	93,1
<b>Sénégal</b>	<b>10,1</b>	<b>89,1</b>	<b>84,1</b>

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

## 1.5. Trajectoire et perspectives

### 1.5.1. Mobilité sociale

La mobilité sociale peut s'entendre comme le « fait de changer de milieu social par rapport à son milieu social d'origine ». Aussi, la mobilité sociale désigne le changement de position sociale d'une personne par rapport à celle de ses parents (mobilité sociale intergénérationnelle) ou au cours de sa vie (intra générationnelle). Dans cette étude, c'est de la mobilité sociale intergénérationnelle dont il s'agit. La position sociale est appréhendée, ici, à partir du niveau d'instruction (mobilité scolaire) d'une part et du statut professionnel (mobilité interprofessionnelle) d'autre part des parents par rapport à leurs enfants.

Au Sénégal (Tableau 1.13), près sept des jeunes de 15-24 ans sur dix (69,4%) ont effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père. Le nombre d'années d'études en plus par rapport à leur père est 3,8 ans. La proportion de ces enfants et le nombre d'années en plus décroissent régulièrement quand le niveau d'instruction du père augmente. La proportion de ces enfants de 15-24 ans passe de

100% avec un nombre d'années en plus de 4,3 ans, lorsque le père n'a aucun niveau d'instruction à 5,0% des enfants et avec un nombre d'années en plus de 2,1 an lorsque le père a le niveau Supérieur.

La tendance chez les jeunes de 25-34 ans est identique à celle précédemment étudiée. En effet, la proportion de jeunes de 25 à 34 ans qui ont

effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père est de 69,6% et le nombre d'années d'études effectuées en plus par rapport à leur père est de 3,9 ans. La proportion

varie de 100% et le nombre d'années en plus de 3 ans lorsque le père n'a aucun niveau d'instruction à 26,2% des enfants avec 3,4 an d'années en plus lorsque le père a fait le supérieur.

**Tableau 1.13 : Table de mobilité scolaire, Sénégal, 2017**

Niveau d'instruction du père	% de jeunes de 15 à 24 ans qui ont effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père	Nombre d'années d'étude en plus des jeunes de 15 à 24 ans par rapport à leur père [1]	% de jeunes de 25 à 34 ans qui ont effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père	Nombre d'années d'étude en plus des jeunes de 25 à 34 ans par rapport à leur père [1]
Aucun	100	4,3	100	3
Primaire	83,9	4,3	67,1	5,0
Secondaire	46,2	2,0	53,3	4,6
Supérieur	5,0	2,1	26,2	3,4
Sénégal	69,4	3,8	69,6	3,9

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

Les données disponibles dans cette enquête montrent que globalement les enfants exercent plus dans le secteur agricole quel que soit le secteur d'activité des parents (28,9% pour le père et 33,9% pour la mère) et dans le service (27,5% des enfants pour le père) et dans le commerce (24,6% des enfants pour la mère) et permet de constater qu'une frange des enfants ont tendance à adopter le statut social de leurs parents, notamment dans le secteur agricole.

En effet, lorsque le secteur d'activité des parents est l'agriculture, une bonne partie des enfants s'investissent dans ce secteur (46,1% lorsque le père est agricole et 53,8% lorsque la mère exerce dans l'agriculture), suivi du secteur du commerce (22,1% des enfants pour le père et 19,6% des enfants pour la mère).

Pour les parents exerçant dans le secteur de l'industrie, moins de la moitié des enfants

exercent dans le même secteur que leurs parents (30,9)% des enfants pour le père et 41,3% des enfants pour la mère). Le secteur d'activité préférentiel des enfants est le service (40,4% des enfants de père et 32,8% des enfants de mère).

Pour les enfants dont les parents ont exercé dans le secteur du commerce, ils préfèrent les secteurs du commerce (40,4% des enfants de père et 33,2% des enfants de mère) et du service (27,3% des enfants du père et 32,5% des enfants de mère).

Enfin, les enfants dont les parents ont exercé dans les services, préfèrent d'abord le secteur du service (42,9% des enfants pour le père et 43,8% des enfants de mère), puis le commerce et l'industrie.

**Tableau 1.14 : Mobilité intergénérationnelle des secteurs d'activité entre le père/la mère et l'enfant de 15 ans et plus actifs occupés, Sénégal, 2017**

Secteur d'activité des parents	Secteur d'activité					Effectif des enfants
	Primaire	Industrie	Commerce	Service	Total	
Secteur d'activité du père						
Agriculture	46,1	13,4	22,1	18,3	100,0	795 433
Industrie	10,7	30,9	18,0	40,4	100,0	78 933
Commerce	10,3	21,9	40,4	27,3	100,0	123 370
Service	6,6	24,9	25,6	42,9	100,0	274 970
Ensemble père	28,9	18,7	24,9	27,5	100,0	1 272 706
Secteur d'activité de la mère						
Agriculture	53,8	12,0	19,6	14,6	100,0	754 565
Industrie	7,0	41,3	18,9	32,8	100,0	13 722
Commerce	11,2	23,1	33,2	32,5	100,0	470 969
Service	13,8	22,1	20,3	43,8	100,0	193 057
Ensemble mère	33,9	17,3	24,2	24,6	100,0	1 432 312

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

**Tableau 1.14 : Mobilité intergénérationnelle des secteurs d'activité entre le père/la mère et l'enfant de 15 ans et plus actifs occupés, Sénégal, 2017**

Secteur d'activité des parents	Secteur d'activité					Effectif des enfants
	Primaire	Industrie	Commerce	Service	Total	
Secteur d'activité du père						
Agriculture	46,1	13,4	22,1	18,3	100,0	795 433
Industrie	10,7	30,9	18,0	40,4	100,0	78 933
Commerce	10,3	21,9	40,4	27,3	100,0	123 370
Service	6,6	24,9	25,6	42,9	100,0	274 970
Ensemble père	28,9	18,7	24,9	27,5	100,0	1 272 706
Secteur d'activité de la mère						
Agriculture	53,8	12,0	19,6	14,6	100,0	754 565
Industrie	7,0	41,3	18,9	32,8	100,0	13 722
Commerce	11,2	23,1	33,2	32,5	100,0	470 969
Service	13,8	22,1	20,3	43,8	100,0	193 057
Ensemble mère	33,9	17,3	24,2	24,6	100,0	1 432 312

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD



**Tableau 2.1 : Effectif et structure des CUIP et de la main d'œuvre dans le secteur informel non agricole, Sénégal, 2017**

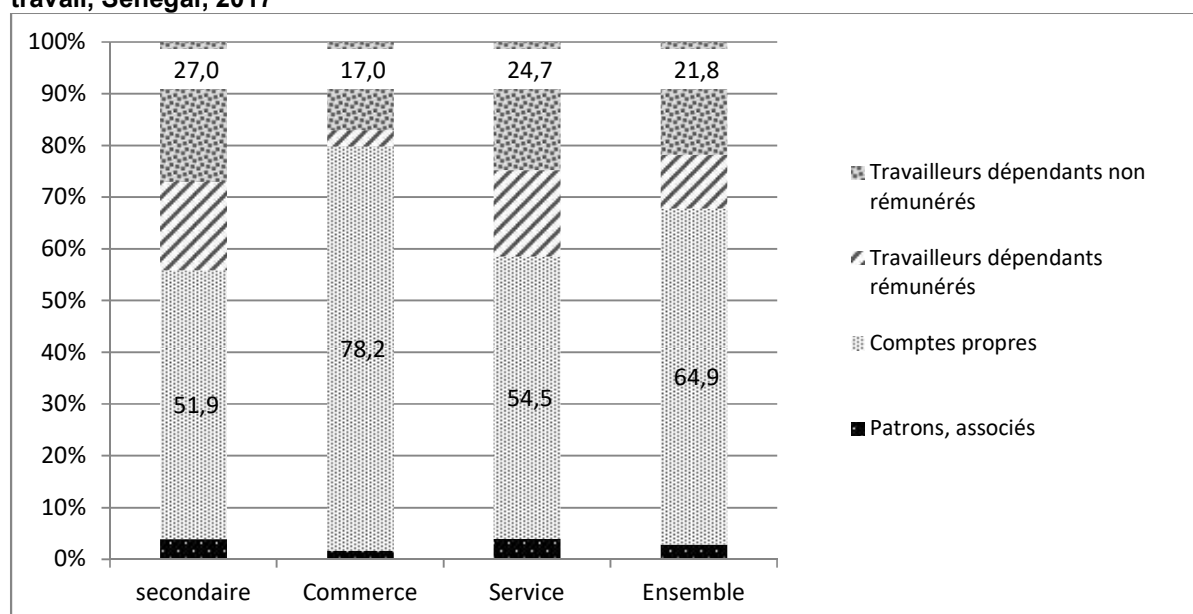
Branche d'activité	Effectif des chefs d'UIP	Effectif de la main d'œuvre	%des chefs d'UIP	%de la main d'œuvre
Activités extractives/mines	10 231	8 788	0,6	1,1
Activités de fabrication	358 360	195 859	21,2	24,2
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	2 861		0,2	
Activités de construction	75 115	154 772	4,4	19,1
<b>Secondaire</b>	<b>446 567</b>	<b>359 420</b>	<b>26,4</b>	<b>44,4</b>
Commerce et réparation des pièces automobiles	25 116	34 262	1,5	4,2
Commerce de gros	156 011	36 131	9,2	4,5
Commerce de détail	766 723	170 095	45,4	21,0
<b>Commerce</b>	<b>947 850</b>	<b>240 488</b>	<b>56,1</b>	<b>29,7</b>
Activités de transport	58 987	25 648	3,5	3,2
Activités d'entrepôt	1 789		0,1	
Activités d'hébergement et de restauration	70 956	33 086	4,2	4,1
Activités financiers et d'assurance	1 654	291	0,1	0,0
Activités immobiliers	5 204	8 392	0,3	1,0
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	5 290	9 165	0,3	1,1
Activités de services de soutien et de bureau	6 804	6 211	0,4	0,8
Enseignement	8 800	33 760	0,5	4,2
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	20 808	2 807	1,2	0,3
Activités artistiques, sportives et récréatives	10 881	3 452	0,6	0,4
Autres activités des services n.c.a (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc.)	103 899	86 886	6,1	10,7
Activités spéciales des habitants	123		0,0	
<b>Services</b>	<b>295 196</b>	<b>209 698</b>	<b>17,5</b>	<b>25,9</b>
<b>Ensemble</b>	<b>1 689 613</b>	<b>809 606</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

La main d'œuvre du secteur informel est caractérisée par une distribution fortement dominée par les travailleurs pour compte propre qui représentent 64,9% du total des emplois, 2,9% de patrons et associés, et 32,2% de travailleurs dépendants dont 10,4% seulement bénéficient d'une rémunération. La structure par secteur d'activité montre que les travailleurs pour

compte propre sont plus fréquents dans le commerce avec plus de 78,2% des emplois contre 20,1% de travailleurs dépendants dont 3,1% de rémunérés. En dépit d'un faible effectif de travailleurs embauchés et encore moins de salariés dans le secteur informel, il faut noter une part plus ou moins importante de travailleurs dépendant.

**Graphique 2.2 : Répartition (en %) de la main d'œuvre occupée de 15 ans et plus sur le marché du travail, Sénégal, 2017**



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

### 2.1.1. Précarité des conditions d'activité dans le secteur informel

Le secteur informel se caractérise généralement en Afrique par une grande précarité des conditions d'activité : locaux inadaptés, non accès aux principaux services publics (eau, électricité téléphone) La présente enquête montre que la situation n'a pas changé. Les Unités de production Informelles fonctionnent dans des conditions d'hygiène déplorable. Selon les données du Tableau 2.2:

- Peu d'UPI disposent de système d'évacuation des déchets (25,5%) et la situation est plus déplorable dans le milieu rural (15,3%) et c'est à Dakar que la situation est meilleure (44,2%). Par rapport au secteur, l'absence de système d'évacuation est plus prononcée dans le commerce (avec 22,5% d'UPI qui en dispose) ;
- De même, la disponibilité de wc ou des latrines est également faible (23,1%) tant en milieu rural (16,5%) et dans le commerce (20,9%) ;
- Près de trois UPIs sur dix (30,6%) est éclairée à l'électricité. Les UPI du milieu rural sont moins éclairées (18,9%), ainsi que les UPI du secteur du commerce (26,0%) ;
- Enfin l'accès en eau potable est très faible (23,3%), notamment en milieu rural (18,8%), dans le secteur du commerce (20,0%).

**Tableau 2.2 : Disponibilité des services de base dans les UPI, Sénégal, 2017**

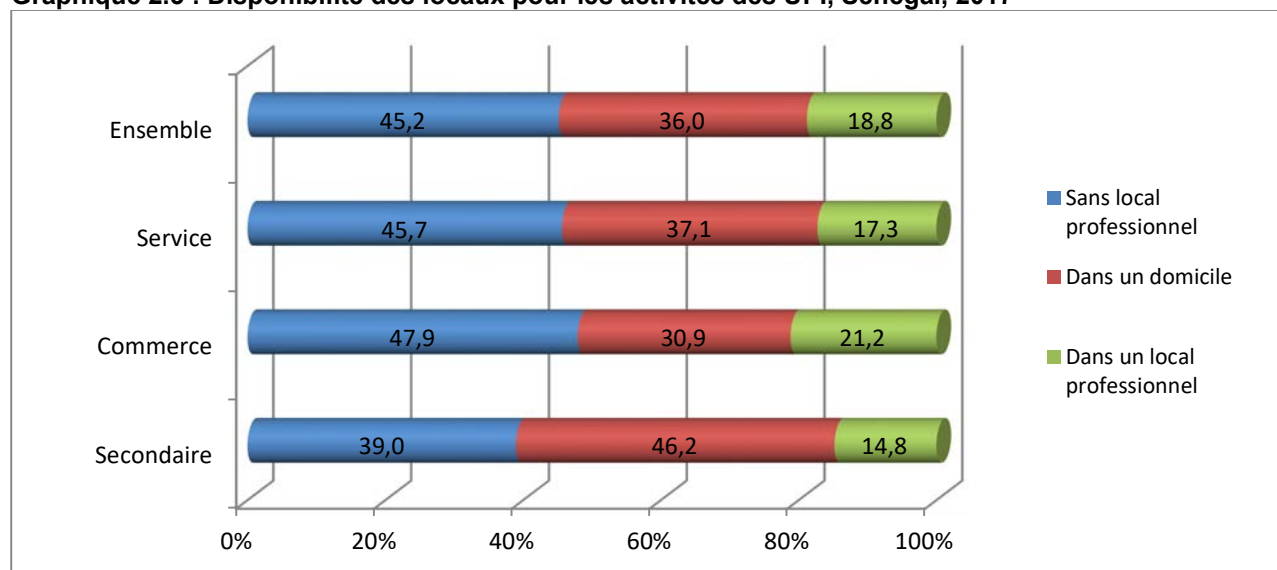
Milieu de résidence et Secteurs d'activité	% ayant accès à un système d'évacuation des déchets	% ayant un wc ou des latrines	% ayant de l'électricité	% ayant une eau courante
<b>Dakar urbain</b>				
Secondaire	48,7	37,1	54,9	39,6
Commerce	36,7	27,3	40,8	23,8
Service	55,0	35,5	44,2	32,5
Ensemble	44,2	31,8	45,4	30,0
<b>Autres urbains</b>				
Secondaire	27,6	26,5	46,0	27,9
Commerce	26,5	24,9	31,3	21,6
Service	21,8	26,9	35,9	29,4
Ensemble	25,9	25,7	35,9	24,7
<b>Milieu rural</b>				
Secondaire	19,4	19,7	23,3	21,8
Commerce	13,4	15,4	15,9	17,2
Service	15,6	14,9	23,2	19,9
Ensemble	15,3	16,5	18,9	18,8
<b>Ensemble</b>				
Secondaire	28,8	25,9	37,7	27,9
Commerce	22,5	20,9	26,0	20,0
Service	30,6	25,9	34,6	27,4
Ensemble	25,5	23,1	30,6	23,3

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

En dehors de la disponibilité des services de base, la qualité des locaux des UPI ne respecte des normes.

Environ 45,2% des UPI sont sans local professionnel, 36,0% exercent leur activité dans un domicile et seulement 18,8% ont un local pour leur activité. Il est noté que l'absence de local est plus fréquente chez les activités du commerce (47,9%) et des autres services (45,7%). Les unités de productions du commerce mènent plus (21,2%) leurs activités dans

un local professionnel que les autres entreprises du secondaire (14,8%) et des services (17,3%). Les UPI du secondaire et du des servies utilisent plus les domiciles comme local (46,2% pour l'industrie et 37,1% pour les services). Cette même caractérisation des UPI est observée à Dakar urbain et dans autres milieux urbains.

**Graphique 2.3 : Disponibilité des locaux pour les activités des UPI, Sénégal, 2017**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

## 2.2. Main d'œuvre et emploi dans le secteur informel

### 2.2.1. Organisation du travail dans le secteur informel

Quatre formes d'organisation du travail des UPI sont mises en évidence dans cette étude : l'auto-emploi où la main-d'œuvre est constituée uniquement de travailleurs à compte propre et des associés ; la forme non-salariale qui n'emploie aucun salarié ; la forme salariale pour laquelle la main-d'œuvre est constituée uniquement de salariés (le dirigeant mis à part) et enfin la forme mixte qui comprend au moins un salarié et un non salarié parmi les emplois dépendants de l'UPI.

Au niveau national, le taux de salarisation du secteur informel se situe à 10,4%. Le secteur du secondaire a le taux de salarisation le plus élevé (17,1%). Il est suivi du secteur des services (16,8%) et du commerce (3,1%). Une analyse selon le milieu de résidence montre qu'au niveau de Dakar urbain le taux de salarisation est plus élevé et se situe à 19,0%. Dans les autres milieux urbains, le taux se situe à 6,8% et au niveau du milieu rural, ce taux est estimé à 7,1%.

L'emploi dans le secteur informel se caractérise aussi par une forte présence de l'auto emploi avec un

pourcentage de 67,9%. Cependant pour les secteurs d'activité, il est noté que le commerce enregistre le taux le plus important avec 80,1%. Ce constat sur les secteurs d'activité est valable pour tous les milieux de résidence avec un taux d'auto emploi se situant à 62,9% dans le milieu urbain et 75,7% pour le rural. La proportion de non-salariés s'activant dans le secteur informel est 21,4% au niveau national. Cette proportion est 24,3% en milieu urbain et se situe à 17,1% en milieu rural. Une analyse selon le secteur d'activité montre que les non-salariés ont une plus importante proportion dans le secteur du secondaire avec 26,5%.

**Tableau 2.3 : Organisation du travail suivant le milieu de résidence et le secteur d'activité, Sénégal, 2017**

Milieu de résidence et secteur d'activité	Taux de salarisation	Combinaison du travail				Total	Effectif
		Auto emploi	Non salariale	Salariale	Mixte		
<b>Capitale</b>							
Secondaire	25,5	47,0	27,2	25,8		100,0	216 241
Commerce	8,1	67,9	23,8	8,2		100,0	291 920
Service	28,0	45,7	26,2	28,0		100,0	198 904
Ensemble	19,0	55,3	25,5	19,2		100,0	707 065
<b>Autres urbains</b>							
Secondaire	13,9	55,4	29,7	14,0	0,9	100,0	246 270
Commerce	2,1	80,1	17,7	2,1	0,1	100,0	394 787
Service	7,5	65,5	27,0	7,6		100,0	152 689
Ensemble	6,8	69,6	23,2	6,9	0,3	100,0	793 746
<b>Ensemble urbain</b>							
Secondaire	19,3	51,5	28,5	19,5	0,5	100,0	462 511
Commerce	4,7	74,9	20,3	4,7	0,0	100,0	686 706
Service	19,1	54,3	26,5	19,1		100,0	351 593
Ensemble	12,6	62,9	24,3	12,7	0,2	100,0	1 500 811
<b>Milieu rural</b>							
Secondaire	14,0	61,8	23,8	14,1	0,4	100,0	337 385
Commerce	1,0	87,3	11,7	1,0	0,1	100,0	496 632
Service	11,5	68,7	19,9	11,5		100,0	151 844
Ensemble	7,1	75,7	17,1	7,1	0,2	100,0	985 862
<b>Ensemble</b>							
Secondaire	17,1	55,8	26,5	17,2	0,4	100,0	799 896
Commerce	3,1	80,1	16,7	3,1	0,1	100,0	1 183 339
Service	16,8	58,6	24,5	16,8		100,0	503 438
<b>Ensemble</b>	<b>10,4</b>	<b>67,9</b>	<b>21,4</b>	<b>10,4</b>	<b>0,2</b>	<b>100,0</b>	<b>2 486 672</b>

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

## 2.2.2. Caractéristiques des emplois dans le secteur informel

La main d'œuvre dans le secteur informel est fortement féminisée, moins jeune, relativement moins instruite et stable dans l'emploi.

Dans les actifs occupés du secteur informel, seulement 19,2% ont moins de 25 ans et l'âge moyen des actifs est de 37,2 ans au niveau national avec de fortes disparités selon le secteur d'activité. Les jeunes de moins de 25 ans représentent 24,5% et 22,5% respectivement dans le secondaire et les services et les actifs de ces deux secteurs sont en moyenne plus jeunes avec un âge moyen de 34,6 ans et 35,5 ans respectivement. A l'opposé les jeunes de moins de 25 ans dans le commerce ne représentent que 14,2% et les actifs de ce secteur sont en moyenne plus âgés avec un âge moyen de 39,8 ans. Selon le milieu de résidence, il y a peu de différence, car les moins de 25 ans sont à 17,3% dans le milieu rural et 20,3% en milieu urbain et ils sont en moyenne âgés respectivement de 38,5 ans et 36,4 ans. .

La proportion des femmes dans la main d'œuvre du secteur informel est en moyenne de 51,3%. Les

femmes sont dominantes (62,4%) dans le secteur du commerce et elles sont moins présentes dans le secondaire avec 39,9% de la main d'œuvre. Aussi c'est dans le milieu rural que la main d'œuvre féminine est nombreuse (58,0%) contre 47,0% en milieu urbain.

Dans le secteur informel, les travailleurs sont relativement stables dans leur emploi car leur ancienneté est en moyenne de 7,9 ans mais ils sont de faible niveau d'instruction car la durée moyenne dans l'étude est de 2,7 ans, avec peu de différence selon le secteur d'activité : 7,7 ans d'ancienneté et 2,5 ans d'étude dans le secondaire et 7,3 ans d'ancienneté et 3,7 ans d'étude dans les services. De même, on n'observe pas de différence majeure selon le milieu de résidence : (rural avec 7,7 ans d'ancienneté et 1,5 an d'étude contre 7,8 ans d'ancienneté et 3,5 ans d'étude en milieu urbain.

**Tableau 2.4 : Caractéristiques des actifs occupés dans le secteur informel selon la zone et le secteur d'activité, Sénégal, 2017**

Milieu de résidence et secteur d'activité	% de jeunes de moins de 15 ans	% de jeunes de moins de 25 ans	% de femmes	Ancienneté Moyenne dans l'emploi en année	Age moyen des actifs en année	Durée moyenne d'année d'études réussies
<b>Dakar urbain</b>						
Secondaire	2,8	26,1	28,7	7,6	32,8	3,8
Commerce	2,7	18,6	49,4	7,4	36,7	3,7
Service	0,9	18,5	43,8	6,9	35,4	4,9
<b>Ensemble</b>	<b>2,2</b>	<b>20,9</b>	<b>41,5</b>	<b>7,3</b>	<b>35,2</b>	<b>4,1</b>
<b>Autres urbains</b>						
Secondaire	3,1	24,6	38,1	8,1	35,5	2,9
Commerce	2,5	14,7	63,2	8,5	39,7	2,8
Service	3,6	25,9	45,6	7,9	35,4	3,6
<b>Ensemble</b>	<b>2,9</b>	<b>20,0</b>	<b>52,0</b>	<b>8,3</b>	<b>37,5</b>	<b>2,9</b>
<b>Ensemble urbain</b>						
Secondaire	3,0	25,3	33,7	7,9	34,3	3,3
Commerce	2,6	16,4	57,3	8,0	38,4	3,2
Service	2,1	21,7	44,6	7,4	35,4	4,3
<b>Ensemble</b>	<b>2,6</b>	<b>20,4</b>	<b>47,0</b>	<b>7,8</b>	<b>36,4</b>	<b>3,5</b>
<b>Milieu rural</b>						
Secondaire	2,2	23,3	48,6	7,4	35,0	1,4
Commerce	1,6	11,1	69,5	8,0	41,7	1,4
Service	1,2	24,2	41,3	7,1	35,6	2,2
<b>Ensemble</b>	<b>1,7</b>	<b>17,3</b>	<b>58,0</b>	<b>7,7</b>	<b>38,5</b>	<b>1,5</b>
<b>Ensemble</b>						
Secondaire	2,6	24,5	39,9	7,7	34,6	2,5
Commerce	2,2	14,2	62,4	8,0	39,8	2,4
Service	1,8	22,5	43,6	7,3	35,5	3,7
<b>Ensemble</b>	<b>2,2</b>	<b>19,2</b>	<b>51,3</b>	<b>7,8</b>	<b>37,2</b>	<b>2,7</b>

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

### 2.2.3. Rémunération et horaire de travail dans le secteur informel

Règlementairement, la durée hebdomadaire de travail au Sénégal est de 40 heures par semaine.

L'horaire hebdomadaire de travail dans le secteur informel est de 56 heures et sa rémunération horaire est de 267 FCFA/h. Il est noté que les hommes font 60 heures de travail avec une rémunération de 282 FCFA/h pendant que la femme fait 52 heures à 162 FCFA/h. Selon le secteur d'activité, le travailleur du secteur secondaire fait 55 heures par semaine avec une rémunération de 265 FCFA/h, celui du commerce 57 heures à 279 FCFA et du secteur de services 55 heures à 264 FCFA/h. la durée hebdomadaire du travail est élevée plus en milieu urbain et moins rémunéré (57 heures à 282 FCFA) dont 60 heures à 316 FCFA à Dakar urbain contre 54 h à 230 FCFA en milieu rural.

Ainsi, Les rémunérations mensuelles des travailleurs du secteur informel tournent en moyenne autour de 59 000 FCFA. A Dakar urbain, ce revenu mensuel moyen est de 71 150 FCFA. Il se situe à 47 381 FCFA dans les autres centres urbains, et 50 882 FCFA dans le milieu rural. Une analyse par genre fait ressortir que les hommes gagnent plus que les femmes avec respectivement 61 509 FCFA et 39 664 FCFA. Le niveau d'étude semble être un facteur déterminant dans la rémunération des travailleurs du secteur informel. En effet, les individus avec un niveau supérieur gagnent un revenu moyen mensuel de 80 697 FCFA, suivis de ceux ayant un niveau du secondaire (69 175 FCFA).

**Tableau 2.5 : Rémunérations et horaires de travail dans le secteur informel par milieu de résidence et secteur d'activité, Sénégal, 2017**

Caractéristiques socioéconomiques	Revenu Mensuel (en FCFA)	Horaire Hebdomadaire	Revenu horaire (en FCFA)
<b>Dakar urbain</b>			
Secondaire	82 528	59	357
Commerce	72 990	62	267
Service	60 916	57	303
Ensemble	71 150	60	316
<b>Autres urbains</b>			
Secondaire	44 408	55	214
Commerce	54 147	56	227
Service	50 266	53	278
Ensemble	47 381	55	229
<b>Ensemble urbain</b>			
Secondaire	62 972	57	284
Commerce	65 938	59	252
Service	58 645	55	297
Ensemble	62 054	57	282
<b>Milieu rural</b>			
Secondaire	50 656	53	235
Commerce	93 640	55	381
Service	26 905	56	129
Ensemble	50 882	54	230
<b>Ensemble</b>			
Secondaire	58 203	55	265
Commerce	71 632	57	279
Service	52 269	55	264
Ensemble	58 704	56	267
<b>Sexe</b>			
Masculin	61 509	60	282
Féminin	39 664	52	162
<b>Niveau d'instruction</b>			
Aucun	53 175	55	239
Primaire	55 239	59	240
Secondaire	69 175	58	318
Supérieur	80 697	55	431

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

## 2.3. Capital, investissement et financement dans le secteur informel

Le bon fonctionnement d'une entreprise dépend de la qualité de sa main d'œuvre, mais surtout de celle du capital. Si la section nous a permis de constater que la main d'œuvre du secteur informel a un faible niveau d'instruction, la présente va nous permettre de connaître la composition du capital de la main d'œuvre et le montant des investissements réalisés.

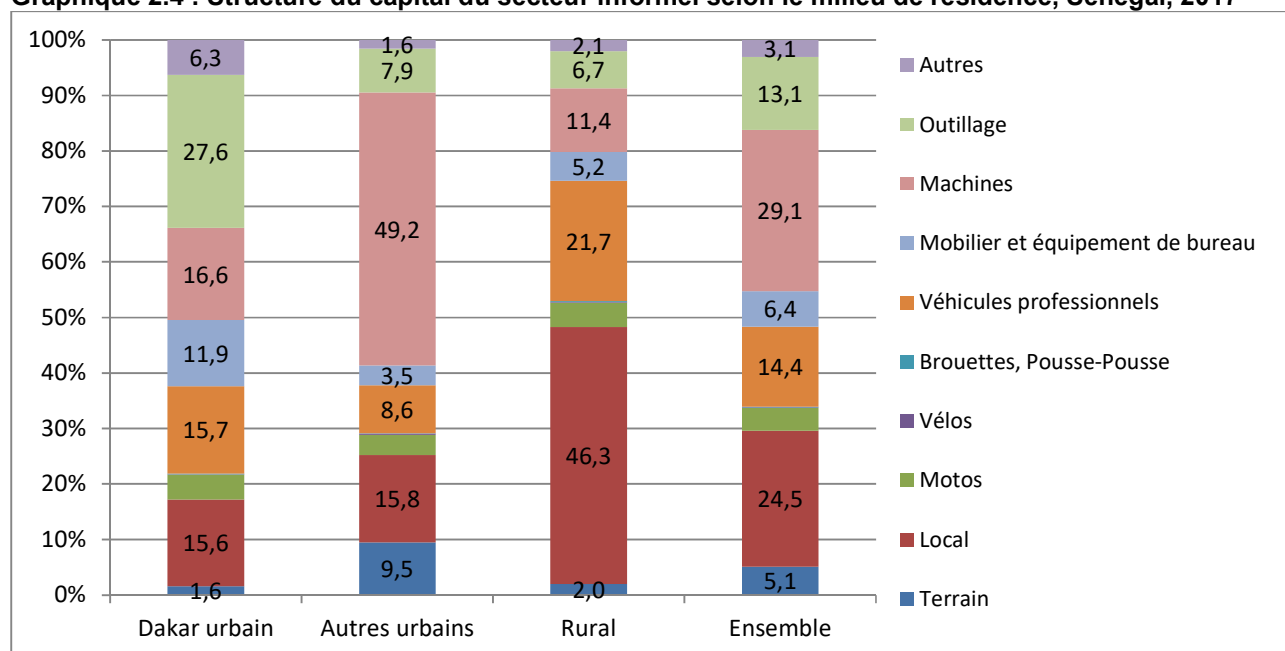
### 2.3.1. Dotation et structure du capital

Une analyse de la structure du capital montre que le capital est constitué principalement de machines (29,1%) et de locaux (24,5%), suivi des véhicules professionnels (14,4%), des outillages (13,1%) et des mobiliers et équipements (6,4%), mais avec des variations selon le milieu de résidence.

En milieu rural, ce capital est constitué principalement de locaux (46,3%), de véhicules

professionnels (21,7%), machines (11,4%), alors que dans les autres milieux urbains, il est constitué de des machines (49,2%), de terrain (9,5%), de locaux (15,8%), des outillages (7,9%) et à Dakar urbain, ce capital comprend le local (15,6%), les outillages (27,6%), des machines (16,6%), des véhicules professionnels (15,7%) et des mobiliers et équipements (11,9%).

**Graphique 2.4 : Structure du capital du secteur informel selon le milieu de résidence, Sénégal, 2017**



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

Le montant actuel du capital s'élève à 350,0 milliards de FCFA, investi à 53,8% dans l'industrie, 25,3% dans le commerce et 20,4% dans le secteur des services. Selon le milieu de résidence, ce capital est

investi à 28,4% dans le milieu urbain de Dakar, 42,8% dans autres urbains et seulement 28,8% en milieu rural.



**Tableau 2.6 : Montant (en millions de FCFA) et structure(en %) du capital du secteur informel selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Sénégal, 2017**

Milieu de résidence et secteur d'activité		Valeur actuelle (Coût de remplacement en million de FCFA)	Structure (%) par zone	Effectif
<b>Dakar urbain</b>				
	Secondaire	30 862,2	8,8	296 568
	Commerce	40 598,9	11,6	276 516
	Service	27 790,4	7,9	229 905
	Ensemble	99 251,5	28,4	802 989
<b>Autres urbains</b>				
	Secondaire	101 889,9	29,1	215 028
	Commerce	24 066,8	6,9	195 544
	Service	23 896,7	6,8	108 237
	Ensemble	149 853,4	42,8	518 809
<b>Milieu rural</b>				
	Secondaire	55 405,6	15,8	309 199
	Commerce	25 673,0	7,3	245 395
	Service	19 848,9	5,7	129 848
	Ensemble	100 927,4	28,8	684 441
<b>Ensemble</b>				
	Secondaire	188 157,6	53,8	820 795
	Commerce	90 338,7	25,8	717 455
	Service	71 536,0	20,4	467 989
	Ensemble	350 032,4	100,0	2 006 239

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

### 2.3.2. Investissement dans le secteur informel

En 2017, les unités de production du secteur informel ont fait un investissement à la hauteur de 49,2 milliards de FCFA. La proportion la plus importante (42,4%) de ces dépenses d'investissement est destinée à l'achat de local. Ensuite viennent des

dépenses consacrées à l'achat de machines (10,3%) et de véhicules professionnels (12,9%). Les 24,8 milliards, soit 50,4% de l'investissement, sont dépenses par les unités de production s'activant dans le milieu rural.

**Tableau 2.7 : Montant (en millions de F CFA) et structure (en %) du capital investi par les UPI en 2017, Sénégal**

Milieu de résidence et type d'équipement	Valeur à l'acquisition	Structure(%) par zone	Structure(%) du total	Effectif
<b>Dakar urbain</b>				
Terrain	347,0	2,0	0,7	463
local	37,1	0,2	0,1	412
Motos	1 657,9	9,5	3,4	4 188
Brouettes, pousse-pousse	24,0	0,1	0,0	1 984
Véhicules professionnels	3 316,6	19,0	6,7	1 228
Mobiliers et équipements de				
bureau	1 203,3	6,9	2,4	28 416
Machines	3 001,4	17,2	6,1	14 470
Outillages	2 558,1	14,7	5,2	185 424
Autres	5 290,7	30,3	10,7	7 038
Total	17 436,1	100,0	35,4	243 623
<b>Autres milieux urbains</b>				
Terrain	57,5	0,8	0,1	288
local	1 982,8	28,5	4,0	4 089
Motos	1 160,3	16,7	2,4	5 094
Vélo	54,2	0,8	0,1	1 143
Brouettes, pousse-pousse	33,2	0,5	0,1	1 883
Véhicules professionnels	966,8	13,9	2,0	1 112
Mobiliers et équipements de				
bureau	1 053,8	15,1	2,1	15 053
Machines	716,7	10,3	1,5	6 386
Outillages	883,8	12,7	1,8	70 052
Autres	55,7	0,8	0,1	1 423
Total	6 964,8	100,0	14,1	106 523
<b>Milieu rural</b>				
Terrain	2,4	0,0	0,0	140
local	18 832,0	75,8	38,3	2 518
Motos	697,1	2,8	1,4	2 708
Vélo	4,0	0,0	0,0	198
Brouettes, pousse-pousse	52,0	0,2	0,1	2 147
Véhicules professionnels	2 072,8	8,3	4,2	3 078
Mobiliers et équipements de				
bureau	1 095,5	4,4	2,2	14 818
Machines	1 365,0	5,5	2,8	12 188
Outillages	616,1	2,5	1,3	120 580
Autres	94,0	0,4	0,2	4 053
Total	24 830,9	100,0	50,4	162 428
<b>Ensemble</b>				
Terrain	406,9	0,8	0,8	890
local	20 851,9	42,4	42,4	7 019
Motos	3 515,3	7,1	7,1	11 990
Vélo	58,1	0,1	0,1	1 341
Brouettes, pousse-pousse	109,2	0,2	0,2	6 014
Véhicules professionnels	6 356,2	12,9	12,9	5 418
Mobiliers et équipements de				
bureau	3 352,6	6,8	6,8	58 287
Machines	5 083,1	10,3	10,3	33 044
Outillages	4 058,0	8,2	8,2	376 056
Autres	5 440,4	11,1	11,1	12 514
Total	49 231,7	100,0	100,0	512 574

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

## 2.4. Production, insertion et concurrence dans le secteur informel

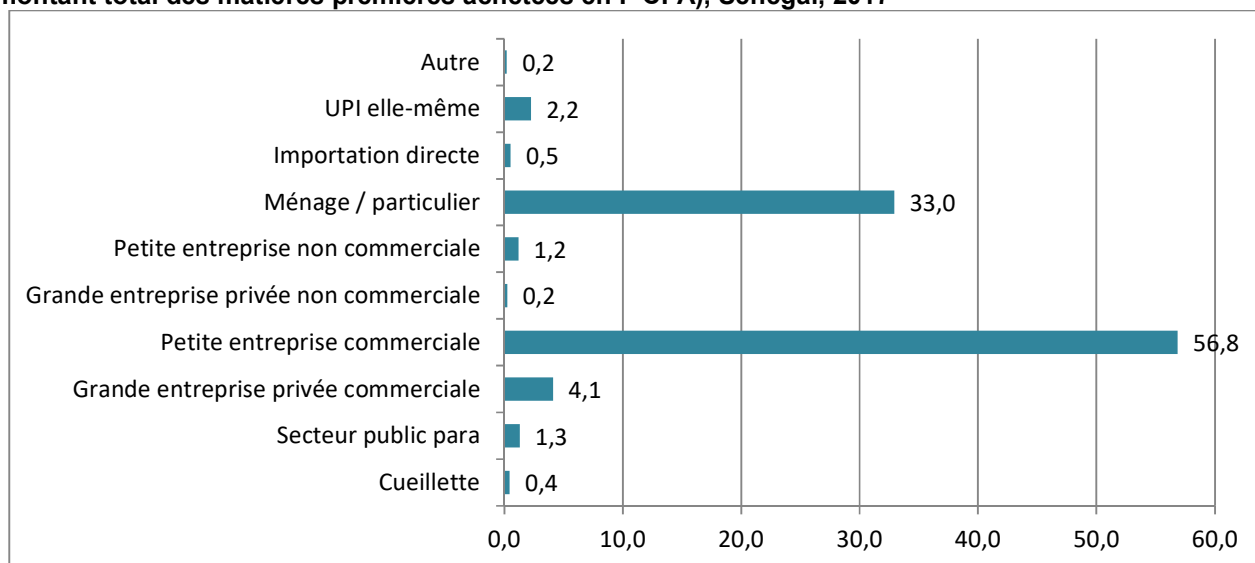
### 2.4.1. Performance économique

Il a été montré précédemment que dans le secteur informel, l'auto-emploi est assez prépondérant et il est essentiel de voir son impact sur le mode d'acquisition des matières premières.

Les résultats sur la structure des dépenses en matières premières suivant les différentes origines de celles-ci, révèlent que les plus grands fournisseurs de cette demande sont les petites entreprises

commerciales et les ménages ou particulier avec respectivement 56,8% et 33,0% du niveau global. La cueillette ne représente qu'un faible montant de la demande.

**Graphique 2.5 : Origine des matières premières consommées par le secteur informel (En valeur du montant total des matières premières achetées en F CFA), Sénégal, 2017**



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

[Sandra Pellet](#) (2014) affirme que les pays en développement, les pays émergents et les pays anciennement en transition post-socialiste, sont marqués par un secteur informel très important comptant souvent pour plus d'un tiers de leur revenu<sup>2</sup> et cette enquête va permettre d'avoir une idée sur certains agrégats économiques dans le secteur informel (Tableau 2.8).

<sup>2</sup> [Sandra Pellet](#) (2014) ; [Regards croisés sur l'économie](#), n°14, pages 103 à 108

La production du secteur informel est faite principalement par les unités de production évoluant dans les différents milieux urbains. La production annuelle, estimée à 4 728,5 milliards de FCFA et 66,8% de celle-ci est réalisée par les unités de production se situant dans le milieu urbain : Dakar urbain (32,6%) et les autres milieux urbains (34,2%). Selon le secteur d'activité, elle provient à 44,7% du

secondaire, 30,9% du commerce et 24,4% des services.

Quant à la valeur ajoutée annuelle des UPIs, elle s'élève à 3 749,4 milliards de FCFA provenant à 40,8% du secteur secondaire, 34,4% du commerce et 24,8% du secteur des services. Selon le milieu de résidence, cette valeur ajoutée provient à 32,0% de Dakar urbain, 34,4% d'autres urbains et 24,8% du milieu rural.

**Tableau 2.8 : Principaux agrégats du secteur informel (en million fcfa) suivant la zone et le secteur d'activité, Sénégal, 2017**

Milieu de résidence et secteur d'activité	Chiffre affaire annuel	Production annuelle	Valeur ajoutée annuelle	Revenu mixte annuel
<b>Dakar urbain</b>				
Secondaire	745 722,0	732 462,1	559 162,2	512 403,1
Commerce	1 666 475,5	386 648,4	320 397,7	307 380,5
Service	447 896,5	423 899,6	320 141,5	280 127,5
<b>Total</b>	<b>2 860 094,0</b>	<b>1 543 010,2</b>	<b>1 199 701,4</b>	<b>1 099 911,1</b>
<b>Autres urbains</b>				
Secondaire	684 933,4	673 348,7	468 375,1	443 740,2
Commerce	2 487 758,7	518 077,2	473 158,9	462 661,2
Service	442 144,9	422 409,0	353 221,0	345 587,5
<b>Total</b>	<b>3 614 836,9</b>	<b>1 613 834,9</b>	<b>1 294 755,0</b>	<b>1 251 988,9</b>
<b>Milieu rural</b>				
Secondaire	737 517,7	707 385,8	500 699,4	466 083,0
Commerce	2 468 680,3	557 027,8	497 898,1	481 103,2
Service	317 674,3	307 275,2	256 365,0	250 667,3
<b>Total</b>	<b>3 523 872,3</b>	<b>1 571 688,7</b>	<b>1 254 962,5</b>	<b>1 197 853,5</b>
<b>Ensemble</b>				
Secondaire	2 168 173,0	2 113 196,6	1 528 236,7	1 422 226,4
Commerce	6 622 914,5	1 461 753,4	1 291 454,8	1 251 144,9
Service	1 207 715,7	1 153 583,9	929 727,4	876 382,3
<b>Total</b>	<b>9 998 803,2</b>	<b>4 728 533,8</b>	<b>3 749 419,0</b>	<b>3 549 753,6</b>
<b>Milieu de résidence</b>	<b>Proportion selon le milieu de résidence et le secteur d'activité</b>			
Dakar urbain	28,6	32,6	32,0	31,0
Autres urbains	36,2	34,2	34,5	35,3
Rural	35,2	33,2	33,5	33,7
<b>Secteur d'activité</b>				
Secondaire	21,7	44,7	40,8	40,1
Commerce	66,2	30,9	34,4	35,2
Service	12,1	24,4	24,8	24,7
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

#### 2.4.2. Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne et leur inégalité

L'analyse des données (Tableau 2.9) révèle que les 20% d'UPI les plus riches détiennent 80% des valeurs ajoutées annuelles moyennes contre 20% de valeurs ajoutées annuelles moyennes pour les 80% des autres UPI. Cette relation entre les UPI vérifie à peu près la loi de Pareto. Il convient également de préciser que la valeur ajoutée annuelle moyenne apportée par les 50,0% des UPI les plus pauvres n'atteint même pas les 5,0% (4,5%).

De plus l'analyse révèle l'existence de fortes inégalités au sein de ces déciles les plus pauvres. En effet, pour ces différents déciles d'UPI, l'indice de GINI est très largement en deçà de 0,3. Seul dans le dernier quantile des plus riches que l'inégalité de répartition de la valeur ajoutée annuelle moyenne est moindre (0,51).

**Tableau 2.9 : Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne, Sénégal, 2017**

Déciles de la valeur ajoutée	%Effectif d'UPI	Valeur ajoutée annuelle	% valeur ajoutée totale annuelle
10% les plus faibles	10,0	35 901,2	0,2
2ième décile	10,0	97 638,3	0,4
3ième décile	10,0	172 225,0	0,8
4ième décile	10,0	273 569,6	1,2
5ième décile	10,0	433 569,1	2,0
6ième décile	10,0	653 554,1	2,9
7ième décile	10,0	1 037 103,0	4,7
8ième décile	10,0	1 702 102,0	7,7
9ième décile	10,0	3 222 313,4	14,5
10% les plus riches	10,0	14 561 238,7	65,6
Total	100,0	2 219 099,7	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, ANSD

### 2.4.3. Décomposition de la valeur ajoutée

Trois activités principales contribuent à 79,4% du chiffre d'affaire annuelle du secteur informel, 59,1% de la production annuelle et 56,4% de la valeur ajoutée: les activités de fabrication, du commerce en gros et du commerce de détail.

L'activité de fabrication représente 15,2% du chiffre d'annuel du secteur informel, 31,0% de la production annuelle et 25,2% de la valeur ajoutée. Son revenu mixte représente 96,1% de sa valeur ajoutée, sa masse salariale est de 4,0% de la valeur ajoutée et l'impôt annuel qui est versé est pratiquement nul.

L'activité du commerce de gros assure 20,2% du chiffre d'affaire annuel, 7,1% de la production annuelle et 8,0% de la valeur ajoutée annuelle. Son

revenu mixte représente 95,7% de sa valeur ajoutée, sa masse salariale 4,1% et son impôt annuel payé est de 0,2% de la valeur ajoutée annuelle.

L'activité du commerce de détail produit 44,0% du chiffre d'affaire annuel, 21,0% de la production annuelle et 23,2% de la valeur ajoutée annuelle. Le revenu mixte qui en est issu représente 97,6% de la valeur ajoutée, sa masse salariale est de 2,0% et l'impôt payé 0,4% de la valeur ajoutée annuelle.

**Tableau 2.10 : Structure par secteur et branche d'activité de la production et des coûts du secteur informel, Sénégal, 2017**

Branche d'activité	Structure par branche(%)			Décomposition de la valeur ajoutée(%)			
	Chiffre affaire annuel calculé avec imputation	Production annuelle	Valeur ajoutée annuelle	Taux de valeur ajoutée(%)	Revenu mixte annuel	Masse salariale annuelle	Impôt annuel
Activités extractives/mines	0,3	0,7	0,6	73,9	87,5	12,5	0,0
Activités de fabrication	15,2	31,0	25,2	62,0	95,9	4,0	0,0
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	5,8	12,3	14,1	90,7	87,7	12,3	0,0
Activités de construction	0,3	0,7	0,6	73,9	87,5	12,5	0,0
Commerce et réparation des pièces automobiles	2,1	2,9	3,2	57,4	94,9	4,8	0,4
Commerce de gros	20,2	7,1	8,0	14,9	95,7	4,1	0,2
Commerce de détail	44,0	21,0	23,2	19,8	97,6	2,0	0,4
Activités de transport	3,2	6,4	6,7	79,2	96,6	3,3	0,1
Activités d'entreposage	0,0	0,0	0,0	72,3	100,0	0,0	0,0
Activités d'hébergement et de restauration	3,7	7,5	6,4	65,1	97,0	3,0	0,0
Activités financiers et d'assurance	0,2	0,4	0,4	80,9	99,9	0,0	0,1
Activités immobiliers	3,2	6,4	6,7	79,2	96,6	3,3	0,1
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	0,2	0,4	0,5	79,0	79,6	20,4	0,0
Activités de services de soutien et de bureau	0,6	1,3	1,0	61,7	95,2	4,8	0,0
Enseignement	0,5	1,0	1,2	92,3	47,5	52,5	0,0
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0,8	1,7	2,0	93,4	98,7	1,3	0,0
Activités artistiques, sportives et récréatives	0,2	0,4	0,5	90,5	99,9	0,0	0,1
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc	2,5	5,1	5,8	85,7	96,6	3,4	0,0
Activités spéciales des ménages	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	0,0	0,0
Total	100,0	100,0	100,0	37,5	94,7	5,2	0,1

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

Dans le secteur informel, la valeur ajoutée mensuelle moyenne par personne (production du facteur travail) est évaluée à 131 205,0 FCFA. Une analyse selon les différents secteurs d'activité laisse voir que les individus s'activant dans les services ont la productivité mensuelle la plus élevée estimée à 195 032,9 FCFA. Ils sont suivis par ceux des unités de production du secteur secondaire avec 170 095,6 FCFA et enfin les acteurs travaillant dans le commerce avec 93 003,9 FCFA.

La productivité du facteur capital, estimée ici par le rapport entre la valeur ajoutée et le coût du capital, est en moyenne 772. Cependant on note une

disparité selon les milieux de résidence : Dakar urbain (203) ; autres milieux urbains (1278) et milieu rural (883). Le secteur secondaire a la plus grande productivité qui est estimée à 1462 ; et ceci est le même constat dans tous les milieux de résidence.

La valeur ajoutée moyenne par heure de travail est 668,8 FCFA. Elle est estimée à 673,1 FCFA à Dakar urbain, 895,0 FCFA dans les autres centres urbains et 499,1 FCFA dans le milieu rural. L'analyse suivant les différents secteurs d'activité donne : Secondaire (1040,8 FCFA), Service (853,7 FCFA) et Commerce (436,0 FCFA).

**Tableau 2.11 : Indicateurs de la productivité des facteurs de production dans le secteur informel, Sénégal, 2017**

Milieu de résidence et secteur d'activité	VA/L (En FCFA/Mois)	VA/K (En FCFA/ unité de capital)	VA/H (En FCFA /nombre d'heure de travail dans le mois)
<b>Dakar urbain</b>			
Secondaire	261 372,3	211	1 089,2
Commerce	93 929,7	172	404,6
Service	166 916,9	273	793,3
<b>Total</b>	<b>154 470,2</b>	<b>208</b>	<b>673,1</b>
<b>Autres milieux urbains</b>			
Secondaire	184 802,4	3 023	1 727,3
Commerce	104 160,6	249	517,1
Service	238 861,4	475	954,7
<b>Total</b>	<b>148 439,1</b>	<b>1 278</b>	<b>895,0</b>
<b>Milieu rural</b>			
Secondaire	115 921,9	1 325	568,0
Commerce	84 441,2	688	391,2
Service	177 542,3	460	809,6
<b>Total</b>	<b>106 248,7</b>	<b>883</b>	<b>499,1</b>
<b>Ensemble</b>			
Secondaire	170 095,6	1 462	1 040,8
Commerce	93 003,9	399	436,0
Service	195 032,9	396	853,7
<b>Total</b>	<b>131 205,0</b>	<b>772</b>	<b>668,8</b>

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

## 2.5. Secteur informel et l'Etat

Tout entreprise dès sa création doit remplir certaines formalités, notamment se faire enregistrer dans les registres administratifs, obtenir le numéro d'identification fiscal et faire enregistrer leur personnel à la sécurité sociale.

### 2.5.1. Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs

La majorité des UPI ne sont inscrites dans aucun registre administratif (près de 94,4%). Néanmoins, 3,2% figurent dans un registre administratif et 2,3% dans au moins un registre.

Dans le secondaire, 96,1% d'unités de production n'ont pas de numéro d'identification fiscale. Cette

proportion s'améliore dans le milieu urbain de Dakar avec 92,4%. Dans la branche «commerce», 93,4% ne sont enregistrés dans aucun registre administratif. Quant aux UPI s'activant dans le service, 95,2% d'entre elles ne sont pas inscrites au registre.



**Tableau 2.12 : Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs, Sénégal, 2017**

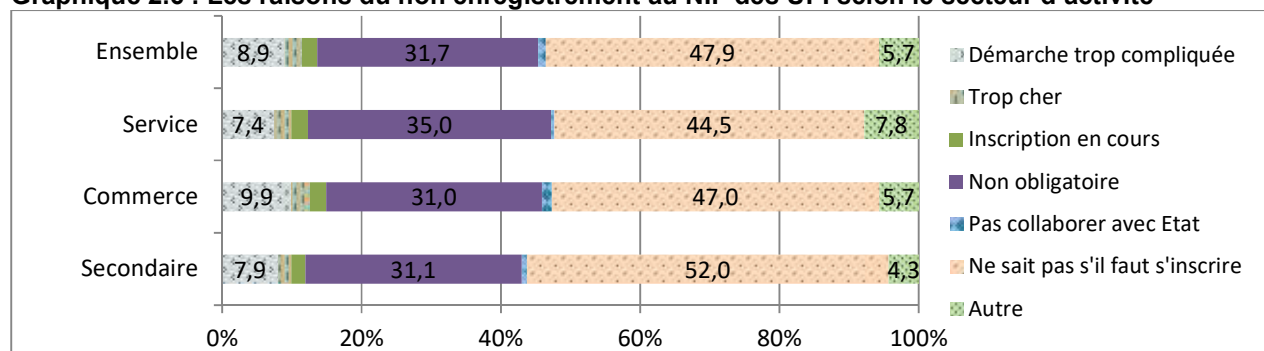
Milieu de résidence et secteur d'activité		Situation de l'inscription dans les registres administratifs			Total	Effectif
		Enregistré dans aucun registre	Enregistré dans un registre	Enregistré dans au moins deux registres		
<b>Dakar urbain</b>						
	Secondaire	91,4	3,5	5,0	100,0	101 737
	Commerce	91,2	3,4	5,3	100,0	198 347
	Service	96,0	1,1	2,9	100,0	90 957
	Ensemble	92,4	2,9	4,7	100,0	391 042
<b>Autres urbains</b>						
	Secondaire	95,5	2,8	1,7	100,0	136 387
	Commerce	91,4	5,7	2,9	100,0	316 142
	Service	92,3	5,8	1,9	100,0	99 962
	Ensemble	92,6	5,0	2,4	100,0	552 492
<b>Milieu rural</b>						
	Secondaire	98,7	0,5	0,8	100,0	208 442
	Commerce	95,9	3,0	1,1	100,0	433 360
	Service	97,2	1,3	1,5	100,0	104 276
	Ensemble	96,8	2,1	1,1	100,0	746 079
<b>Ensemble</b>						
	Secondaire	96,1	1,9	2,0	100,0	446 567
	Commerce	93,4	4,0	2,6	100,0	947 850
	Service	95,2	2,7	2,1	100,0	295 196
	Ensemble	94,4	3,2	2,3	100,0	1 689 613

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

Les Unités de production informelles justifient leur n'ont inscription par diverses raisons.

La majorité des UPI (47,9%) estiment qu'elles n'ont pas l'information qu'il faut pour se faire déclarer, notamment dans le secteur secondaire (52,0%) et certaines d'entre elles (31,7%) ne se voient pas obliger de posséder un numéro de CNSS. Ces

propos sont soutenus par 31,1% des UPI du secteur du secondaire et 35,0% pour les UPI du service. Une proportion de 8,9% trouve la démarche trop compliquée tandis que 2,4% des UPI affirment que l'enregistrement est cher.

**Graphique 2.6 : Les raisons du non enregistrement au NIF des UPI selon le secteur d'activité**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

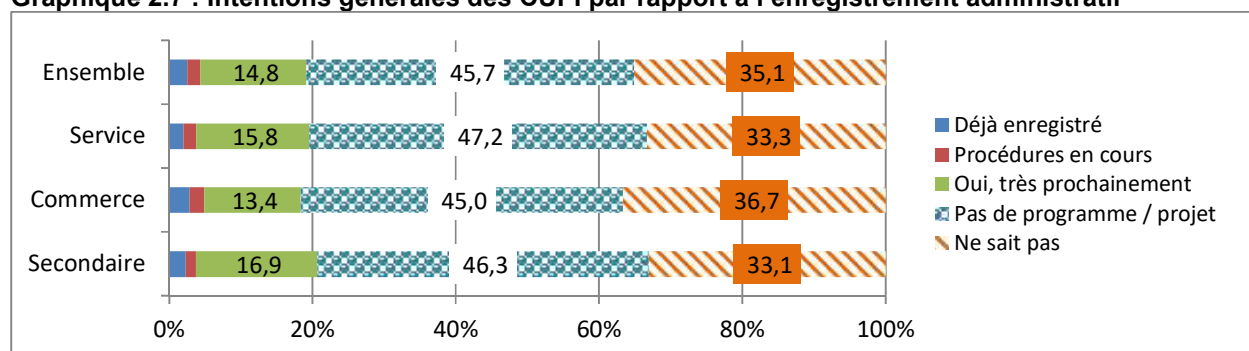
### 2.5.2. Principal intérêt de se faire enregistrer

Face à cette situation, une question leur a été posée pour savoir si les chefs des UPI ont l'intention de faire enregistrer leurs UPI.

A peu près 45,7% des chefs d'UPI ne sont pas favorables à la réintégration dans le circuit réglementaire de leur activité. Cet avis est davantage partagé chez les CUPI des services (47,2%) et

35,1% sont indécises quant à la position à adopter. Seulement 14,8% des UPI pensent s'inscrire très prochainement, notamment 15,8% dans les services, 16,9% du secondaire et 13,4% dans le commerce.

**Graphique 2.7 : Intentions générales des CUIP par rapport à l'enregistrement administratif**



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

L'une des difficultés auxquelles sont confrontées les entreprises tant du formel que l'informel est le financement de leurs activités. L'accès au crédit fait partie des paramètres essentiels de toute unité de productions qu'elle soit informelle ou formelle. Est-ce suffisant pour inciter les unités de productions à se faire enregistrer ?

Il ressort du Tableau 2.13 que 16,8% des UPI estiment que leur enregistrement leur faciliter l'accès au crédit et 5,8% pensent que cela leur permette de vendre leurs produits aux grandes entreprises.

Toutefois, 57,7% des UPI ne savent pas l'intérêt qu'elles peuvent tirer de leur enregistrement.

**Tableau 2.13 : Principal intérêt selon les UPI de se faire enregistrer selon le milieu de résidence et le secteur d'activité**

Milieu de résidence et secteur d'activité	Deux principales raisons pour se faire enregistrer selon les CUIP au niveau national							Total	Effectif
	Accès au crédit	Emplacement sur le marché	Vente de produits aux grandes sociétés	Publicité	Aucun intérêt	Autre	Ne sait pas		
<b>Dakar urbain</b>									
Secondaire	21,1	15,6	7,2	0,5	3,9	5,4	46,5	100,0	101 737
Commerce	28,1	9,0	9,1	0,5	5,2	6,7	41,4	100,0	198 347
Service	11,1	8,3	1,8	0,8	5,6	4,7	67,7	100,0	90 957
<b>Ensemble</b>	<b>22,3</b>	<b>10,5</b>	<b>6,9</b>	<b>0,6</b>	<b>4,9</b>	<b>5,9</b>	<b>48,8</b>	<b>100,0</b>	<b>391 042</b>
<b>Autres urbains</b>									
Secondaire	12,3	5,2	8,5	3,7	8,6	4,2	57,5	100,0	136 387
Commerce	16,1	6,7	8,7	2,8	7,3	3,2	55,2	100,0	316 142
Service	15,9	4,9	5,4	4,3	9,2	3,3	57,0	100,0	99 962
<b>Ensemble</b>	<b>15,1</b>	<b>6,0</b>	<b>8,0</b>	<b>3,3</b>	<b>8,0</b>	<b>3,5</b>	<b>56,1</b>	<b>100,0</b>	<b>552 492</b>
<b>Milieu rural</b>									
Secondaire	12,9	4,1	4,8	3,9	8,8	3,2	62,3	100,0	208 442
Commerce	16,7	2,8	3,5	2,7	8,4	2,6	63,3	100,0	433 360
Service	12,7	3,9	1,4	2,9	8,6	3,1	67,3	100,0	104 276
<b>Ensemble</b>	<b>15,1</b>	<b>3,3</b>	<b>3,6</b>	<b>3,1</b>	<b>8,5</b>	<b>2,8</b>	<b>63,6</b>	<b>100,0</b>	<b>746 079</b>
<b>Ensemble</b>									
Secondaire	14,6	7,0	6,5	3,1	7,6	4,0	57,2	100,0	446 567
Commerce	18,9	5,4	6,4	2,3	7,3	3,7	56,0	100,0	947 850
Service	13,3	5,6	2,9	2,7	7,9	3,7	63,9	100,0	295 196
<b>Ensemble</b>	<b>16,8</b>	<b>5,9</b>	<b>5,8</b>	<b>2,6</b>	<b>7,5</b>	<b>3,8</b>	<b>57,7</b>	<b>100,0</b>	<b>1 689 613</b>

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

### 2.5.3. Opinions générales par rapport à l'impôt

Du fait de leur caractère informel, la majorité des UPI ne contribuent pas à l'effort national de développement en payant leurs impôts.

Le paiement des impôts sur l'activité est l'une des pratiques que les entrepreneurs ne sont pas prêts à faire. Près de 65,3% des chefs d'UPI répondent négativement à la question de savoir s'ils s'engagent à payer l'impôt sur l'activité. C'est dans le secteur du

secondaire (69,3%) que la volonté de ne pas payer les impôts est plus forte. Toutefois, 13,9% des chefs d'UPI déclarent avoir déjà payé ce type d'impôt et 20,9% adhèrent à la décision de payer les impôts.

**Tableau 2.14 : Disposition générale des CUIP à payer l'impôt sur leurs activités selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Sénégal, 2017**

Milieu de résidence et secteur d'activité		Seriez-vous prêt à payer des impôts sur votre activité ?			Total	Effectif
		Je paie déjà	Oui	Non		
<b>Dakar urbain</b>	Secondaire	11,9	22,1	66,0	100,0	101 737
	Commerce	19,4	15,7	64,8	100,0	198 347
	Service	20,3	19,1	60,6	100,0	90 957
	<b>Ensemble</b>	<b>17,7</b>	<b>18,2</b>	<b>64,2</b>	<b>100,0</b>	<b>391 042</b>
<b>Autres urbains</b>	Secondaire	8,9	22,5	68,6	100,0	136 387
	Commerce	17,6	20,6	61,8	100,0	316 142
	Service	12,1	21,2	66,7	100,0	99 962
	<b>Ensemble</b>	<b>14,5</b>	<b>21,2</b>	<b>64,3</b>	<b>100,0</b>	<b>552 492</b>
<b>Milieu rural</b>	Secondaire	6,6	22,0	71,4	100,0	208 442
	Commerce	12,3	22,2	65,5	100,0	433 360
	Service	17,5	21,6	60,9	100,0	104 276
	<b>Ensemble</b>	<b>11,4</b>	<b>22,1</b>	<b>66,5</b>	<b>100,0</b>	<b>746 079</b>
<b>Ensemble</b>	Secondaire	8,5	22,2	69,3	100,0	446 567
	Commerce	15,5	20,3	64,1	100,0	947 850
	Service	16,5	20,7	62,8	100,0	295 196
	<b>Ensemble</b>	<b>13,9</b>	<b>20,9</b>	<b>65,3</b>	<b>100,0</b>	<b>1 689 613</b>

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

## 2.6. Problèmes et perspectives

Le secteur informel rencontre d'importantes difficultés ou problèmes qui peuvent être regroupés en six blocs thématiques (économiques, managériales, techniques, gestion, cadre légal, autres). Ces blocs thématiques de problèmes résument autant d'aspects dont la prise en compte permet de mieux comprendre les orientations stratégiques des profils d'UPI analysés.

### 2.6.1. Principaux problèmes rencontrés par les UPI

Pour le développement de leurs activités, les CUIP rencontrent plusieurs problèmes au rang desquels on a, au niveau national, au premier des difficultés de fabrication (39,3%), suivi du manque de machines (34,5%) et de l'approvisionnement en matières premières (22,2%).

L'analyse suivant le secteur d'activité montre que si pour le commerce les trois difficultés précitées sont les principales, pour le secondaire et les services, une autre difficulté s'ajoute à plus de 10%. Il s'agit du problème d'énergie à 13,6% pour l'industrie et 11,9% pour les services.

**Tableau 2.15 : Difficultés par rapport aux considérations d'ordre technique et légal selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Sénégal, 2017**

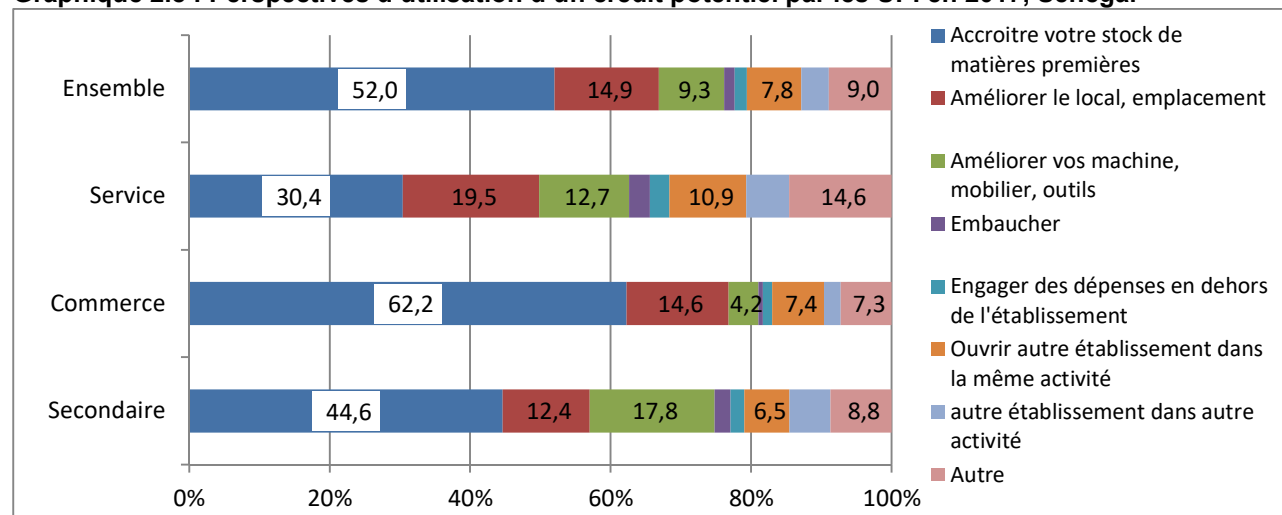
Milieu de résidence et secteur d'activité	Difficultés techniques de fabrication	Manque de machine, d'équipements	Obsolescence des équipements	Problèmes d'énergie	Approvisionnement en matières premières	Trop de réglementation, d'impôts et de taxes
<b>Capitale</b>						
Industrie	42,2	36,9	4,5	12,3	17,0	5,0
Commerce	32,0	43,1	8,3	7,9	9,8	2,7
Service	22,6	21,5	7,2	8,6	6,9	6,7
<b>Ensemble</b>	<b>32,5</b>	<b>36,5</b>	<b>7,0</b>	<b>9,2</b>	<b>11,0</b>	<b>4,2</b>
<b>Autres urbains</b>						
Industrie	45,5	33,8	5,1	17,4	29,0	15,7
Commerce	37,6	37,7	7,6	7,6	30,6	12,9
Service	35,2	26,9	5,5	11,9	17,1	11,2
<b>Ensemble</b>	<b>39,1</b>	<b>34,8</b>	<b>6,6</b>	<b>10,8</b>	<b>27,8</b>	<b>13,3</b>
<b>Milieu rural</b>						
Industrie	47,4	31,1	4,8	11,8	22,6	15,1
Commerce	40,4	36,6	5,3	5,0	27,0	13,8
Service	44,4	23,7	7,1	14,8	14,2	15,4
<b>Ensemble</b>	<b>42,9</b>	<b>33,3</b>	<b>5,4</b>	<b>8,2</b>	<b>24,0</b>	<b>14,4</b>
<b>Ensemble</b>						
Industrie	45,6	33,2	4,8	13,6	23,3	13,0
Commerce	37,7	38,3	6,7	6,5	24,6	11,2
Service	34,6	24,1	6,6	11,9	12,9	11,3
<b>Ensemble</b>	<b>39,3</b>	<b>34,5</b>	<b>6,2</b>	<b>9,3</b>	<b>22,2</b>	<b>11,7</b>

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

Compte des difficultés rencontrées, un potentiel accès à un crédit peut contribuer à l'amélioration de la rentabilité des UPI. Ce potentiel crédit pourrait servir principalement à l'accroissement du stock des matières premières (52,0%), notamment dans le commerce (62,2%) et le secondaire (44,6%) et améliorer l'emplacement ou le local de l'UPI (14,9%), principalement dans les services (19,5%).

Selon le secteur d'activité, dans le secteur des services, l'accès au crédit peut résoudre deux autres problèmes : l'amélioration des machines, mobiliers et outils (12,7%) et ouvrir un autre établissement (10,9%). Quant au secondaire, le potentiel crédit peut permettre l'amélioration des machines, mobiliers et outils (17,8%) et ouvrir un autre établissement (6,5%).

**Graphique 2.8 : Perspectives d'utilisation d'un crédit potentiel par les UPI en 2017, Sénégal**



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

## Chapitre 3: Perception de la population sur la Gouvernance, paix et sécurité

Depuis plus d'une dizaine d'années, de nombreux pays du continent ont entrepris des réformes pour la consolidation de la démocratie qu'ils ont adopté comme système de gouvernance depuis les années 1990. Globalement, il est attendu de ces réformes que les institutions publiques appliquent de manière accrue les principes de gouvernance démocratique et des droits de l'homme.

Ce chapitre rend compte des résultats relatifs à l'opinion de la population sur le fonctionnement et le respect des principes fondamentaux de la démocratie de même que ceux des droits de l'homme. Il met également en exergue le choix des principes que les populations jugent essentiels. Les principaux résultats du chapitre se présentent comme suit :

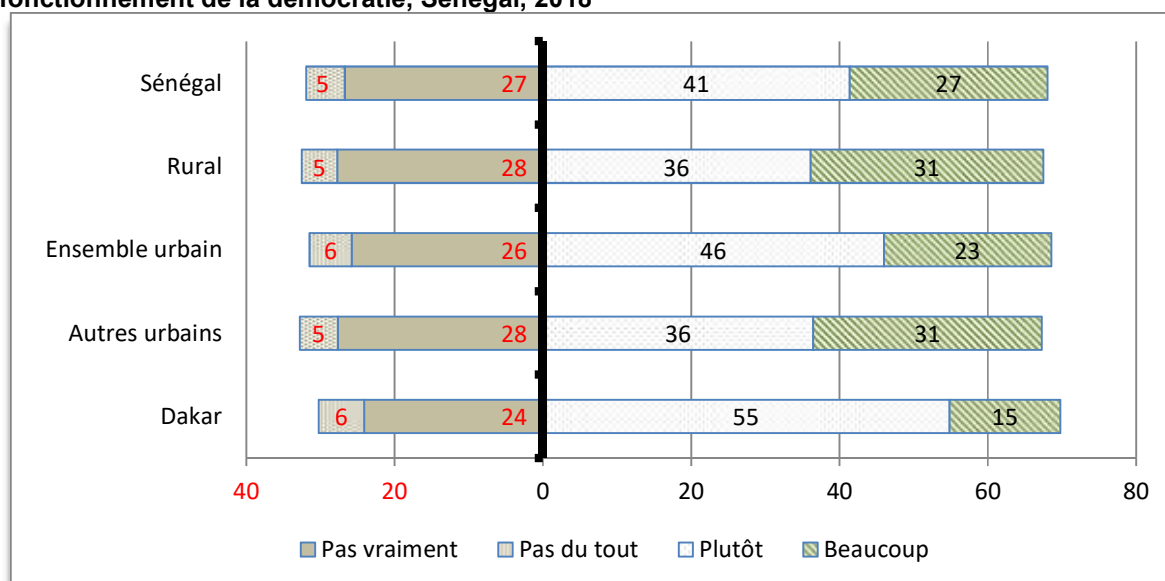
### 3.1. Démocratie et droit de l'homme

#### 3.1.1. Adhésion à la démocratie et ses principes fondateurs

Selon le Graphique 3.1, le fonctionnement de la démocratie est une réalité au Sénégal. En effet, 68% des personnes de 18 ans ou plus pensent que la démocratie fonctionne bien et même 41% d'entre elles pensent que cette démocratie fonctionne très

bien. Selon le milieu de résidence, ce sentiment est très prononcé en milieu urbain (67%) et plus particulièrement à Dakar (70%). Même en milieu rural ce sentiment est bien présent (67%).

**Graphique 3.1 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le fonctionnement de la démocratie, Sénégal, 2018**



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

### 3.1.2. Droit de l'homme

Cette section intitulée « droit de l'homme » présente les résultats relatifs à l'opinion des personnes de 18 ans et plus sur le respect des droits de l'homme.

Interrogés en 2017 sur l'état des droits de l'homme, près de sept résidents sénégalais sur dix (72,8%) âgés de 18 ans et plus pensent qu'ils sont respectés. En effet, 29,3% des sénégalais soutiennent que les droits de l'homme sont beaucoup respectés et 43,5% pensent qu'ils sont plutôt respectés. Les personnes qui estiment qu'ils ne sont pas respectés sont estimées à 27,3%.

La même tendance est notée, quel que soit le sexe et le groupe d'âges, même si les femmes et les jeunes ont une meilleure opinion sur le respect des droits de l'homme. Par rapport au niveau d'instruction, les

personnes qui ont les niveaux primaire (74,2%) et secondaire (73,4%) sont plus en accord sur le respect des droits de l'homme. Les personnes ayant le niveau supérieur ont la pire opinion sur le respect des droits de l'homme avec 25,0% qui pensent qu'ils ne sont pas vraiment respectés et pour 8,0% qu'ils ne sont pas du tout respectés. Quel que soit le milieu de résidence, plus de 70% des Sénégalais ont une opinion positive sur le respect des droits de l'homme. C'est à Dakar urbain (73,9%) et dans les autres milieux urbains (73,0%) que cette opinion est plus partagée.

**Tableau 3.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le respect des droits de l'homme selon les caractéristiques sociodémographiques, Sénégal, 2017**

Caractéristiques sociodémographiques	Pourcentage des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le respect des droits de l'homme					Effectif
	Beaucoup	Plutôt	Pas vraiment	Pas du tout	Total	
<b>Sexe</b>						
Homme	29,3	42,3	22,1	6,4	100,0	3 293 580
Femme	29,2	44,4	20,4	6,0	100,0	4 126 078
<b>Groupes d'âges</b>						
18-24 ans	29,7	44,4	20,8	5,1	100,0	1 625 262
25-34 ans	28,4	44,1	21,7	5,9	100,0	1 998 078
35-44 ans	28,6	42,8	21,5	7,1	100,0	1 447 337
45-54 ans	29,6	43,3	20,8	6,3	100,0	1 003 173
55 ans et plus	30,5	42,3	20,4	6,8	100,0	1 345 808
<b>Niveau d'instruction</b>						
Aucun	30,2	42,2	21,8	5,9	100,0	4 193 722
Primaire	28,3	45,9	19,7	6,2	100,0	1 460 899
Secondaire	29,1	44,3	19,9	6,7	100,0	1 499 064
Supérieur	21,0	46,1	25,0	8,0	100,0	265 973
<b>Milieu de résidence</b>						
Dakar	19,0	54,9	18,5	7,6	100,0	2 063 987
Autres urbains	34,5	38,5	21,0	6,0	100,0	1 915 886
Ens. urbain	26,5	47,0	19,7	6,8	100,0	3 979 873
Rural	32,5	39,4	22,7	5,4	100,0	3 439 785
<b>Sénégal</b>	<b>29,3</b>	<b>43,5</b>	<b>21,1</b>	<b>6,2</b>	<b>100,0</b>	<b>7 419 658</b>

Source : ANSD. Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017.

### 3.1.3. Indice des droits de l'homme et participation

Quatre domaines (droits civils et politiques, participation, absence de discrimination et d'inégalités de sexe) ont été identifiés (Tableau 3.2) pour évaluer la composante droite de l'homme et participation. Plus l'indice tend vers l'unité plus le droit du citoyen est respecté.

Au Sénégal, l'état des droits de l'homme est bien perçu par les individus de 18 ans et plus avec un indice de 0,737. Cette perception est légèrement meilleure chez les hommes (0,741) que chez les femmes (0,727).

Au regard de l'analyse par groupe d'âges et du niveau d'instruction de l'individu, le niveau de perception de l'état des droits de l'homme et participation augmente avec l'âge et le niveau d'instruction de l'individu. En effet, l'indice de perception de l'état des droits de l'homme passe de 0,717 pour les individus âgés de 18-34 ans à 0,739 et 0,740 pour respectivement les individus âgés de 35-59 ans et ceux du groupe d'âges 60 ans et plus. De même, il évolue de 0,733 pour les non instruits à 0,747 pour les individus du niveau secondaire.

Par ailleurs, les individus âgés de 18 ans et plus résidant dans les autres milieux urbains (0,740) ont une meilleure perception de l'état des droits de l'homme que ceux résidant en milieu rural (0,738) et à Dakar urbain (0,734).

Les sous-indices qui contribuent au renforcement de ce sentiment de bon respect de droit de l'homme sont :

- les "Droits civils et politiques" sont très respectés car la valeur de son indice est 0,800, notamment chez les hommes (0,805), les personnes de 35 ans ou plus ou l'indice est 0,802 et les personnes du milieu rural (0,811);
- L'"Absence de discrimination et d'inégalité de sexe" qui semble être une réalité au Sénégal avec l'indice de 0,801, notamment chez les femmes (0,812), les personnes de 60 ans ou plus (0,808), les personnes ayant au moins le niveau primaire (chaque indice est supérieur à 0,813) et les personnes résidant au milieu urbain (0,826) ;
- Mais le sous-indice "participation" est celui qui déteint sur le sentiment de bon respect des droits de l'homme car la population pense qu'elle participe moyennement car l'indice est de 0,688.

**Tableau 3.2 : Niveau d'appréciation de l'état des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Sénégal, 2017**

Caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage	Droits civils et politiques	Participation	Absence de discrimination et d'inégalités de sexe	Droit de l'homme et participation
<b>Sexe</b>				
Homme	0,805	0,692	0,797	0,741
Femme	0,786	0,676	0,812	0,727
<b>Groupes d'âges</b>				
18 - 34 ans	0,786	0,665	0,782	0,717
35 - 59 ans	0,802	0,691	0,799	0,739
60 ans et plus	0,801	0,691	0,808	0,740
<b>Niveau d'instruction</b>				
Aucun	0,801	0,683	0,788	0,733
Primaire	0,804	0,698	0,813	0,745
Secondaire	0,797	0,700	0,835	0,747
Supérieur	0,787	0,695	0,832	0,741
<b>Milieu de résidence</b>				
Dakar	0,791	0,679	0,839	0,734
Autres urbains	0,792	0,695	0,812	0,740
Ens. urbain	0,791	0,687	0,826	0,737
Rural	0,811	0,690	0,772	0,738
<b>Sénégal</b>	<b>0,800</b>	<b>0,688</b>	<b>0,801</b>	<b>0,737</b>

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD



### 3.2. Qualité des institutions et corruption

Certaines institutions, de par leur mission, sont au contact des populations pour l'offre des services de proximité. Dans les faits, l'offre de service se fait avec de nombreuses difficultés, des pratiques illégales s'établissent au point d'entraver les missions assignées à ces services. La corruption prend de l'ampleur au point que la lutte contre ce phénomène est inscrite dans les ODD. Cette lutte fait l'objet de la cible 16.5 à savoir réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes.

La qualité des institutions intervenant dans la GPS se mesure par l'accès des populations aux services délivrés, par la réactivité, la perception et la confiance des citoyens par rapports aux institutions. Dans ce chapitre, les résultats de l'enquête sur ces différents aspects sont présentés.

#### 3.2.1. Accès et confiance dans les institutions

Au Sénégal, globalement la population de 18 ans ou plus on totalement confiance à l'administration en général (85,1%), notamment les femmes (86,2%), les personnes de 18-24 ans (86,5%) et 35-44 ans (86,4%), les personnes ayant atteint le niveau secondaire (85,9%) et les personnes résidant en milieu rural (87,3%).

Spécifiquement, la population a confiance aux différentes administrations et systèmes qui ont fait l'objet d'études, mais le degré de confiance le plus élevé est pour les services publics

d'éducation (84,9%) ou de santé (86,1%), notamment les femmes (85,8% et 87,1% respectivement), les jeunes de 18-24 ans (86,8% et 87,7% respectivement), les personnes ayant atteint le niveau secondaire (87,4% et 86,7%).

Viennent ensuite la police et la sécurité sociale avec respectivement 75,3% et 75,2% de la population.

Le degré de confiance la plus faible est le système fiscal (impôts et douane) avec 66,3%.

**Tableau 3.3 : Degré de confiance des individus de 18 ans et plus ayant été en contact avec les institutions de la république par type d'institutions selon les caractéristiques sociodémographiques**

caractéristiques sociodémographiques	L'administration (en général)	La justice	La police	Le système public de santé	Le système public d'éducation	Le fisc (impôts, douanes)	Le système de sécurité sociale	Information/Média officiels	L'armée	Le parlement
<b>Sexe</b>										
Homme	84,0	75,6	73,3	84,6	83,8	67,6	75,7	71,9	87,1	67,4
Femme	86,2	72,8	77,6	87,1	85,8	64,8	74,7	73,0	87,2	71,2
<b>groupes d'âges</b>										
18-24 ans	86,5	75,2	77,8	87,7	86,8	63,2	71,3	72,5	88,1	71,4
25-34 ans	84,8	73,4	72,1	85,8	85,6	67,1	74,8	71,0	87,6	69,1
35-44 ans	86,4	75,3	77,1	85,5	85,3	67,1	77,1	73,8	86,7	68,8
45-54 ans	83,4	74,0	73,9	85,4	82,8	66,2	76,5	73,8	87,2	67,8
55 ans et plus	84,0	73,1	76,5	86,0	81,9	67,2	76,3	72,1	85,8	70,0
<b>Niveau d'instruction</b>										
Aucun	85,9	73,7	76,2	86,9	84,1	67,4	72,9	72,6	86,9	72,8
Primaire	82,9	73,9	72,5	83,8	82,3	61,7	74,3	69,8	86,2	65,5
Secondaire	85,9	74,6	76,2	86,7	87,4	68,2	78,3	75,0	88,2	66,7
Supérieur	83,0	77,8	74,8	83,5	85,8	63,1	82,0	70,2	89,7	56,3
<b>Milieu de résidence</b>										
Dakar urbain	80,7	73,7	70,2	84,8	83,6	57,8	78,6	74,3	86,2	62,1
Autres urbains	86,4	75,0	78,1	86,5	85,3	67,5	73,6	72,4	87,4	68,6
Ens. urbain	83,4	74,4	73,9	85,4	84,3	63,1	76,1	73,8	86,8	65,3
Rural	87,3	73,9	77,6	87,1	85,7	70,0	74,0	69,0	87,6	74,4
<b>Quintile de niveau de vie</b>										
Le plus pauvre	84,2	79,1	78,8	86,6	84,5	68,3	77,0	74,0	84,1	73,0
Second	83,7	71,0	71,9	85,8	84,6	60,8	72,8	72,8	85,9	72,0
Moyen	86,3	74,1	76,2	87,0	85,1	65,8	72,9	74,7	86,6	69,1
Quatrième	84,7	69,3	75,2	85,6	83,7	66,3	73,6	72,9	88,4	67,0
Le plus riche	85,9	76,1	74,5	85,7	85,8	68,0	77,6	69,9	89,0	68,4
<b>Sénégal</b>	<b>85,1</b>	<b>74,2</b>	<b>75,3</b>	<b>86,1</b>	<b>84,9</b>	<b>66,3</b>	<b>75,2</b>	<b>72,5</b>	<b>87,2</b>	<b>69,5</b>

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

### 3.2.2. Situation de la corruption

Considéré comme un facteur qui handicape le développement économique et social, la corruption prend de plus en plus de l'ampleur dans nos sociétés. La lutte contre le phénomène fait l'objet de la cible 16.5 à savoir réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes. Le niveau de la corruption, la perception de la corruption, les mécanismes et les institutions mis en place pour lutter contre le phénomène sont des baromètres de la bonne gouvernance.

Les résultats de l'enquête ERI-ESI montrent qu'environ 6 individus âgés de 18 ans et plus sur 10 pensent que la corruption est importante dans ce pays et pour 30,0%, elle est même beaucoup plus importante. Le niveau de perception de la corruption augmente l'urbanisation. En milieu rural, c'est 55,0% des personnes qui estiment que la corruption est importante contre 64,4% et 76,0% respectivement à dans les autres milieux urbains et à Dakar urbain.

Quel que soit le sexe et la tranche d'âges, près de 6 Sénégalais sur 10 partagent la même opinion selon laquelle la corruption est importante au

Sénégal. Comparés aux femmes (61,6%), les hommes (65,3%) partagent plus cette opinion. Le niveau de perception de la corruption augmente aussi avec le niveau d'instruction des personnes. En effet, c'est 57,3% et 69,5% respectivement des personnes qui n'ont aucun niveau et le niveau primaire qui ont estimé que la corruption est importante, alors que pour celles qui ont le niveau secondaire et supérieur, c'est respectivement 70,9% et 80,7% qui ont cette opinion.

Malgré leur opinion sur l'importance de la corruption au Sénégal, seulement 4,6% des personnes de 18 ans ou plus ont déclaré avoir eu au moins une fois affaire à un agent public auquel

ils ont versé un pot de vin au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête. Ce sont les hommes (6,8%), les personnes de 25 ans ou plus

(plus de 5%), celles ayant atteint le niveau primaire (5,9%) et celles résidant à Dakar (6,5%) qui ont déclaré avoir été les plus victimes.

**Tableau 3.4 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays et incidence de la petite corruption selon les caractéristiques sociodémographiques, Sénégal, 2017**

Caractéristiques sociodémographiques	Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays	Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant eu au moins une fois affaire à un agent public auquel ils ont versé un pot de vin au cours des 12 mois précédents
<b>Sexe</b>		
Homme	65,3	6,8
Femme	61,6	2,7
<b>Groupe d'âges</b>		
18-24 ans	64,3	2,6
25-34 ans	64,0	5,1
35-44 ans	64,1	5,6
45-54 ans	61,7	5,4
55 ans et Plus	61,2	4,5
<b>Niveau d'instruction</b>		
Aucun	57,3	4,2
Primaire	69,5	5,9
Secondaire	70,9	4,4
Supérieur	80,7	5,0
<b>Milieu de résidence</b>		
Dakar	76,0	6,5
Autres urbains	64,4	4,6
Ens. urbain	70,4	5,6
Rural	55,0	3,4
<b>Sénégal</b>	<b>63,3</b>	<b>4,6</b>

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

### 3.3. Etat de la gouvernance

De nombreux pays ont entrepris des réformes en vue de la consolidation de l'état de droit. Dans ce processus, il est nécessaire de procéder à l'évaluation de l'état de gouvernance.

#### 3.3.1. Gouvernance administrative

Un aspect de la gouvernance abordé par l'enquête est la recevabilité des autorités locales. L'analyse du Tableau 3.5 ci-après fournit des informations intéressantes sur l'opinion que se font les citoyens de la gouvernance des autorités locales et communales.

L'implication des citoyens par les autorités locales, sur la gestion des affaires communales demeure trop faible pour la grande majorité des sénégalais. Quelle que soit la catégorie sociodémographique, un peu plus d'un sénégalais

âgés de 18 ans et plus sur dix (26,1%) estime que les autorités locales consultent les citoyens dans la prise de décision, notamment les personnes résidant en milieu rural (28,8%) et celles classées dans la classe des plus pauvres (30,4%).

**Tableau 3.5 : Opinion des individus de 18 ans et plus sur la gouvernance des autorités locales et communales selon les caractéristiques sociodémographiques, Sénégal, 2017**

Caractéristiques sociodémographiques	Consulter les citoyens dans la prise de décision						Effectif
	Beaucoup	Plutôt	Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les citoyens sont consultés dans la prise de décision	Pas vraiment	Pas du tout	Total	
<b>Sexe</b>							
Homme	5,6	20,0	25,6	52,7	21,7	100	3 293 360
Femme	5,5	21,0	26,5	52,5	21,0	100	4 126 299
<b>Groupe d'âges</b>							
18-24 ans	5,5	20,2	25,7	54,0	20,3	100	1 625 341
25-34 ans	4,8	20,3	25,1	53,8	21,1	100	1 997 716
35-44 ans	5,4	20,3	25,8	52,4	21,8	100	1 447 216
45-54 ans	5,9	20,9	26,7	51,0	22,2	100	1 003 531
55 ans et Plus	6,5	21,5	28,0	50,5	21,5	100	1 345 854
<b>Niveau d'instruction</b>							
Aucun	5,8	20,5	26,4	53,0	20,7	100	4 194 309
Primaire	5,7	21,0	26,8	51,7	21,5	100	1 460 859
Secondaire	5,0	20,3	25,2	52,8	22,0	100	1 498 590
Supérieur	3,6	20,0	23,6	50,3	26,1	100	265 900
<b>Milieu de résidence</b>							
Dakar	1,2	19,5	20,6	58,0	21,4	100	2 063 987
Autres urbains	7,1	20,1	27,1	50,6	22,3	100	1 915 886
Ens. urbain	4,0	19,8	23,8	54,5	21,8	100	3 979 873
Rural	7,3	21,5	28,8	50,4	20,7	100	3 439 785
<b>Quintile de niveau de vie</b>							
Le plus pauvre	8,8	21,6	30,4	48,5	21,1	100	1 149 062
Second	4,2	21,1	25,4	52,6	22,1	100	1 223 184
Moyen	4,6	21,1	25,7	53,0	21,3	100	1 416 862
Quatrième	4,8	19,5	24,3	55,2	20,6	100	1 662 493
Le plus riche	5,8	20,2	26,0	52,5	21,5	100	1 968 057
<b>Sénégal</b>	<b>5,6</b>	<b>20,6</b>	<b>26,1</b>	<b>52,6</b>	<b>21,3</b>	<b>100</b>	<b>7 419 658</b>

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

### 3.3.2. Participation citoyenne et politisation

Au Sénégal, 32,6% des individus âgés de 18 ans et plus estiment que l'autorité centrale prend en compte les préoccupations de la population. Cette opinion est plus partagée par les individus résidant en autre urbain (34,9%), les individus de 55 ans ou plus (34,5%), ceux n'ayant aucun

niveau d'instruction (34,4%). La même tendance (de non prise en compte des préoccupations) est observée dans la prise en compte des préoccupations des partis politiques d'opposition et de celle des groupes minoritaires avec respectivement 30,8% et 27,0% de la population

**Tableau 3.6 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population et des groupes minoritaires selon les caractéristiques sociodémographiques, Sénégal, 2017**

Caractéristiques sociodémographiques	Pourcentage d'individus qui pensent que les politiciens prennent en compte les préoccupations de la population				Pourcentage d'individus qui pensent que les politiciens prennent en compte les préoccupations des groupes minoritaires			
	Beaucoup	Plutôt	ans et plus estimant que l'autorité centrale prend en compte les préoccupations de la population	Pas vraiment	Pas du tout	Total	Les partis politiques d'opposition	Les groupes minoritaires
<b>Sexe</b>								
Homme	12,5	19,9	32,3	46,5	21,1	100,0	30,4	26,8
Femme	12,4	20,4	32,8	46,8	20,4	100,0	31,0	27,2
<b>Groupes d'âges</b>								
18-24 ans	12,5	19,8	32,2	47,5	20,3	100,0	30,5	26,9
25-34 ans	11,9	19,9	31,8	47,2	21,1	100,0	30,7	26,7
35-44 ans	12,1	19,8	31,9	47,3	20,8	100,0	29,8	26,3
45-54 ans	12,7	20,5	33,2	46,5	20,3	100,0	30,7	27,0
55 ans et plus	13,2	21,3	34,5	44,6	20,9	100,0	32,3	28,6
<b>Niveau d'instruction</b>								
Aucun	13,6	20,8	34,4	46,1	19,5	100,0	32,0	27,7
Primaire	11,1	19,7	30,8	48,1	21,1	100,0	29,4	26,4
Secondaire	11,1	19,3	30,4	47,2	22,4	100,0	29,4	26,2
Supérieur	8,7	17,9	26,6	45,6	27,8	100,0	26,6	23,3
<b>Milieu de résidence</b>								
Dakar	4,5	22,3	26,8	50,5	22,7	100,0	26,8	22,9
Autres urbains	16,1	18,8	34,9	43,9	21,2	100,0	30,2	27,0
Ens. urbain	10,1	20,6	30,7	47,3	22,0	100,0	28,4	24,9
Rural	15,1	19,7	34,8	46,0	19,2	100,0	33,4	29,5
<b>Quintile de bien-être</b>								
Le plus pauvre	17,4	19,5	36,9	43,6	19,4	100,0	34,2	29,8
Second	12,0	19,7	31,7	46,9	21,4	100,0	30,3	25,9
Moyen	10,9	20,8	31,7	46,6	21,8	100,0	29,4	26,0
Quatrième	11,3	20,9	32,2	47,2	20,6	100,0	30,6	26,5
Le plus riche	11,8	19,8	31,6	48,1	20,3	100,0	30,1	27,4
<b>Sénégal</b>	<b>12,4</b>	<b>20,2</b>	<b>32,6</b>	<b>46,7</b>	<b>20,7</b>	<b>100,0</b>	<b>30,8</b>	<b>27,0</b>

Source : ANSD. Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017.

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

### 3.3.3. Indice de perception de l'état de droit

La perception de l'état de droit s'est évaluée par la qualité du système judiciaire et l'absence de corruption. Le Tableau 3.7 présente l'indice d'appréciation de l'état de droit mesuré par les index d'appréciation du système judiciaire et de l'absence de corruption.

Il en ressort que la population en âge de voter (18 ans ou plus) au Sénégal à une appréciation moyenne de l'état de droit (0,630). Cette appréciation est un peu meilleure dans la population rurale (0,661) et il y a peu de différence significative par rapport aux autres caractéristiques sociodémographiques.

Cette qualité de l'état de droit dépend plus de l'état du système judiciaire du pays dont la

population a une meilleure perception que l'état de la situation d'absence de corruption car l'indice de la perception du système judiciaire est 0,700 alors que celui de l'absence de la corruption est de 0,616. La perception de ces deux sous-indices est un peu meilleure chez la population résidant en milieu rural (0,726 et 0,648 respectivement) et les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction (0,713 et 0,631).

**Tableau 3.7 : Niveau d'appréciation de l'état de l'Etat de droit par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Sénégal, 2017**

Caractéristiques sociodémographiques du CM	Système judiciaire	Absence de corruption	Etat de droit
<b>Sexe</b>			
Homme	0,704	0,620	0,634
Femme	0,686	0,605	0,619
<b>Groupes d'âge</b>			
18 - 34 ans	0,708	0,629	0,643
35 - 59 ans	0,696	0,611	0,625
60 ans et plus	0,703	0,620	0,634
<b>Niveau d'instruction</b>			
Aucun	0,713	0,631	0,644
Primaire	0,683	0,599	0,613
Secondaire	0,679	0,592	0,607
Supérieur	0,637	0,540	0,556
<b>Milieu de résidence</b>			
Dakar	0,662	0,564	0,580
Autres urbains	0,693	0,616	0,629
Ens. urbain	0,677	0,589	0,603
Rural	0,726	0,648	0,661
<b>Sénégal</b>	<b>0,700</b>	<b>0,616</b>	<b>0,630</b>

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

## 3.4. Paix et sécurité

La paix et la sécurité participent à la dignité et à l'épanouissement de chaque individu tout en étant une condition du développement des pays. L'ODD 16 porte sur la promotion de l'avènement de sociétés pacifiques.

### 3.4.1. Menace générale et sentiment d'insécurité

Quel que soit la situation évoquée, moins de la moitié des sénégalais âgés de 18 ans et plus déclarent qu'ils se sentent en sécurité.

Quand il s'agit de marcher seul, dans le quartier, 61,6% des individus de 18 ans et plus déclarent, qu'ils se sentent en sécurité si c'est le jour. Cette proportion est de 61,5% chez les hommes et de 61,7% chez

les femmes. Elle est plus élevée dans les régions de Fatick (74,4%), de Dakar (69,2%), de Ziguinchor (66,9%), de Saint-Louis (66,6%), de Thiès (66,5%), de Kédougou (64,9%) et de Kaolack (63,0%) où il dépasse le niveau national. Par contre,

dans les régions de Sédhiou (41,3%), de Diourbel (43,9%), de Tambacounda (47,9%) et de Matam (49,2%), moins de la moitié des individus âgés de 18 ans et plus estiment qu'ils se sentent en sécurité quand ils marchent seuls, le jour dans leur quartier. En outre, plus on est riche, plus on se sent en sécurité quand, on marche seul dans le quartier, le jour. En effet, le pourcentage d'individus de 18 ans et plus qui se sentent en sécurité, passe de 53,1% pour les individus vivants dans des ménages du quintile le plus pauvre à 64,2% pour ceux vivant dans des ménages du quintile le plus riche.

Pour ce qui est de la sécurité dans les transports publics, plus de la moitié (54,9%) des individus âgés de 18 ans et plus, résidents au Sénégal expriment un sentiment de sécurité quand ils attendent ou sont dans un transport public Cette situation est constatée quel que soit le sexe. C'est dans les régions de Fatick (67,5%), de Saint-Louis (64,8%), de Thiès (62,7%), de Louga (59,6%), et de Ziguinchor (59,2%).

Il ressort par ailleurs, de l'analyse du bien-être économique que globalement plus le bien-être du ménage est élevé plus les gens se sentent en sécurité dans les transports publics ou quand ils sont en attente d'un véhicule de transport public. En effet, 48,6% des individus résidents dans les ménages

les plus pauvres expriment ce sentiment de sécurité alors que pour les ménages riches et plus riches, ce pourcentage est de 57,7% et 55,4% respectivement.

Quant à la sécurité dans le lieu de travail, environ six individus sur dix (57,7%) âgés de 18 ans et plus déclarent se sentir en sécurité à leur lieu de travail. Ce sentiment est plus partagé par les hommes (58,4%) que par les femmes (57,1%). La situation selon la région montre que les individus âgés de 18 ans et plus résidant dans les régions de Fatick (66,0%), de Saint-Louis (64,7%), de Dakar (64,6%), de Thiès (64,0%), et de Ziguinchor(60,3%) se sentent plus en sécurité à leur lieu de travail avec des proportions qui dépassent le pourcentage observé au niveau national. Alors que dans la région de Sédhiou, moins du tiers (32,4%) déclarent se sentir en sécurité à leur lieu de travail. Par ailleurs, les personnes vivant dans des ménages riches sont globalement plus en sécurité dans le lieu de travail.

Quant à l'existence de danger, 48,7% des individus de 18 ans et plus déclarent qu'il n'y a pas de danger quand ils se déplacent seuls à pied, dans leur zone de résidence. Cette absence de danger est plus partagée par les hommes (50,7%) que par les femmes (47,0%) et dans les régions de Fatick (62,5%), Saint-Louis (60,6%), Thiès (54,9%), Kaolack (50,8%) et Louga (50,4%).



**Tableau 3.8 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus se sentant en sécurité par type de situation selon les caractéristiques sociodémographiques, Sénégal, 2017**

Caractéristiques sociodémographiques	Quand vous marchez seul dans votre quartier, le jour	Quand vous marchez seul dans votre quartier, la nuit	Quand vous êtes seul à la maison, le jour	Quand vous êtes seul à la maison, la nuit	Quand vous attendez ou êtes dans un transport public (dans votre localité)	A votre lieu de travail (ex : champs, marché, atelier, etc.)	Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il y a danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence[1]	Effectif
<b>Sexe</b>								
Homme	61,5	56,2	63,2	60,2	55,0	58,4	50,7	3 293 360
Femme	61,7	53,5	63,1	56,9	54,9	57,1	47,0	4 126 299
<b>Région</b>								
DAKAR	69,2	56,2	71,7	64,9	54,1	64,6	48,3	2 128 882
DIOURBEL	43,9	42,5	46,5	44,9	47,7	46,5	38,7	718 899
FATICK	74,4	65,6	75,1	65,8	67,5	66,0	62,5	357 976
KAFFRINE	54,0	42,6	53,3	41,1	48,6	49,9	32,9	269 304
KAOLACK	63,0	56,5	64,0	57,2	53,9	53,7	50,8	480 212
KEDOUGOU	64,9	33,0	64,9	38,6	39,8	48,3	27,4	78 586
KOLDA	50,2	52,5	53,1	54,1	51,3	49,9	47,9	297 996
LOUGA	60,8	55,0	60,8	55,0	59,6	53,1	50,4	455 935
MATAM	49,2	47,1	49,7	47,8	45,1	46,2	42,4	266 774
SAINT-LOUIS	66,6	64,6	68,9	65,5	64,8	64,7	60,6	492 187
SEDHIOU	41,3	50,3	42,2	50,2	32,9	32,4	38,6	204 295
TAMBACOUNDA	47,9	53,8	51,4	56,4	47,1	48,8	44,3	329 474
THIES	66,5	60,2	66,5	62,3	62,7	64,0	54,9	1 019 110
ZIGUINCHOR	66,9	51,2	66,9	59,1	59,2	60,3	49,0	320 029
<b>Quintile de niveau de vie</b>								
Le plus pauvre	53,1	49,1	54,2	51,8	48,6	49,7	42,0	1 149 062
Second	61,2	55,2	63,4	58,9	55,2	58,8	49,0	1 223 185
Moyen	60,3	54,7	62,2	57,8	55,8	57,5	47,4	1 416 862
Quatrième	66,0	57,6	67,5	61,0	57,7	61,3	52,2	1 662 493
Le plus riche	64,2	55,2	65,3	60,0	55,4	58,7	50,1	1 968 057
<b>Sénégal</b>	<b>61,6</b>	<b>54,7</b>	<b>63,2</b>	<b>58,3</b>	<b>54,9</b>	<b>57,7</b>	<b>48,7</b>	<b>7 419 658</b>

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

[1] ODD 16.1.4

### 3.4.2. Criminalité

Cette section cherche à mesurer l'incidence de la criminalité au sein de la population adulte.

Au niveau national, 1,4% des individus de 18 ans et plus affirment avoir été victimes de harcèlements physiques ou sexuels, particulièrement à Dakar (2,1%), chez les hommes (1,7%) et les personnes classées dans la deuxième classe de niveau de vie (1,5%).

Considérant les 12 derniers mois précédant l'enquête, 11,7% d'entre eux déclarent avoir subi des violences d'ordre physique, psychologique ou sexuel. Ont été les plus victimes, les hommes (12,5%) et les individus résidant à Dakar (15,7%).

Parmi les individus de 18 ans et plus victimes de violences, seulement 38,4% ont signalé les faits

aux autorités compétentes ou recouru à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus les personnes ayant eu le plus au recours, sont les hommes (40%), les personnes de la quatrième classe de niveau de vie (41,5%).

Pour d'autres violences dont les personnes sont victimes, il a été montré que 0,2% des individus de 18 ans et plus ont été menacés avec une arme au cours des 12 derniers mois et 0,5% des individus de 18 ans et plus ont été menacés avec un autre type d'arme (ex, couteau, machette, au cours des 12 derniers mois.

**Tableau 3.9 : Incidence de la criminalité par type d'incident selon les caractéristiques sociodémographiques, Sénégal, 2017**

Caractéristiques sociodémographiques	Homme	Femme	Dakar	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Sénégal	Le plus pauvre	Second	Moyen	Quatrième	Le plus riche
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de harcèlement physique ou sexuel	1,7	1,2	2,1	1,2	1,6	1,1	1,4	1,3	1,5	1,3	1,4	1,5
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents	12,5	11,0	15,7	11,2	13,5	9,6	11,7	10,0	10,7	11,1	11,9	13,6
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences ayant signalé les faits aux autorités compétentes ou recouru à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus	40,0	36,9	31,0	39,0	34,2	45,3	38,4	38,0	35,4	38,4	41,5	37,8
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacés avec une arme au cours des 12 derniers mois	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacés avec un autre type d'arme (ex, couteau, machette, ) au cours des 12 derniers mois	0,8	0,4	0,8	0,5	0,6	0,4	0,5	0,6	0,7	0,5	0,4	0,6

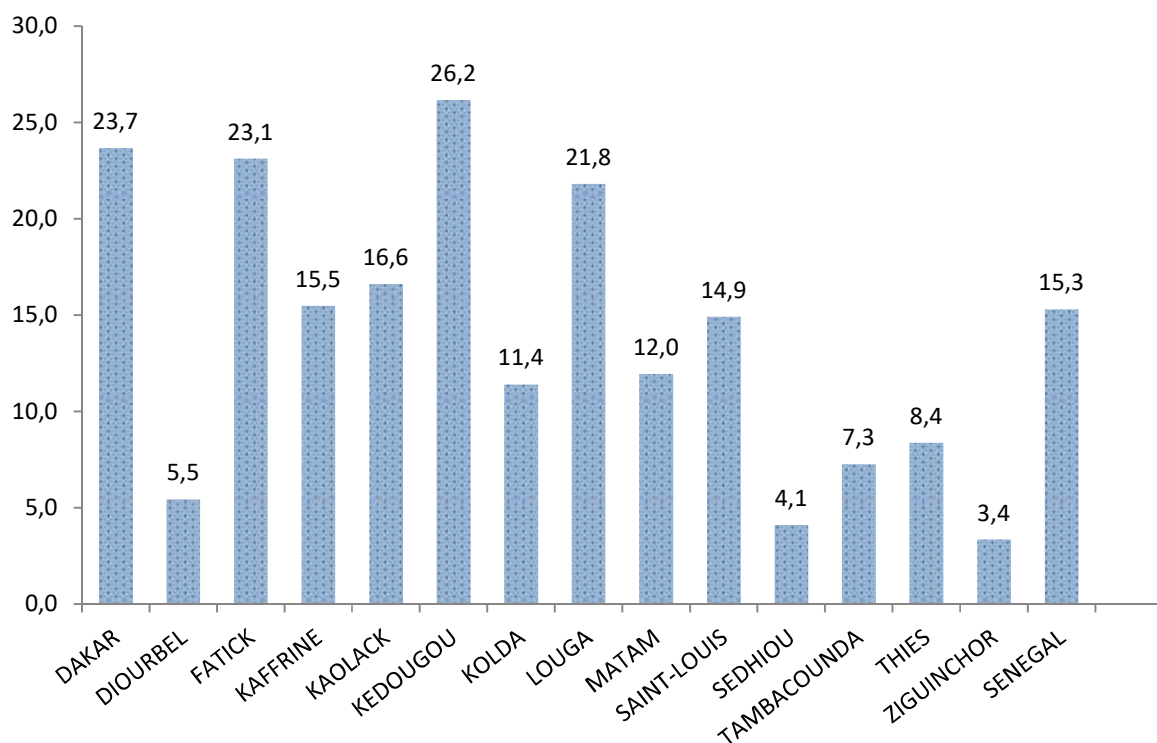
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

Il est question ici de mesurer l'incidence de la criminalité selon les régions du Sénégal.

En moyenne, 15,3% des individus âgés de 18 ans et plus estiment qu'il est probable qu'ils soient victimes de criminalité. Par rapport au niveau

national, ce risque de criminalité est plus élevé à Kédougou (26,2%), Dakar (23,7%), Fatick (23,1%) et à Louga (21,8).

**Graphique 3.2 : Incidence de la criminalité par région, Sénégal, 2017**



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD

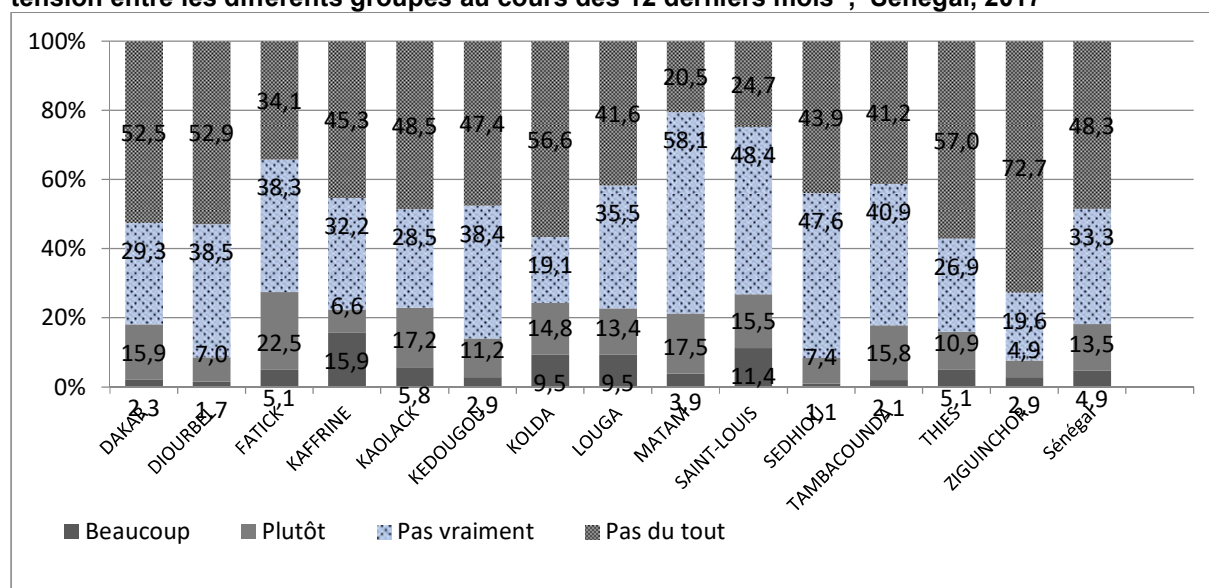
### 3.4.3. Conflits et mode de résolution

L'opinion des populations sur le degré de tension entre les différents groupes est représentée sur le Graphique 3.3.

L'analyse de la perception sur le degré de tension entre les différents groupes socioculturels laisse entrevoir que 81,6% des Sénégalais âgés de 18 ans et plus estiment qu'il n'y a pas de tension entre des groupes différents. Ceux qui considèrent qu'il y'a beaucoup de tensions entre les groupes sont de 4,9%. En revanche, le pourcentage des individus considérant que les tensions ne sont pas importantes sont de 13,5%.

La situation selon la région montre que le pourcentage des individus qui déclarent qu'il existe des tensions entre les différents groupes est plus élevé dans les régions de Fatick (27,5%) et de Saint Louis (26,9%). Cependant, c'est dans la région de Kaffrine que les gens pensent plus que les tensions sont très nombreuses (15,9%).

**Graphique 3.3 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le degré de tension entre les différents groupes au cours des 12 derniers mois , Sénégal, 2017**



#### 3.4.4. Indice de perception de la paix et de la sécurité

Pour terminer ce chapitre, un indice d'appréciation de la situation de la paix et sécurité a été créé.

Le niveau des indices de paix et sécurité qui est 0,797 montre que les sénégalais âgés de 18 ans et plus ont une bonne perception de la paix et de la sécurité dans leur pays et avec peu de variation selon les caractéristiques sociodémographiques.

Cette bonne perception de l'état de la paix et sécurité est essentiellement due à la sécurité publique pour laquelle la population a totalement confiance avec un indice de 0,806.

Quant à la sécurité nationale, la confiance de la population est moyenne avec un indice de 0,689.

**Tableau 3.10 : Niveau d'appréciation de l'état de la paix et sécurité par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Sénégal, 2017**

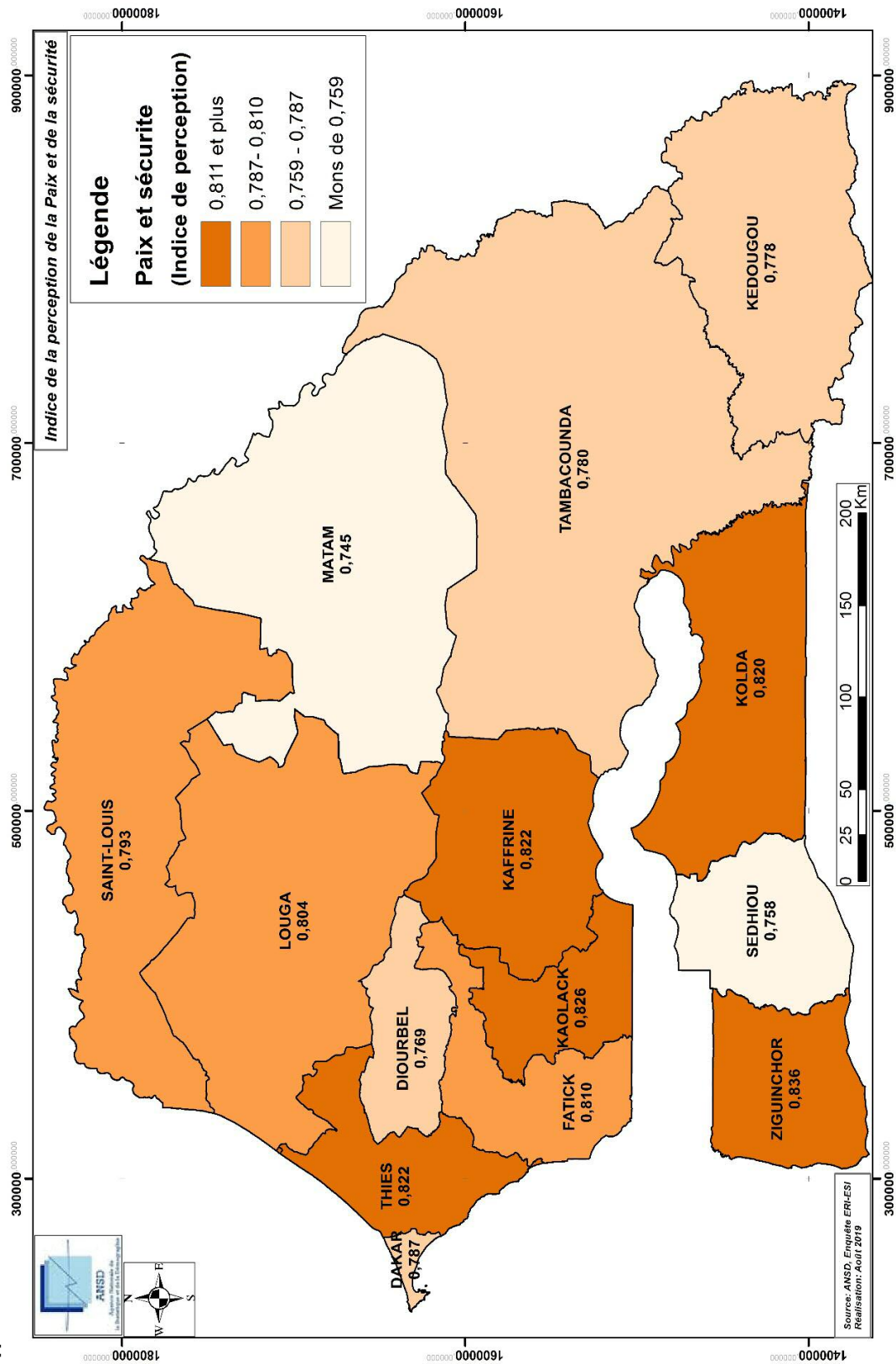
Caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage	Sécurité nationale	Sécurité publique	Paix et sécurité
<b>Sexe</b>			
Homme	0,689	0,807	0,798
Femme	0,688	0,802	0,794
<b>Groupes d'âge</b>			
18 - 34 ans	0,687	0,802	0,794
35 - 59 ans	0,686	0,805	0,796
60 ans et plus	0,693	0,808	0,800
<b>Niveau d'instruction</b>			
Aucun	0,686	0,805	0,796
Primaire	0,693	0,807	0,799
Secondaire	0,693	0,808	0,800
Supérieur	0,702	0,804	0,797
<b>Milieu de résidence</b>			
Dakar	0,717	0,794	0,788
Autres urbains	0,675	0,810	0,800
Ens. urbain	0,697	0,802	0,794
Rural	0,680	0,810	0,801
<b>Sénégal</b>	<b>0,689</b>	<b>0,806</b>	<b>0,797</b>

### 3.5. Indice de perception de la population sur la Gouvernance, Paix et Sécurité

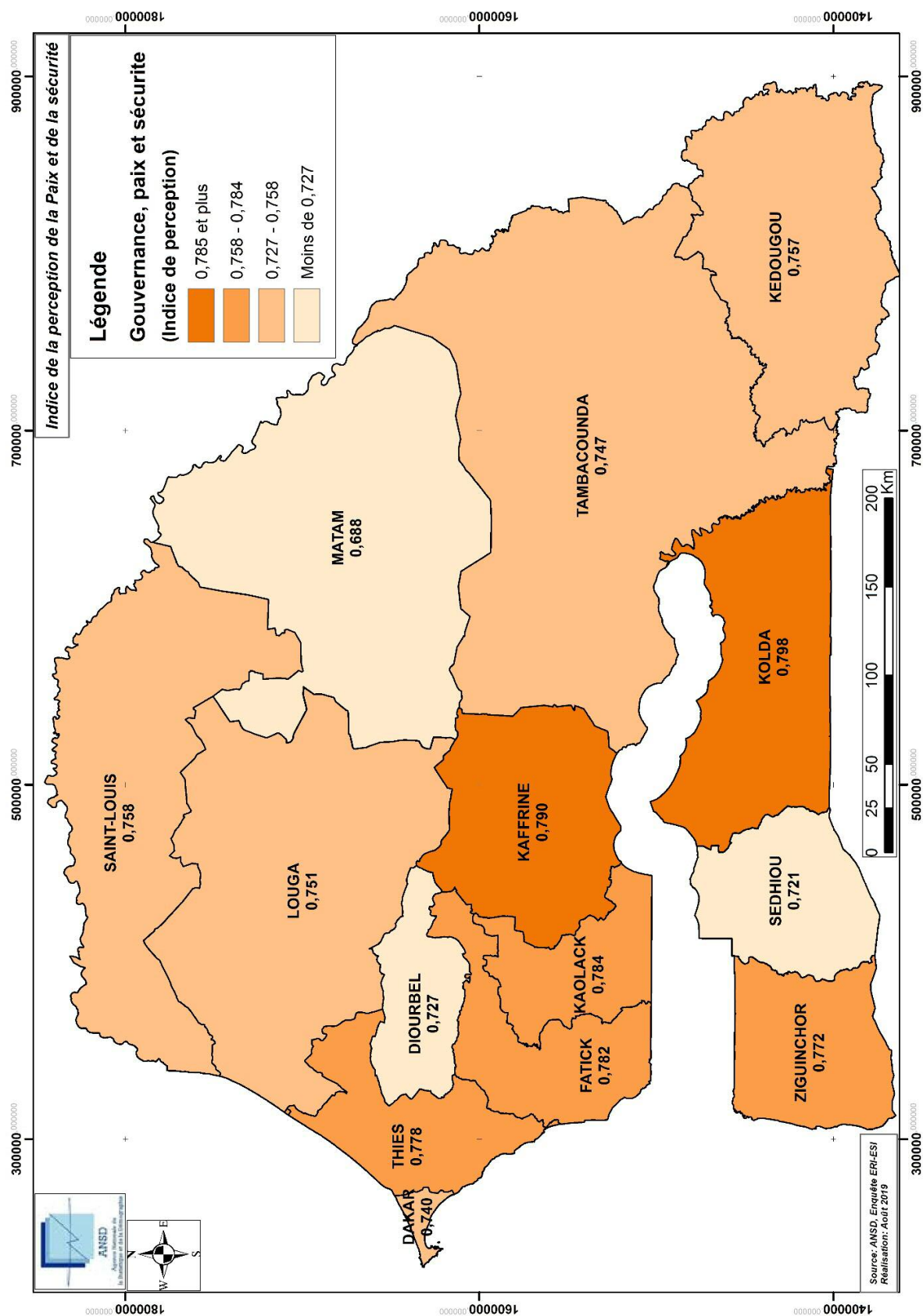
Trois indicateurs composites permettent d'apprécier l'état de la gouvernance, de la paix et sécurité : l'indice de droit de l'homme et participation, l'indice de l'état de droit et l'indice gouvernance, paix et sécurité.

- Il est à noter que la population fait une bonne confiance aux autorités pour assurer une bonne gouvernance, la paix et leur sécurité car l'indice est de 0,754. Cette bonne confiance est donnée par les populations de Kolda (0,798), Kaffrine (0,790), Kaolack (0,784) et de Fatick (0,782). cette valeur de cet indicateur est la résultante de celles de l'indice de "Sécurité publique" (0,806), "Sécurité nationale" (0,689) et de "Paix et sécurité" (0,797).
- Le second indice composite est celui du "Etat de droit" dont la valeur de l'indice est de 0,630. Ainsi, la confiance de la population à l'"Etat de droit" est un peu au-dessus de la moyenne. Cet indice est meilleur dans les régions de Fatick (0,682), Kaffrine (0,697), Kedougou (0,694), Kolda (0,731) et à Saint-Louis (0,706). la valeur de cet indicateur est la résultante de celle de l'Absence de la corruption (0,616)
- Enfin, le troisième indice composite est celui du "droit de l'homme et participation" dont la valeur est de 0,737. Cet indice est meilleur dans les régions de Thiès (0,771), Kaolack (0,789), de Kolda (0,790), de Kaffrine (0,780) et de Fatick (0,786). Cette composante est la résultante des sous-composantes "Droits civils et politiques" (0,800), "Participation" (0,692) et "Absence de discrimination et d'inégalités de sexe" (0,801).

Carte 3.1 : Indice de perception de la composante Paix et Sécurité et Indice de perception de la Gouvernance, Paix et Sécurité, Sénégal, 2017







**Tableau 3.11 : Profils régionaux de l'indice GPS et ses composantes, Sénégal, 2017**

Région	Droits civils et politiques	Participation	Absence de discrimination et d'inégalités de sexe	Droit de l'homme et participation	Système judiciaire	Absence de corruption	Etat de droit	Sécurité nationale	Sécurité publique	Paix et sécurité	Indice gouvernance, paix et sécurité
DAKAR	0,794	0,680	0,840	0,736	0,664	0,565	0,582	0,715	0,793	0,787	0,740
DIOURBEL	0,739	0,603	0,710	0,659	0,703	0,667	0,673	0,698	0,774	0,769	0,727
FATICK	0,863	0,753	0,739	0,786	0,692	0,680	0,682	0,628	0,824	0,810	0,782
KAFFRINE	0,846	0,746	0,767	0,780	0,798	0,677	0,697	0,683	0,833	0,822	0,790
KAOLACK	0,859	0,746	0,808	0,789	0,697	0,624	0,636	0,721	0,834	0,826	0,784
KEDOUGOU	0,818	0,717	0,740	0,751	0,734	0,686	0,694	0,749	0,780	0,778	0,757
KOLDA	0,873	0,736	0,826	0,790	0,801	0,717	0,731	0,659	0,833	0,820	0,798
LOUGA	0,799	0,715	0,772	0,748	0,668	0,555	0,574	0,677	0,814	0,804	0,751
MATAM	0,568	0,584	0,745	0,599	0,644	0,602	0,609	0,598	0,757	0,745	0,688
SAINT-LOUIS	0,773	0,657	0,758	0,706	0,760	0,695	0,706	0,592	0,809	0,793	0,758
SEDHIOU	0,788	0,644	0,809	0,710	0,724	0,588	0,611	0,641	0,767	0,758	0,721
TAMBACOUNDA	0,875	0,669	0,804	0,750	0,719	0,614	0,632	0,685	0,788	0,780	0,747
THIES	0,828	0,726	0,833	0,771	0,721	0,624	0,640	0,700	0,831	0,822	0,778
ZIGUINCHOR	0,796	0,703	0,863	0,752	0,651	0,566	0,580	0,772	0,841	0,836	0,772
<b>SENEGAL</b>	<b>0,800</b>	<b>0,688</b>	<b>0,801</b>	<b>0,737</b>	<b>0,700</b>	<b>0,616</b>	<b>0,630</b>	<b>0,689</b>	<b>0,806</b>	<b>0,797</b>	<b>0,754</b>

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, ANSD





Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

Afristat B.P. E 1600 – Niaréla, rue 499 porte 23 - Bamako (MALI)  
Tél : (223) 20 21 55 00 / 20 21 55 80 / 20 21 60 73 Fax : (223) 20 21 11 40  
E-mail : [afristat@afristat.org](mailto:afristat@afristat.org)  
<http://www.afristat.org>